

Organisation de l'Orientation Professionnelle

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques et économiques)

présentée et soutenue le samedi 30 mai 1931, à 14 heures

PAR

Alfred CENDRIER

Licencié ès lettres

Président : M. OUALID.

<i>Suffragants</i>	$\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. LESCURE} \\ \text{MAUNIER} \end{array} \right.$	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	--------------------

PARIS

Librairie des Lois et Décrets Commentés

147, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 147

1931



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Organisation de l'Orientation Professionnelle

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques et économiques)

présentée et soutenue le samedi 30 mai 1931, à 14 heures

PAR

Alfred CENDRIER

Licencié ès lettres

Président : M. OUALID.

<i>Suffragants</i>	{	MM. LESCURE MAUNIER	}	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	------------------------	---	--------------------

PARIS

Librairie des Lois et Décrets Commentés

147, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 147

—
1931



INTRODUCTION

L'orientation professionnelle est un problème nouveau qui se présente sous un double aspect social et scientifique.

L'orientation professionnelle est sociale par ses origines. Elle est née du même mouvement d'opinion que la législation ouvrière. Il a paru que parmi les travailleurs, l'enfant avait besoin d'une protection spéciale, et que le meilleur service à lui rendre était de le convaincre d'apprendre un métier. L'apprentissage est l'achèvement de l'éducation à laquelle l'enfant a droit. C'est ce que la législation allemande a exprimé en ces termes : « Tout enfant allemand a droit à une éducation complète, qui lui assure son développement physique et moral, ainsi que celui de sa capacité sociale ¹. »

L'intérêt de l'enfant est aussi l'intérêt général, et la nécessité de sélectionner le personnel dans un nombre d'emplois de plus en plus grand a montré aux entreprises privées l'importance du problème de l'adaptation de la main-d'œuvre au travail. A ce titre, l'orientation professionnelle fait partie d'une organisation scientifique du travail.

D'ailleurs elle est scientifique dans ses méthodes aussi bien que dans son but. La psychologie moderne croit

1. Loi de juillet 1922.

pouvoir déterminer *a priori* les aptitudes d'un sujet. L'orientation professionnelle applique ces méthodes psychologiques et dirige les sujets selon les résultats de cet examen.

Il s'est trouvé que la nécessité de l'orientation professionnelle a été sentie, à peu près dans le même temps, par des philanthropes, des législateurs, des industriels et des savants qui, tous, l'ont considéré de leur point de vue particulier. Il en est résulté une certaine divergence dans les premières réalisations, suivant l'influence qui a dominé lors de la création de l'office.

Mais une orientation bien comprise doit être une synthèse de tous ces éléments et de toutes ces tendances et les méthodes employées se rapprochent de plus en plus, à mesure que les offices se développent.

C'est ainsi que tous les conseillers de vocation reconnaissent que le but immédiat de l'orientation est de contrôler le libre choix de l'enfant. Il faut respecter ses goûts toutes les fois qu'il est possible, plutôt que de chercher à atteindre un idéal théorique et chimérique.

PREMIERE PARTIE

HISTORIQUE DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

1° AVANT LA GUERRE

Le problème que pose le choix d'une profession est de tous les temps, et de nombreux auteurs l'ont signalé. On cite volontiers sur ce sujet Aristophane, Platon, Montaigne, Pascal, Rousseau, Proudhon, Durkheim, Bergson, etc., Mais on pourrait allonger indéfiniment cette liste, car il n'y a guère de penseurs traitant des questions sociales qui ne l'aient aperçu. Cependant la solution en était entièrement abandonnée à la sollicitude des parents. Certains d'entre eux s'efforçaient d'observer et même d'expérimenter les aptitudes de leurs enfants, ainsi qu'en fait foi une curieuse lettre de l'imprimeur Plantin ¹.

Des personnes charitables ou des œuvres, le plus souvent religieuses, recueillaient les orphelins et s'efforçaient de leur procurer un métier qui leur permit de

1. Lettre de Plantin au secrétaire du roi Philippe II. Anvers, 6 déc. 1570. « Et d'autant que la première enfance est trop fragile et débile de corps pour faire choses manuelles au mesnage, je leur ay faict alors tellement apprendre à escrire et à bien lire, que, depuis l'aage de quatre ans jusqu'à l'aage de douze ans, chacune des quatre premières nous ont aidé à lire les espreuves de l'imprimerie, en quelque escriture et langue qui se soit offerte pour imprimer... Et, aux heures vacantes, j'ay prins peine aussi de leur faire apprendre à besouigner de l'aiguille sur toile, en observant toujours peu à peu à quoy chacune s'inclineroit le plus ou seroit la mieux idoine... » (*L'Orientation professionnelle*, març 22, n° 32, p. 21.)

vivre. L'Espagne a connu pendant quatre siècles le *Padre d'Orfeus* (Père des Orphelins), à la fois conseiller de vocation et tribunal pour enfants ¹.

Mais l'orientation professionnelle telle que nous l'entendons ne remonte pas au delà des premières années du xx^e siècle. Elle fut précédée et provoquée par un grand effort scientifique. En France ², le Dr Toulouse dirigeait le laboratoire de psychologie expérimentale de l'Ecole des Hautes-Etudes avec la collaboration de M. J.-M. Lahy (chef des travaux de psychologie expérimentale). En 1901, était fondé sous leur instigation ³ un laboratoire de psychologie appliquée, rattaché à cette même Ecole des Hautes-Etudes pratiques, et dont la direction fut confiée à M. J.-M. Lahy ⁴. En même temps, le professeur Imbert, de Montpellier, entreprenait une série de recherches sur la fatigue professionnelle et les rapports de la physiologie avec l'organisation du travail. Binet inaugurait la

1. « Une institution naquit au xiv^e siècle et dura jusqu'au xviii^e. Elle s'appelait *Padre d'Orfeus* (Père des orphelins), et fut créée en vertu d'un privilège accordé par Pierre II, roi d'Aragon et de Valence.

« Ce *padre* recueillait les orphelins, leur donnait un métier, les plaçait, s'occupait des salaires qu'ils devaient toucher, les appuyait dans leurs réclamations relatives aux salaires, et pronongait, comme l'aurait fait un juge, les décisions qui étaient obligatoires pour les patrons, lorsque les intérêts de ses protégés l'exigeaient en droit. Il remplissait également les fonctions de juge au criminel, lorsque les mineurs confiés à sa garde avaient commis quelque délit. Il ressort de là que cette institution constituait un tribunal spécial, distinct des tribunaux ordinaires, tant en matière civile (comme dans les questions de salaires), qu'en matière criminelle. Elle veillait en outre à ce que les mineurs, qui devaient nécessairement être des orphelins, s'amendassent complètement et fussent surveillés.

« Ces charges, complètement gratuites, revenaient toujours à des personnes d'une grande vertu et d'une grande respectabilité, qui étaient mariées et qui jouissaient d'une autorité et d'un crédit notoires. » (Mlle M. Carbonnel, *Bull. international de la Protection de l'Enfance*, 30 avril 1925.)

2. Odette Simon, *L'Orientation professionnelle*, thèse, Paris, 1927, p. 130.

3. Mlle Clément, *Le mouvement d'orientation professionnelle*, thèse, Aix, 1924, p. 148.

4. Celui-ci a publié en 1905 dans la *Revue scientifique*, et en 1910 dans le *Bulletin de l'inspection du travail*, des études où il posait le problème de l'application des données de la psychologie et de la physiologie aux questions du travail.

méthode des tests. La psychologie expérimentale des aptitudes suscitait des efforts parallèles à l'étranger¹. Il suffit de citer les noms de Cattell en Amérique, Kraepelin et de Stern en Allemagne, Decroly en Belgique, De Sanctis en Italie, Rossolimo à Moscou, Claparède à Genève, Spearman, Pearson et Thomson Brown à Londres. Tous imaginaient des tests ou préconisaient des méthodes souvent contradictoires, mais témoignant d'un égal intérêt pour la psycho-physiologie du travail et pour la connaissance de l'enfant. Au XIII^e Congrès international d'hygiène et de démographie tenu à Bruxelles en 1903, Mlle Yoteyko insista sur la nécessité d'un examen médical préliminaire au choix d'une carrière.

A cette époque, quelques essais d'orientation professionnelle avaient été déjà tentés. Dès 1895, à Munich², on se préoccupe, avant de placer un enfant en apprentissage, d'avoir quelques indications fournies par les familles et les instituteurs. En 1902, un bureau d'orientation professionnelle est créé, grâce à la collaboration de la municipalité, des instituteurs, syndicats d'employeurs, corporations d'artisans et Chambres de métiers ; des monographies professionnelles sont établies, des notices scolaires individuelles élaborées. Une huitième année scolaire est créée, permettant une sorte de préapprentissage à l'école. Ce premier office n'eut que de piètres résultats. Vers la même époque, la municipalité de Nuremberg³ publiait un *Guide pour le choix d'un métier*, qui annonçait des enquêtes et investigations

1. Clément, *op. cit.*, p. 24.

2. Fontègne, L'orientation professionnelle à Munich, *Bull. de l'Institut national d'orientation professionnelle* (dorénavant *Bull. I. N. O. P.*), mars 1929, p. 69.

3. Dr Borremans-Ponthière, Mlle E. Monchamps, J. Maquet et G. Vandervest, *L'Orientation professionnelle*, Bruxelles, 1923, p. 229.

psycho-physiologiques et réclamait l'intervention d'un médecin pour confirmer le choix professionnel des enfants ¹. Dès lors, les directeurs d'école munichois réunirent les enfants de la dernière année scolaire, avant les vacances, pour une conférence, au cours de laquelle ils leur remettaient un questionnaire très simple : trois questions sur leurs désirs, trois questions sur leurs ressources ². On ne se préoccupait pas de leurs aptitudes physiques. Tout au plus, l'instituteur indiquait-il sommairement leurs aptitudes intellectuelles.

En France, le préapprentissage a précédé l'orientation professionnelle proprement dite. L'idée fut lancée par la corporation du bâtiment ³ : « Un groupe d'entrepreneurs, en 1905, a ouvert une école destinée aux enfants sortant de l'école primaire sans pouvoir entrer aussitôt à l'atelier. Comme on ne peut songer à leur enseigner les divers travaux du bâtiment, on leur apprend simplement le maniement des outils à main, appliqué à la ferblanterie, comme étant le métier le plus représentatif des opérations exécutées dans les autres. » Cet exemple fut suivi en 1906 par M. Kula qui fonda à Paris une école de préapprentissage ⁴, où, « sans abandonner ces précieux auxiliaires que sont le travail du bois et du fer, on

1. Ce vœu devait se réaliser peu après, lors de la création de l'Office d'orientation professionnelle de Halle-sur-Saale.

2. « 1° L'élève désire-t-il un emploi immédiat ou un apprentissage déterminé ?

Eventuellement chez qui ?

2° A quel emploi se destine l'élève ?

3° Dans le cas où il aurait en vue un apprentissage :

a) Payera-t-il l'apprentissage ?

b) Peut-il prendre ses repas chez lui ?

c) Peut-il loger chez lui ? »

3. Olphe Galliard, La formation professionnelle de l'ouvrier moderne, *Economie nouvelle*, décembre 1922, p. 655.

4. *La formation professionnelle*. 20 décembre 1923, p. 706 et 5 mai 1927, p. 368.

demanda aux jeunes élèves d'apprendre tout d'abord la ferblanterie, non pas en vue de former un ouvrier ferblantier, mais bien au contraire d'initier, par le travail du fer blanc, l'enfant à tous les métiers manuels du même ordre que la ferblanterie ». Cette école a été reprise en 1921 par la Chambre de commerce de Paris, qui en a créé d'autres depuis lors.

Le plus ancien office d'orientation professionnelle qui existe aujourd'hui en territoire français est celui de Strasbourg, dont les bases furent jetées en 1906 par M. Friedrich, directeur de l'Office de placement¹. Avec l'autorisation des pouvoirs publics, et grâce au triple concours de l'inspection du travail, de l'inspection médicale scolaire et du corps enseignant, il put constituer un service d'orientation professionnelle dont 1.800 enfants bénéficièrent, dès la première année de fonctionnement. Les résultats étaient très satisfaisants lorsque survint la guerre qui interrompit les travaux. Ayant étudié les procédés allemands et autrichiens, M. Friedrich rouvrit l'Office en 1918, avec la collaboration de M. Fontègne, qui avait profité de sa captivité en Suisse pour étudier la question et venait de contribuer à fonder une section d'orientation professionnelle à l'Institut Jean-Jacques Rousseau de Genève. En février 1921, la Chambre de métiers d'Alsace-Lorraine a réorganisé le service, l'a placé sous la direction de M. Fontègne, et l'a transféré dans un nouveau local. Cet Office s'est toujours classé parmi les plus remarquables.

Cette même année 1906 vit s'ouvrir le premier cours de psychologie expérimentale et pédologie dans les écoles

1. Rapport au nom de la Commission mixte du travail et du chômage sur l'organisation de l'orientation professionnelle dans le département de la Seine, 14 décembre 1922, p. 10 et 11.

normales de Mons et Charleroi ¹. Bientôt après, un laboratoire de pédologie y fut créé.

En 1907, M. Stocker ouvrait à Bâle ² un bureau pour donner des « Conseils aux parents et aux jeunes gens sur le choix d'une profession et sur l'apprentissage ». C'était l'origine d'un office appelé à un brillant avenir et qui, dès 1919, dépassait la moyenne de 1.000 examens d'enfants par an.

C'est en 1908 qu'on rencontre les premières manifestations de l'intérêt que les autorités publiques devaient porter à l'orientation professionnelle. La Centrale des œuvres sociales allemandes ³ dresse un questionnaire sur l'organisation de l'orientation professionnelle au sein des corporations, des Chambres de métiers, des Chambres de commerce, des Offices de placement et autres institutions s'occupant de la formation professionnelle. La documentation ainsi obtenue devait servir à la rédaction de rapports qui furent présentés en 1910 à l'Assemblée annuelle de l'Association des Offices publics de placement. La même année, l'Ecosse votait une loi prévoyant et encourageant la collaboration des municipalités et comités scolaires à l'orientation professionnelle. Edimbourg montre aussitôt la voie au pays en créant un bureau d'information et de placement et en organisant une propagande à l'école et des « soirées de parents ⁴ », où sont discutées, sous la direction des instituteurs et d'un fonctionnaire spécial, les questions relatives à l'avenir professionnel des jeunes élèves. Le rôle de ce fonctionnaire consiste à

1. Dr Borremans-Ponthière, etc., *op. cit.*, p. 62.

2. *Revue Internationale du Travail* (dorénavant *R. I. T.*), mai 1922, p. 765.

3. *Zentrale für Volkswohlfahrt*; *R. I. T.*, avril 1925; *L'O. P. en Allemagne*, p. 550.

4. Borremans-Ponthière, etc., *op. cit.*, p. 225-226.

visiter les employeurs pour étudier les conditions du travail. Une autre personne les visite pour recueillir leurs offres d'emplois aux jeunes gens.

Le 23 avril, le professeur Frank Parsons¹, qui avait déjà donné plusieurs cours d'orientation professionnelle à l'Institut de service civique de Boston⁴, y créait le premier office américain d'orientation professionnelle, grâce au concours financier de Mrs Quincy A. Shaw³.

En Hollande, La Haye⁴ ouvrait un « Bureau de renseignements pour le choix des professions », bientôt suivie par Dordrecht, Leyde, Maestrich, Ruremonde, etc.

L'année 1909 est marquée par deux initiatives intéressantes. Arthur Nyns crée à Bruxelles, dans la société de protection de l'enfance qu'il dirige, une « section de pla-

1. Ancien professeur de droit à l'Université Harvard, il fut le promoteur illustre de l'orientation professionnelle aux Etats-Unis. Il avait été ému par le spectacle des gamins vagabondant dans les rues de New-York. Il s'entretenait volontiers avec eux et s'afforgait de leur trouver du travail. Bientôt il s'intéressa au sort des jeunes immigrants qui débarquaient à New-York aussi nombreux qu'ignorants. Il fut ainsi conduit à concevoir et à réaliser l'orientation professionnelle. Il a résumé ses idées dans un livre posthume : *Choosing a vocation*, 1909.

2. *Civic service house*, fondé par M. Meyer Bloomfield en 1901. R. I. T., janvier 1926. *L'Orientation professionnelle aux Etats-Unis*, p. 54.

3. Voici sur quelles bases reposait cet office :

« 1° Nomination d'un directeur de l'orientation professionnelle, devant consacrer tout son temps à conseiller sur le choix d'une carrière industrielle les adolescents qui achèvent leurs études dans les écoles de Boston.

2° Collaboration, en cette matière, du directeur avec les autorités scolaires.

3° Elaboration par les instituteurs, réunis en conférence, d'un plan commun d'activité pour l'examen et l'orientation professionnelle des élèves.

4° Organisation par le directeur, en collaboration avec les autorités scolaires de conférences sur l'orientation professionnelle, destinées aux élèves achevant leurs études.

5° Organisation de cours spéciaux pour initier les instituteurs, ainsi que de conférences périodiques pour discuter les méthodes employées et les résultats obtenus.

6° Enregistrement du nombre des élèves ayant demandé à être orientés, des raisons motivant le choix de leur profession et des résultats obtenus. Utilisation de ces informations pour la préparation des rapports annuels présentés à la commission scolaire de Boston. » (J. M. Brewer, *The vocational guidance movement*, p. 23.)

4. *L'Orientation professionnelle* (dorénavant L. O. P.), juin 1923, p. 22,

cement des apprentis et de surveillance de l'apprentissage ». Cette section si modeste devait se développer sous la pression des circonstances et, sans plan préconçu, se transformer en office complet d'orientation professionnelle, pour former en 1911 l'« Office intercommunal pour l'orientation professionnelle des jeunes gens et des jeunes filles de l'agglomération bruxelloise ». M. Christiaens en a raconté la curieuse genèse dans un article de la *Revue internationale du travail* ¹.

A Paris, un autre groupe de précurseurs ² se mettait à l'œuvre sous l'initiative de M. Chaintreau, directeur des études de la section d'arts et métiers à l'école J.-B. Say, et créait l'année suivante, avec l'appui du maire du XVI^e arrondissement, un service d'information professionnelle au profit des élèves des associations et patronages laïques de l'arrondissement ³. Ce service devait être complété en 1912 par la création d'un comité de patronage des apprenties du XVI^e arrondissement. M. Chaintreau, l'animateur de ce mouvement, pria Alfred Binet de rédiger un questionnaire destiné à condenser les ren-

1. *R. I. T.*, sept. 1923, p. 368-372. Ce passage est reproduit en appendice ci-dessous.

2. Mme Piéron, *Les premiers efforts d'organisation en France de l'orientation professionnelle*, *Bull. I. N. O. P.*, avril 1930, p. 81.

3. Voici quels étaient les buts que se proposait ce service :

1^o Aider les familles à reconnaître et à déterminer les aptitudes de leurs enfants;

2^o Eclairer les parents sur les moyens de développer les aptitudes constatées;

3^o Faciliter le choix du métier en rapport avec les dispositions que présentent les jeunes gens;

4^o Fournir autant que possible les renseignements permettant de prévoir les conditions d'existence et les chances d'amélioration de la situation envinée;

5^o Indiquer les moyens de se perfectionner dans le métier choisi ou de poursuivre la carrière adoptée;

6^o Recueillir les statistiques utiles à consulter pour éviter l'inconvénient de rechercher des situations où la concurrence soit par trop grande;

7^o Utiliser pour le placement proprement dit en faveur des enfants les relations offertes par les personnalités amies de l'école.

seignements essentiels sur les écoliers en âge de choisir un métier ¹. Lui-même établit un questionnaire à remplir par les chefs d'industrie. En se servant des réponses faites à ce questionnaire, il put établir d'intéressantes monographies de métiers.

L'Angleterre, dans le même temps, était émue par le chômage des jeunes gens ². Deux rapports officiels ³ montrèrent les funestes conséquences de la négligence avec laquelle on poussait les jeunes gens vers des emplois ne leur offrant ni la possibilité d'acquérir une formation professionnelle, ni une situation stable, ni des chances d'avenir. Ces considérations provoquèrent l'adoption de la loi de 1909 sur les bureaux de placement, qui autorisait la création, sur l'initiative du ministère du commerce, de conseils consultatifs locaux pour les jeunes travailleurs ⁴, composés de représentants des autorités scolaires locales, de l'industrie, des travailleurs, du corps enseignant et d'autres milieux intéressés au bien-être des jeunes gens. Ces conseils avaient pour mission de fournir des avis consultatifs « sur l'administration de tous les bureaux de placement situés dans leur district en s'inspirant des besoins de la main-d'œuvre juvénile ⁵ ». Ils étaient qualifiés pour, « soit de leur propre chef, soit en

1. En raison de la personnalité de son auteur, ce questionnaire qui résume les trois fiches pédagogique, psychologique et médicale, présente un intérêt historique. Il est reproduit en appendice ci-dessous.

2. Charles E. Clift, *L'Orientation professionnelle en Grande-Bretagne*, R. I. T., avril 1927, p. 594-595.

3. *Report of the Royal Commission on the Poor Laws and Relief of Distress et Report on Boy Labour*, 1909. (C'd. 499 et 4632).

4. *Juvenile Advisory Committee*. Ces comités consultatifs existaient, dès 1911, dans trente-cinq villes dont Londres, Bristol, Halifax, Leeds, Nottingham, Glasgow, Belfast, Dublin, etc. Dr Borremans Ponthière, etc., *op. cit.*, p. 226-227.

5. Board of Trade, *Special rules with regard to Registration of Juvenile Applicants in England and Wales made in pursuance of Regulation N° IX of the General Regulations for Labour Exchanges managed by the Board of Trade*, 1910.

collaboration avec d'autres institutions ou personnes, documenter, conseiller et aider les jeunes gens et les jeunes filles, ainsi que leurs parents, en ce qui concerne le choix d'un métier ou toutes autres questions se rapportant à ce choix ». L'année suivante, en novembre 1910, fut votée la loi sur l'orientation professionnelle¹, qui conférait aux autorités scolaires locales le droit « de prendre des mesures, sous réserve de l'approbation du ministère de l'instruction publique, en vue d'aider les jeunes gens et les jeunes filles de moins de dix-sept ans² à choisir un emploi, en leur communiquant les renseignements centralisés à cet effet et en leur donnant des conseils ». La reconnaissance de ce droit n'imposait aucune obligation aux autorités locales et les conseils consultatifs du Ministère du commerce subsistaient. Afin de collaborer utilement, le Ministère du commerce et le Ministère de l'instruction publique publièrent conjointement, en janvier 1911, une circulaire³ insistant auprès des autorités locales sur l'opportunité de prendre les mesures prévues par la loi et annonçant que, pendant un an, le Ministère du commerce s'abstiendrait de créer de nouveaux conseils consultatifs, sauf dans les localités où les autorités auraient nettement renoncé à l'exercice de leurs pouvoirs⁴. Dans beaucoup de centres importants, les autorités scolaires se hâtèrent de prendre les mesures préconisées, mais, dans les autres localités, elles différèrent en général leur décision ou laissèrent au Ministère du

1. *Choice of Employment Act*.

2. Porté à dix-huit ans par la loi de 1918 sur l'instruction publique.

3. Board of Trade and Board of Education, *Memorandum with regard to cooperation between Labour Exchanges and Local Education Authorities exercising their powers under the Education (Choice of Employment), Act*, 1910, London, H. M. Stationery Office, 1911.

4. Ch. E. Cliff, *loc. cit.*, p. 596-597.

commerce le soin de prendre les initiatives nécessaires. Cette attitude s'explique, parce que les conseils consultatifs sont à la charge de l'Etat, tandis que les services d'orientation professionnelle grèvent les budgets communaux. Il se trouva ainsi que certains centres possédaient à la fois une commission d'orientation professionnelle et un conseil consultatif, tandis qu'un grand nombre de localités étaient dépourvues de tout organisme de ce genre. Birmingham mit sur pied, dans le courant de l'année 1912, un système de comités locaux, étroitement reliés aux écoles, et complété par un corps nombreux d'assistants bénévoles ¹ chargés de visiter les familles des élèves. Les comités se tenaient en relation avec les principales organisations s'occupant de la jeunesse ². Il existait un sous-comité pour les jeunes ouvriers nouveaux venus dans la ville, et un autre pour le placement des enfants présentant des défauts corporels.

L'exemple de Birmingham fut bientôt suivi ³. Plusieurs villes constituèrent aussi des comités de patronage ⁴, composés de représentants des employeurs, des employés ⁵, de membres du Comité de l'instruction publique, des présidents des comités divisionnaires de patronage, et du directeur du service médical du Comité central de l'instruction publique.

L'Angleterre était à l'avant-garde du mouvement d'orientation professionnelle, puisqu'elle était, à cette époque, le seul pays possédant une loi sur la question.

1. Appelés « *helpers* ». Ils étaient environ 1.250. Il y avait à la fin de 1912 54 comités scolaires à Birmingham, étendant leur tutelle à 110 écoles et à plus de 4.000 enfants. Dr Borremans-Ponthière, etc., *op. cit.*, p. 226.

2. Ecoles du dimanche, sociétés de gymnastique, clubs d'anciens élèves, etc.

3. A. Cardiff, Liverpool, York, etc.

4. *Central Care Committee*.

5. Tous nommés par le *Board of Trade*.

En Amérique ¹, les efforts du professeur Parsons avaient éveillé un grand intérêt. A la suite des travaux de recherche et de propagande de Bloomfield, Brewer, Davis, etc., un fort mouvement se dessina dans divers états, parmi les industriels, les éducateurs et les autorités administratives et scolaires, en faveur d'une organisation systématique de l'orientation professionnelle. En 1910, la première conférence d'orientation professionnelle se réunit à Boston. La même année, l'exposé des motifs du budget de l'Etat de New-York demandait la création d'un office devant se tenir en rapport avec les instituteurs des écoles publiques, et dont le but devait être de diriger les jeunes gens vers les carrières où ils rendraient le plus de services à la Société ². L'idée se répandit rapidement dans de nombreux Etats ³.

Elle se répandait aussi en Allemagne : la Centrale des offices de la jeunesse ⁴ convoqua à Elberfeld, en 1911, une conférence dont l'ordre du jour comportait des questions d'orientation professionnelle. En février 1913, une commission était constituée ⁵, qui réunit dans son sein les représentants les plus autorisés de l'industrie et du commerce, des médecins, des instituteurs, etc. Elle prit à sa charge la tâche « de demander la création d'institutions d'orientation professionnelle et de placement des apprentis ; de gagner à cette cause les milieux intéressés, notamment les autorités et les corpo-

1. R. I. T., janvier 1926. *L'Orientation professionnelle aux Etats-Unis*, p. 55.

2. Bloomfield, *Vocational Guidance of Youth*.

3. Ce furent successivement les villes de Somerville et Newton (Massachusetts), Berkeley (Californie), Buffalo (New-York), Chicago, De Kalb (Illinois), Gary (Indiana), Long Beach, Los Angeles (Californie), Milwaukee (Wisconsin), Misharwaka (Indiana), Philadelphie (Pennsylvanie), Rochester et Troy (New-York).

4. *Zentralestelle für Jugendwohl/ahrt*, R. I. T., avril 1925, p. 551.

5. *Deutscher Ausschuss für Berufsberatung*, *ibid.*

rations des villes ; de veiller à ce que les bureaux pratiquant l'orientation professionnelle remplissent bien leurs devoirs ; de recueillir d'une manière systématique la documentation relative à la question ainsi que les résultats des expériences faites dans ce domaine en vue de les rendre utilisables pour l'étude du problème et les applications pratiques ; de constituer enfin un noyau central pour les personnes travaillant dans cette direction ». Les travaux de cette commission servirent de point de départ aux différentes mesures administratives prises par la suite.

On peut encore signaler, à la veille de la guerre, la création de l'Institut Emile Metz (1914), attaché à l'usine métallurgique de Dommeltange (Luxembourg), destiné à assurer à la jeunesse ouvrière de l'usine une instruction professionnelle et générale¹. Le but originel était de sélectionner les futurs apprentis, mais, très vite, il évolua vers l'orientation professionnelle et le préapprentissage.

A la même époque, la France voyait se créer les premières Chambres de métiers² qui devaient propager après la guerre le mouvement d'orientation professionnelle. Une commission était instituée au Ministère du travail, « chargée des études relatives à la physiologie du travail, aux conditions de l'existence aux aptitudes professionnelles et à leur fonction dans les familles ouvrières et paysannes³ ». Le 20 juillet de la même année, une circulaire du même Ministère signalait aux préfets l'importance de l'adaptation de l'adolescent à la profession qu'il doit exercer.

1. *R. I. T.*, janvier 1923, p. 133.

2. Limoges (1911), Angers (1914), etc.

3. Décret du 17 mars 1913. Mlle Clément, thèse citée, p. 128.

2^o La Guerre

La guerre allait arrêter momentanément le développement normal des institutions d'orientation professionnelle. Elle devait cependant être la cause indirecte de l'essor inespéré de celle-ci, aussitôt la paix revenue.

La guerre plaça les belligérants devant des nécessités imprévues, par exemple, celle de constituer rapidement un personnel nombreux de pilotes d'aviation. On fut amené à expérimenter sur une grande échelle les méthodes d'examen psycho-physiologique qui faisaient l'objet de recherches approfondies depuis une vingtaine d'années, mais n'étaient guère jusque-là sorties du laboratoire¹. La plus grande épreuve de ce genre fut faite par les États-Unis qui durent improviser une armée de toutes pièces. Afin de créer des cadres, ils eurent recours à la méthode des tests et distribuèrent les grades, selon les résultats obtenus. Les résultats furent très satisfaisants, et l'idée se répandit dans le public qu'il était possible de déterminer *a priori*, dans une certaine mesure, les aptitudes des individus.

En même temps, les idées de solidarité nationale, qui s'étaient développées, obligeaient les pouvoirs publics à assurer l'avenir des nombreux blessés et mutilés. Beaucoup étaient incapables de reprendre leur ancien métier. Avant de leur en choisir un nouveau, il fallait connaître

1. A partir de 1916, un cabinet d'examen psycho-physiologique fonctionna à Paris, au Grand-Palais. La France, l'Italie et l'Allemagne examinèrent scientifiquement leurs candidats aviateurs. L'Allemagne examinait en outre les équipages des zeppelins et sous-marins, les chauffeurs d'autos et même les *stoss truppen* (troupes d'assaut).

leurs aptitudes et on eut recours une fois de plus à la psychotechnique ¹.

La guerre avait désorganisé le monde et elle avait suscité de puissants mouvements d'opinion. Ici la main-d'œuvre allait être insuffisante pour réparer les ruines ; là l'arrêt brusque des commandes de guerre allait créer une armée de chômeurs. L'avenir reposait sur les jeunes générations ; elles avaient été une des principales victimes de la guerre. Les maîtres avaient manqué et l'apprentissage n'existait plus. Les jeunes gens, trop jeunes pour être mobilisés, avaient trouvé sans peine un travail rémunérateur, mais ils n'avaient pas de métier. Cependant, les lois sociales étaient à l'ordre du jour, et le nationalisme partout exaspéré exigeait un prompt rétablissement de la prospérité publique, pour assurer l'indépendance de la nation. C'est pourquoi, on voulait que chacun fût à sa place pour donner le meilleur rendement possible ².

Ainsi a-t-on vu l'orientation professionnelle prendre un subit essor dans tous les grands Etats, au cours des années qui ont suivi la guerre. Mais les années mêmes de guerre n'avaient pas été totalement perdues. En 1915, était créée la « Société du patronage de la jeunesse industrielle » de la ville de Varsovie ³. Son premier but était de protéger les familles des réservistes, mais bientôt elle changea de caractère et, sous la direction d'un ingé-

1. Une « Conférence interalliée pour l'étude de la rééducation professionnelle et des questions qui intéressent les invalides de la guerre » fut réunie à Paris en mai 1917.

2. En outre, la plupart des Etats ont décidé d'adopter leurs nombreux orphelins de guerre. Dans bien des cas, l'orientation professionnelle des Pupilles de la Nation a été la première amorce d'une orientation étendue à tous les enfants.

3. Jadwiga Zawirska, *Etat actuel de l'orientation professionnelle en Pologne*. Service social, Bruxelles, n° 10, octobre 1929.

nieur, M. Hausryld, devint le premier centre polonais d'orientation professionnelle appuyé sur les études psychotechniques¹.

L'année suivante, la municipalité de Munich réorganise son service d'orientation professionnelle². Un office autonome est créé qu'administrent deux instituteurs. Une nouvelle modification devait se produire à la suite de l'ordonnance ministérielle du 14 septembre 1916, obligeant les communes de plus de dix-mille habitants à avoir un office de placement public et paritaire : la section d'orientation professionnelle sera annexée au dit office.

En 1917, le service des étudiants allemands et l'œuvre de secours universitaire fondent l'Office central allemand d'orientation professionnelle pour les universitaires³.

L'Angleterre se préoccupe de l'avenir professionnel de sa jeunesse et charge une commission ministérielle d'étudier le problème de l'enseignement des jeunes gens du point de vue de leur emploi après la guerre⁴. Celle-ci publie en août 1916 un rapport provisoire⁵ signalant la valeur de l'œuvre accomplie par les bureaux de la main-d'œuvre juvénile, ou par le Ministère du commerce, et insistant sur la nécessité de les multiplier rapidement dans le pays entier. Une soixantaine de bourgs comtés et

1. Ayant pris contact avec les laboratoires de l'Europe occidentale, le premier institut psychotechnique à Varsovie s'est pourvu en peu de temps d'une série de tests, en partie importés de l'étranger et en partie préparés sur place.

2. Fontègne, *L'Orientation professionnelle à Munich*, Bull. I. N. O. P., mars 1929, p. 69.

3. Déjà, avant la guerre, certaines universités possédaient des bureaux de renseignements ayant pour objet l'orientation professionnelle et le placement des étudiants : en particulier Leipzig et Berlin, L. O. P., octobre 1923. *L'orientation professionnelle des travailleurs intellectuels*, p. 17.

4. *Departmental Committee on Juvenile Education in Relation to Employment after the War*, Ch. E. Clift, loc. cit., p. 597.

5. *Interim Report*, Cd. 8374.

une quarantaine de villes moins importantes possédaient des conseils locaux, mais vingt bourgs comtés ¹ et environ cent trente localités moins importantes ou grands districts urbains avaient totalement négligé d'en instituer. Un an après, la commission publie son rapport définitif ², dont les conclusions devaient aboutir à l'élaboration et à l'adoption de la loi de 1918 sur l'instruction publique. Ce rapport fait date, car il souleva un grand mouvement d'opinion et une campagne de presse. Dès le début de 1917, le Ministère du travail prit en main la direction des bureaux de placement, confiée jusqu'alors au Ministère du commerce, et l'on activa la création de conseils consultatifs dans les localités où les autorités scolaires n'avaient pas encore organisé l'orientation ³. En même temps se multipliaient les projets de services d'orientation professionnelle soumis, pour approbation, au Ministère de l'instruction publique. En bien des cas, les autorités furent stimulées par les dispositions de la loi de 1918 sur l'instruction publique qui leur imposait de nouvelles responsabilités ⁴.

A la même époque, l'attention publique aux Etats-Unis est vivement frappée par la forte proportion des enfants quittant prématurément l'école pour entrer dans l'industrie. Cette entrave à la carrière normale des jeunes gens permet d'aborder carrément l'étude du problème de l'orientation professionnelle. Il apparaît que c'est par la

1. Parmi lesquels plusieurs centres de plus de deux cent mille habitants.

2. *Final Report of the Departmental Committee on Juvenile Education in relation to Employment after the War*, Cd. 8512, 1917.

3. Ch. E. Clift, *loc. cit.*, p. 599.

4. Contrôle des enfants travaillant en dehors des heures de classe ou se livrant à un commerce sur la voie publique, scolarité obligatoire jusqu'à quatorze ans, projet de création de cours de perfectionnement devant avoir lieu pendant la journée, et que les jeunes gens pourraient éventuellement être tenus de fréquenter pendant un certain nombre d'heures jusqu'à dix-huit ans.

surveillance scolaire des jeunes travailleurs que l'on pourra le mieux assurer la transition normale de l'école à l'atelier, continuer l'éducation de l'enfant après sa sortie de l'école, et faciliter son retour à celle-ci lorsque la chose est possible. Cette action nécessite la collaboration sans réserve des autorités scolaires, des employeurs et des jeunes travailleurs ¹.

L'activité entreprise alors dans ce domaine par les autorités fédérales eut une répercussion directe sur le développement de l'orientation professionnelle. L'adoption, en février 1917, de la loi fédérale sur l'enseignement professionnel, portant ouverture de crédits pour l'institution de programmes variés d'enseignement technique dans les écoles à horaire complet et à horaire réduit, ainsi que dans les cours du soir, fut suivie par le vote, dans vingt-six Etats, d'une législation prévoyant la création de cours complémentaires pour les jeunes travailleurs de quatorze à dix-huit ans ².

L'application, en septembre 1917, de l'amendement relatif au travail des enfants ³ révéla le faible niveau d'instruction d'un nombre considérable d'enfants ayant quitté l'école et déclancha une campagne nationale pour le « retour à l'école ⁴ ».

On peut encore signaler la création d'institutions officielles d'orientation, en 1916, à Amsterdam, Arnhem, et

1. R. I. T., janvier 1926, *L'Orientation professionnelle aux Etats-Unis*, p. 60.

2. *Ibid.*

3. Amendement qui fut, par la suite, déclaré inconstitutionnel.

4. Le ralentissement industriel qui s'est manifesté après la guerre devait entraîner une augmentation du nombre des enfants retournant à l'école et une diminution de la désertion scolaire; et parallèlement à cette évolution on devait instituer des programmes plus variés d'instruction dans les écoles primaires supérieures (*Junior high schools*) et les écoles techniques.

R. I. T., loc. cit., p. 60-61.

Hilversum¹, et de plusieurs bureaux dûs à l'initiative privée, en Hollande. Certaines de ces institutions se mirent aussitôt en rapport avec les directions des Bourses du travail et avec le personnel enseignant. Le 1^{er} septembre 1918, se fondait à Utrecht le « Comptoir central psychologique des professions », qu'on peut considérer comme une section spéciale du « Bureau pour l'organisation syndicale catholique ».

La Suisse ne demeurerait pas inactive. Le Conseil d'éducation du canton de Schwytzen adressait, en 1916, une communication au corps enseignant, insistant sur la grande importance de conserver à l'agriculture de jeunes forces intelligentes et capables². La même année, Lucerne institue des cours d'orientation professionnelle de la jeunesse féminine. D'autres cours d'orientation sont organisés à Winterthur et à St-Gall, en 1917, par l'Association suisse de conseils d'apprentissage et de protection des apprentis. En mai 1918, un cabinet d'orientation professionnelle est ouvert à l'Institut Jean-Jacques Rousseau, à Genève³, grâce au concours d'industriels, de commerçants, de médecins, de philanthropes et d'éducateurs⁴.

1. Dr Porremans Pontière, etc., *op. cit.*, p. 247 et *L. O. P.*, juin 1923, p. 22.

2. *L. O. P.*, novembre 1921, p. 23.

3. *L. O. P.*, mars 1920 ; Fontègne, *Le cabinet d'orientation professionnelle de l'Institut Jean-Jacques Rousseau à Genève*, p. 36.

4. Voici les buts qu'on se proposait :

« Diriger l'enfant au sortir de l'école primaire, vers la profession où comme meilleur travailleur, il fournira le meilleur travail et arrivera au meilleur rendement.

Amener le mutilé, l'accidenté du travail à choisir un métier compatible avec sa blessure.

Conduire le chômeur à exercer un métier qui tiendra compte des habitudes organiques acquises.

Trouver pour l'homme âgé un nouveau travail qui n'excédera pas ses forces.

Conseiller à la femme nouvelle venue dans la vie économique moderne

3^o Après la Guerre

Le 9 décembre 1918, une division spéciale pour le placement et l'orientation professionnelle des jeunes gens fut adjointe au service de placement du Ministère du travail à Washington ¹. Son activité réelle date de mars 1919. Pendant la première année de son existence, cette division établit dans différents Etats des offices d'orientation pour organiser le placement des jeunes gens. Elle put constater le caractère peu rémunérateur d'un grand nombre des emplois offerts aux adolescents, ainsi que les occasions limitées d'avancement que ces occupations comportaient. Le manque de fonds a restreint son activité ; pourtant, le rapport du directeur ² démontre la valeur de l'œuvre entreprise, en même temps qu'il souligne l'effort de collaboration étroite avec les écoles publiques ³, ainsi qu'avec les employeurs pour renseigner les intéressés sur les différents métiers et leur demande de main-d'œuvre. Du 1^{er} juillet 1919 au 30 juin 1920, la Junior Division a créé des offices régionaux d'orientation professionnelle ⁴ dans seize villes. En octobre 1924, le nombre total de ces offices était de vingt-deux répartis sur douze Etats ⁵. Le plus important de ces

d'exercer un emploi qui réponde pour le mieux à ses aptitudes spéciales. Dépister le *jeune homme bien doué* pour le diriger vers un organisme scolaire approprié qui n'en fasse pas un fruit sec. »

1. *Junior Placement Division, R. I. T.*, janvier 1926. *L'Orientation professionnelle aux Etats-Unis*, p. 56.

2. U. S. Department of Labour, *Annual Report of the Director General U. S. Employment Service to the Secretary of Labour*, 1920.

3. Notamment avec les autorités scolaires de New-York, Boston, Providence (Rhode-Island), Cleveland (Ohio), South Bend (Indiana), Milwaukee (Wisconsin), St-Paul (Minnesota) et Benton Harbor (Michigan).

4. *Field offices, R. I. T., loc. cit.*, p. 58.

5. L'Union se compose de quarante-huit Etats.

offices est celui de New-York ¹, organisé en octobre 1920 par la fusion d'un certain nombre d'organisations privées s'occupant à différents points de vue du travail des jeunes gens.

L'année 1919 est marquée, en Europe, par une série de lois et de décrets. L'ordonnance polonaise du 27 janvier attribue aux Offices du travail de l'Etat la faculté de donner des conseils à ceux qui choisissent une carrière ou désirent changer de profession ². L'arrêté prussien du 18 mars oblige les cercles, en ville et à la campagne, à créer des Offices professionnels ³. Plusieurs cercles peuvent s'unir pour une création commune ; en revanche, les villes qui comptent plus de dix mille habitants sont tenues de créer un Office indépendant. Un décret bavarois du 18 décembre ordonne aux maîtres d'école d'ouvrir chaque année, sur les professions choisies par les élèves, une enquête dont ils doivent communiquer le résultat aux Offices du travail, auxquels il

1. *Vocational service for juniors*, *ibid.*, p. 73 et *R. I. T.*, mai 1923, p. 840. Le service avait été fondé pendant la guerre; il était attaché à la «*Junior Division*» du service fédéral de placement. Il recouvra son indépendance en juillet 1919 et fut réorganisé en 1920. Il fonctionne au moyen de souscriptions privées, mais la Division de l'instruction publique de l'Etat de New-York fournit gratuitement les locaux de ses trois bureaux de placement.

2. *R. I. T.*, octobre 1922. Dr Marie Balsiger, *Les débuts de l'orientation professionnelle en Pologne*, p. 659. Les premiers essais d'orientation professionnelle n'eurent que de médiocres résultats en raison du manque de préparation des masses populaires.

3. Cet arrêté est l'œuvre commune des quatre ministères de l'Intérieur, du Commerce et de l'Industrie, de l'Agriculture et de l'Instruction publique. Ce n'est pas le premier texte allemand concernant l'orientation professionnelle. L'ordonnance du Reich du 9 décembre 1918, concernant la démobilisation économique prévoit dans son article 1918, «*les autorités centrales des Etats ou les autorités désignées par elles peuvent obliger les communes ou groupements de communes à prendre des dispositions en vue d'organiser des institutions publiques d'orientation professionnelle et de placement des apprentis, d'un commun accord avec les offices publics paritaires de placement. Elles sont autorisées à arrêter les prescriptions sur l'installation, l'étendue et l'activité de ces institutions.*» *R. I. T.*, avril 1925. *L'orientation professionnelle en Allemagne*, p. 556.

est prescrit de s'annexer des cabinets d'orientation professionnelle ¹.

Le 25 juillet, la loi Astier fixe le statut légal de l'apprentissage en France, et le 24 décembre, un décret reconnaît l'utilité publique de la *Chambre de métiers de la Gironde et du Sud-Ouest pour favoriser et développer l'apprentissage*.

A cette époque, la question des Chambres de métiers intéresse vivement l'opinion française. Elle ne suscite pas moins de quatre propositions de loi ² en cinq ans. On pense que leur création assurerait un renouveau à l'apprentissage et à l'artisanat. L'orientation professionnelle jouit d'une égale faveur et, en juin 1920, les pouvoirs publics décident de tenter quelques essais au moyen des Offices publics de placement qui sont répandus sur tout le territoire. Après que le troisième Congrès des Offices publics de placement en eut discuté ³, huit villes ⁴ furent choisies pour les premiers sondages qui furent limités à sept cents enfants quittant l'école ⁵. Ces modestes expériences montrèrent qu'il était moins nécessaire de créer des organismes nouveaux et spécialisés que d'avoir des centres d'impulsion et de coordination rassemblant tous les efforts. Une commission fut insti-

1. On peut ajouter une ordonnance pour la Saxe du 8 avril et un décret du gouvernement de Styrie (Autriche) du 24 mai.

2. Propositions Bouilloux-Lafont (1917), l'Estourbeillon (1918), Constant Verlot (1921), peut-être la plus intéressante, et Joseph Courtier (président du groupe de la Défense des artisans) en 1922. Voir sur cette question un suggestif exposé de Mlle Clément, thèse citée, p. 125-127 et Caillard, *Les Chambres de métiers*, R. I. T., septembre 1921, p. 260.

3. Le 16 juillet 1920. Mlle Clément, thèse citée, p. 129.

4. Roubaix, Nancy, Lyon, Marseille, Toulouse, Nantes, Rouen, Vierzon.

5. Une circulaire du ministère du Travail (juin 1920) avait recommandé aux autorités locales d'agir en liaison étroite avec les services relevant du sous-secrétariat de l'Enseignement technique. Une autre du ministère de l'Instruction publique (19 juillet 1920) demandait aux inspecteurs d'académie d'inviter le personnel enseignant à collaborer avec les offices de placement (qui devaient recevoir par ailleurs les concours les plus divers).

tuée en avril 1921 au Sous-Secrétariat d'Etat de l'enseignement technique, qui comprenait pour moitié des représentants du Ministère du travail ¹. Dès 1921, des services d'orientation procédaient, dans plus de vingt villes ², à un examen véritable des adolescents sortis des écoles. Le 26 septembre 1922, un décret donne à l'orientation professionnelle un statut légal ³.

Les nouveaux Etats issus de la guerre ont les mêmes préoccupations. L'Académie Masaryk du travail à peine créée ouvre une section d'orientation professionnelle en juin 1920 ⁴. Le 1^{er} mai suivant, un Office d'orientation est ouvert à Prague, qui aura un brillant avenir.

L'Autriche place l'orientation professionnelle au premier rang de ses préoccupations sociales. Le Ministère de la protection sociale ⁵ s'occupe surtout de propagande et de vulgarisation. En 1920, un cours est organisé pour les conseillers de vocation et les fonctionnaires des

1. Depuis lors, l'orientation professionnelle a été attribuée définitivement au sous-secrétariat de l'Enseignement technique et fait l'objet d'une Direction, confiée à M. Fontègne.

2. Dès 1920, Nantes, Toulouse, Marseille, Lyon et Paris étaient entrées dans la voie des réalisations — pour ne pas parler de Strasbourg et Bordeaux déjà mentionnées. Ce sont donc les grandes villes qui prennent les premières initiatives.

En 1921, suivirent : Rouen, Caen, Lisieux, Beauvais, Châlons, Bar-le-Duc, Mézières, Charleville, Nancy, Epinal, Versailles, Melun, Fontainebleau, Montereau, Chartres, Albi, Angers, Courbevoie, St-Etienne et Bellegarde (Ain).

En 1922 : Calais, Cherbourg, Hirson, Laon, Le Havre, Laval, Le Mans, Lorient, Limoges, Reims, St-Dizier, Pau, Grenoble, Lille, Roubaix, Bourges, Moulins, Montluçon, Colmar, Sarreguemines, Wissembourg, Tours, Vierzon, St-Florent, Angoulême, Alençon et Troyes.

Ensuite Clermont-Ferrand, Chambéry (1923), Chaumont, Annecy, Creil, Aubervilliers (1924), Tarbes, etc. et l'on crée encore de nouveaux offices (La Rochelle en 1930 etc.). (D'après M. E. Gauthier, *L'Orientation professionnelle*, R. I. T., mai 1922, p. 766 — et divers.) Certains des offices ci-dessus mentionnés n'ont guère eu pendant plusieurs années qu'une existence nominale.

3. Ce texte est reproduit en appendice ci-dessous.

4. R. I. T., juin 1922, p. 1068 et fév.-mars 1923, p. 446.

5. Créé le 1^{er} janvier 1918, il a dans ses attributions l'orientation professionnelle de la jeunesse quittant l'école. R. I. T., mai 1922, p. 765.

bureaux de placement. Une association permanente d'orientation professionnelle est instituée et l'on s'efforce de favoriser les cours organisés dans les Etats ¹ en leur envoyant des conférenciers. L'Office de Wiener Neustadt est ouvert le 1^{er} janvier 1921, celui de Vienne en mars 1922 ². Toute centralisation administrative serait contraire à la Constitution fédérale du 1^{er} octobre 1920, mais on tend à uniformiser le fonctionnement de l'orientation. Une ordonnance de l'Office de l'enseignement ³ cherche à assurer la collaboration des écoles, qui sera surtout efficace après la réforme scolaire de 1926.

L'Allemagne, dès l'origine, avait réglementé et hiérarchisé l'orientation en créant des Offices provinciaux. Depuis 1920, un Office central ⁴ fonctionne sous la dépendance du Ministère du travail. La loi du Reich du 22 juillet 1922 sur le placement fixe le statut de l'orientation professionnelle et du placement des apprentis. Elle subordonne étroitement l'orientation au marché du travail, en rattachant les bureaux d'orientation aux offices de placement. Dès avant cette loi, les différents Etats avaient émis un grand nombre d'ordonnances et de circulaires réglementant l'orientation ⁵. En septembre 1922, l'Allemagne possédait vingt et un offices d'Etat de placement ⁶ et cinq cent quatre-vingt-douze offices publics d'orientation professionnelle répartis surtout dans les régions industrielles. Le plus important, celui de Berlin,

1. A Linz, Volkalbruch, Shärding et Gratz. *R. I. T.*, déc. 1922, p. 1054.

2. D'autres offices sont ouverts entre temps à Linz, Steyer, Gratz, St-Pölten, Salzbourg et Innsbruck. En outre, plusieurs centaines de bureaux de placement s'occupent d'orientation. *L. O. P.*, avril 1925, p. 16.

3. 15 mai 1922.

4. *Reichsamt für Arbeitsvermittlung*. *R. I. T.*, juin 1922, p. 1069.

5. La *R. I. T.* qui ne cite que les plus importantes en énumère quatorze (quatre en Saxe, etc.). *R. I. T.*, avril 1925. *L'Orientation professionnelle en Allemagne*, p. 556.

6. *Landesamt*

possédait dix-sept conseillers de vocation¹. Les années suivantes, on constate une légère régression due au chômage qui oblige les offices de placement à se consacrer davantage aux adultes. Parallèlement à ces offices, l'Allemagne a ouvert des laboratoires de psychologie appliquée et des instituts qui travaillent à perfectionner les méthodes d'orientation².

Elle n'a pas été la seule à s'engager dans cette voie. Le plus connu des instituts d'orientation, après celui de Genève³, a été ouvert à Barcelone au début de 1920, par M. J. Ruiz Castella assisté du Dr Mira. Cet institut qui rayonne sur toute la Catalogne au moyen de filiales a été le premier centre espagnol d'orientation. Quelques années plus tard, Madrid devenait à son tour un centre important.

A Rome, l'Institut national d'instruction professionnelle créait un office d'orientation en 1922, office dont le premier but était de faire une analyse méthodique et scientifique des professions⁴. La même année, le Japon ouvrait un institut de psychologie appliquée, rattaché à l'université de Tokio⁵.

1. En 1922, il examine 18.891 garçons et 14.800 filles soit 33.691 enfants. Dans l'ensemble de l'Allemagne on examine plus de 200.000 enfants (57 % garçons, 43 % filles). Voir en appendice la composition de l'office de Berlin.

2. Outre l'Institut psychologique de Berlin, les plus importants sont l'Institut psychotechnique de Halle-sur-Saale (1920), l'Institut de psychologie pratique de Münster, la « station centrale » de Stuttgart, les laboratoires de psychologie appliquée de Hambourg, Charlottenbourg, Mannheim, etc.

3. Deux autres Instituts de psychotechnique ont été ouverts en Suisse, à Zurich en 1922, et à Lausanne en 1930.

4. La Société humanitaire de Milan a ouvert également un laboratoire de psychotechnique près la clinique du travail de l'Université.

5. En japonais, *Kyocho Kai*. On peut signaler aussi l'Institut du travail de Karkow (Ukraine) ouvert en 1923, et celui de Lodz (Pologne) ouvert en 1922.

les recherches concernant l'orientation seront centralisées au Conservatoire des arts et métiers ¹.

Londres possède depuis 1921 un institut national de psychologie industrielle ². L'Angleterre avait été la première à posséder des textes officiels sur l'orientation. Mais au lendemain de la guerre la situation se trouvait fort embrouillée, en raison de l'organisation bicéphale et des complications qu'avait apportées la loi de 1920, étendant le bénéfice de l'assurance-chômage aux jeunes travailleurs de seize à dix-huit ans et accroissant la responsabilité du Ministère du travail à leur égard. A la suite d'un rapport officiel de Lord Chelmsford ³, quelques simplifications furent apportées et le régime mixte, en vigueur jusqu'alors, abandonné. A cette date, cent trente localités possédaient des conseils consultatifs locaux institués et financés par le Ministère du travail et cent autres avaient créé des commissions d'orientation relevant des autorités scolaires ⁴.

Les premières expériences d'orientation professionnelle étaient dues à des initiatives isolées et qui s'ignoraient. Seul l'échange de publications et parfois de visi-

1. L'Institut de psychologie de la Sorbonne a créé également une section de psychologie appliquée sous la direction de M. J.-M. Lahy.

2. *National institute of industrial psychology*, fondé en 1921 pour l'application de la psychologie et de la physiologie à l'industrie et au commerce.

3. *Juvenile Employment Enquiry*. Report by the Rt. Hon. The Viscount Chelmsford. London, 1921. Ch. E. Clift, *loc. cit.*, p. 599-600.

4. Aujourd'hui la constitution de ces commissions est réglée par une circulaire du *Board of Education* aux autorités scolaires locales du 13 février 1924. *Choice of Employment and Administration of Unemployed Benefit to Juveniles*.

Quoique le rapport Malcolm (*Report of the Committee on Education and Industry — England and Wales*) ne signale en 1926 que 121 conseils consultatifs, leur nombre s'est développé, car les 130 conseils du rapport Chelmsford comprenaient l'Ecosse où il en existe presque partout (sauf à Edimbourg qui possède une organisation autonome).

Londres possède vingt-deux conseils consultatifs dont l'activité générale est coordonnée par le *London advisory council for juvenile employment*.

tes les rapprochait. Depuis la guerre, l'orientation a pris un caractère beaucoup plus international. Des rapports et des communications lui ont été consacrés dans un grand nombre de congrès¹. En outre, des congrès spéciaux ont permis aux directeurs d'office d'orientation de se rencontrer. Trois conférences internationales de psychotechnique appliquée à l'orientation professionnelle ont été tenues à Genève en 1920, à Barcelone en 1921, à Milan en 1922. Un congrès international d'orientation professionnelle appliquée aux métiers et carrières s'est tenu à Toulouse en septembre 1924, et un congrès internationale d'orientation professionnelle féminine à Bordeaux en septembre 1926.

L'Amérique avait eu avant la guerre plusieurs conférences d'orientation professionnelle². Depuis lors, deux puissantes associations se sont constituées, dont les réunions ont remplacé ces congrès. La *Personnel research federation* et la *National vocational guidance association* ont chacune des assemblées annuelles et parfois des conférences plus importantes³.

Le mouvement d'opinion déterminé par ces congrès a converti à l'orientation professionnelle les Etats qui n'en avaient pas encore senti l'urgence ou hésitaient devant les difficultés matérielles : L'Italie a introduit le pré-

1. Congrès de l'association française pour l'avancement des sciences (1921); deuxième congrès sociologique international (Vienne, 1922); congrès d'organisation scientifique (Paris, 1923); congrès international de l'enseignement technique (Charleroi, 1925); divers congrès internationaux pour la protection de l'enfance (Genève, 1925; Liège, 1930, etc.), etc.; cf. *infra* la bibliographie.

2. Boston (1910), New-York ((1913), etc.

3. Assemblée générale des filiales (New-York, Chicago, Minneapolis, Cincinnati, Philadelphie, Nouvelle Angleterre, Californie et Kansas City) de la *National vocational guidance association*. Chicago, fév. 1922, etc.; conférences à Washington (1923), à Cincinnati (1925), etc.

D'autres associations s'occupent parfois d'orientation professionnelle; par exemple la *Psychological corporation* (fondée à New-York en 1922).

apprentissage dans les quatre dernières classes primaires. Les enfants qui quittent l'école à quatorze ans ont appris un métier¹. En outre, deux centres d'orientation fonctionnent à Rome² et des cours d'orientation sont faits au personnel enseignant³.

Lisbonne a ouvert, en 1925, un bureau privé destiné aux pupilles de la Nation et aux anormaux⁴. Le rôle de cet office s'est ensuite élargi et, sous l'impulsion du Ministère de l'instruction publique, il s'est occupé d'organiser l'orientation dans tout le pays en formant des conseillers de vocation, en instituant des enquêtes sur les conditions du travail, etc.⁵.

La ville de Luxembourg a constitué, en 1926, un office municipal organisé en partie sur le modèle de l'office de Strasbourg.

Leningrad établit un service d'orientation en mai 1927 à l'Institut Bechterew. Moscou possède, depuis 1925, une consultation professionnelle scientifiquement organisée, mais qui relève plutôt de la sélection professionnelle⁶.

En 1927 aussi, l'Australie fondait un important Institut de psychologie industrielle qui partage ses travaux entre la sélection, l'orientation⁷ et les recherches scientifiques.

1. Dr Maria Diez Gasca, *Une réalisation pratique en orientation professionnelle*. Rapport au Congrès international d'orientation professionnelle féminine. Bordeaux, 1926.

2. En plus de l'*Institut royal d'instruction professionnelle*, un bureau d'orientation a été ouvert au Service de l'instruction.

3. A Rome, à Turin, etc.

4. *Bull. I. N. O. P.*, février 1930, p. 43.

5. L'office de Lisbonne s'occupe aussi de sélection professionnelle et surtout de protection des apprentis.

6. Elle a pour but de trier des adolescents pour les écoles d'apprentissage des fabriques et usines et pour l'apprentissage des brigades individuelles.

N. Levitof, *La consultation professionnelle à Moscou*, *Bull. I. N. O. P.*, juillet 1929, p. 177.

La Russie a jusqu'ici fait surtout un gros effort pour diminuer le nombre de ses illettrés. Voir dans la *R. I. T.* divers articles à ce sujet (1926-1929).

7. 300 enfants orientés en 1929.

Un an après, c'est à Buenos-Ayres que le professeur Jessinghaus inaugurerait un Institut de psychotechnique et d'orientation professionnelle ¹.

Paris inaugure, le 9 novembre 1928, un Institut national d'orientation professionnelle destiné à :

« 1° Assurer la formation technique des conseillers de vocation.

» 2° Organiser un service de recherches destinées à favoriser les applications possibles des techniques scientifiques aux problèmes de l'orientation et de la sélection, et à contrôler la rigueur des méthodes adoptées et des résultats obtenus.

» 3° Constituer un centre de documentation visant à rassembler, en vue de leur diffusion, toutes les données relatives à ce qui a été réalisé en matière d'orientation professionnelle tant en France qu'à l'étranger ². »

L'Espagne, qui n'avait encore aucun texte, promulgue, le 21 décembre 1928, une loi sur la formation professionnelle qui était en chantier depuis 1924. Elle ouvre un troisième centre d'orientation à Bilbao, pour la province de Biscaye.

En principe, l'orientation professionnelle est toujours

1. Dès 1926, des essais de sélection par les tests étaient tentés sur 26 élèves du lycée de Sao Paulo (Brésil).

L'Amérique latine se passionne présentement pour la question de la réforme des méthodes éducatives, qui est sinon liée, du moins apparentée à celle de l'orientation. Les noms de Mme Montessori, du Dr Decroly et du professeur Ad. Ferrière y sont familiers à tous les dirigeants. Malheureusement, les éducateurs font de la politique, et les révolutions emportent les Instituts de psychologie avec les présidents de république. Voir sur cette question la revue *Pour l'Ere Nouvelle* (Voyage de M. Ferrière en Amérique du Sud, 1930-31, etc.). Voir dans la même revue les essais d'*école active* qui ont été tentés, en particulier en Autriche et en Turquie (numéro spécial sur la Turquie, février-mars 1929).

Lire aussi *L'Ecole-ferme de l'île de Sharfemberg près Berlin*, janvier 1931, p. 11-14 et février 1931, p. 40-43.

2. *Bull. I. N. O. P.*, numéro spécial, décembre 1928. Cet Institut a été reconnu par l'Etat par un décret du 25 juin 1930.

facultative. Cependant, le Ministère de l'hygiène sociale et du travail hongrois a institué, pour les assujettis à l'assurance sociale âgés de moins de dix-sept ans, un double examen psychotechnique qui doit déterminer si l'intéressé est apte à l'activité qu'il exerce ¹. Mais il s'agit plutôt là de sélection.

La dernière création que l'on puisse ajouter à cette liste toujours ouverte est celle d'un laboratoire de psychotechnique ouvert en Afrique du Sud en 1930, qui a entrepris d'étalonner pour le pays les tests les plus usuels et d'en établir de nouveaux ².

1. Cet examen doit être passé dans un délai d'un an à partir de l'inscription de l'intéressé sur les registres d'assurance et il a lieu dans les laboratoires psychotechniques de l'Institut national des assurances (*Bull. I. N. O. P.*, mars 1930, p. 78).

Il existe en outre à Budapest un Institut d'orientation professionnelle dirigé par le professeur Ladislas Nagy.

2. *Bull. I. N. O. P.*, janvier 1931, p. 25.

On peut aussi signaler une consultation d'orientation professionnelle, pour les jeunes filles se destinant aux carrières libérales, ouverte à l'I. N. O. P., en avril 1931.

DEUXIEME PARTIE

ORGANISATION

CHAPITRE PREMIER

Dans quel esprit les différents pays ont-ils compris l'Orientation professionnelle ?

L'histoire de l'orientation montre une série d'initiatives prises à peu près dans le même temps par des gens qui s'ignoraient. Il est donc naturel que ces premières tentatives aient été assez différentes dans leur but immédiat et dans leurs méthodes. Le développement ultérieur de l'orientation dans chaque pays a gardé des traces de ses origines. Il s'est fait dans le sens de la simplification et de l'uniformité ; mais les controverses ne sont pas closes, et il subsiste des indépendants, telle, en France, la Chambre des métiers de Bordeaux.

Certains des phénomènes qui ont été à l'origine du mouvement se retrouvent partout, quoique à des degrés divers. On parle volontiers de la crise de l'apprentissage. Ce n'est pas un phénomène nouveau, ainsi qu'on le croit quelquefois. Les siècles passés ont connu comme nous les sans métiers. Tout au plus peut-on dire que les sociétés d'aujourd'hui, laissant l'individu isolé, rendent leur

situation plus pénible pour eux et plus dangereuse pour la communauté.

L'ouvrier qui n'a pas fait un apprentissage sérieux, ou qui s'est engagé dans une profession sans se soucier de ses aptitudes, est souvent mécontent de son métier et de son patron, et constitue une main-d'œuvre très instable ¹. Il y a là, pour les employeurs, une source d'ennuis et de frais considérables qui grèvent la production. La politique des hauts salaires, pratiquée dans les Etats modernes, accorde une large place au travail dans le prix de revient et exige une amélioration incessante du rendement humain.

La cause la plus immédiate peut-être de l'orientation a été l'inégale répartition de la main-d'œuvre. En un temps où les cadres sociaux se sont affaiblis, et où il paraît plus facile, sinon de changer de profession, du moins de choisir celle vers laquelle on se sent attiré, on a vu des métiers encombrés, d'autres délaissés sans raison, et on a senti la nécessité d'y remédier au moyen d'une propagande auprès des jeunes gens. La main-d'œuvre est une chose fort peu élastique et qui suit mal les exigences de la production. Certains pays souffrent d'une pénurie de travailleurs, en partie de travailleurs qualifiés. D'autres conservent des chômeurs jusque dans les périodes de prospérité économique générale. Ce sont, bien entendu, les manœuvres que le chômage atteint les premiers. C'est pourquoi les deux situations se rejoignent pour réclamer une formation professionnelle attentive de la jeunesse. Mais elles restent différentes.

Différentes aussi les conceptions des différents peuples sur ce point. Elles sont motivées par leurs conditions de

1. L'instabilité de la main-d'œuvre est connue sous le nom de *turn over*.

vie autant que par leur histoire. Il semble que chaque pays doive résoudre le problème de la main-d'œuvre pour son propre compte, car la guerre qui en a accentué le déséquilibre a rendu aussi les migrations beaucoup plus difficiles.

L'orientation d'un enfant ne peut être que le résultat d'une collaboration. Cette collaboration a été comprise de bien des façons. Certains ont voulu se contenter d'éclairer l'enfant, de l'aider à choisir, mais lui en laisser toute la responsabilité. D'autres ont considéré que l'enfant révèle ses aptitudes à l'école, que nul ne le connaît mieux et n'est plus apte à le guider que l'instituteur. Le plus grand danger de l'enfant, a-t-on dit, c'est de compromettre sa santé dans une profession qui ne lui convient pas ; un examen médical est indispensable. Quelques-uns ont voulu ajouter un examen mental par des procédés scientifiques, alors que d'autres regardaient avec la plus grande méfiance ces innovations, et que la plupart s'en absteinaient, en raison des difficultés matérielles qu'ils auraient eues à les mettre en œuvre. Souvent, l'orientation s'est trouvée une annexe du placement qu'elle avait surtout pour but. Aussi, à l'origine, a-t-elle excité quelque méfiance des ouvriers qui l'accusaient d'être à la solde des patrons et de ne se soucier que de leurs besoins de main-d'œuvre.

La première attitude a trouvé son représentant le plus illustre dans le professeur Parsons. Trois éléments, selon lui, sont indispensables à une bonne orientation professionnelle ¹ :

1° Subjectivement, une parfaite connaissance de soi-

1. *Choosing a vocation*, cité par la R. I. T., janvier 1926. *L'orientation professionnelle aux Etats-Unis*, p. 54.

même, de ses aptitudes, de ses goûts, de ses ambitions, de ses ressources, de la limite de ses capacités et des causes de cette limite ;

2° Objectivement, la connaissance des conditions nécessaires à la réussite dans les différentes professions, des avantages et des inconvénients que celles-ci présentent, des débouchés et des perspectives qu'offre chacune d'elles ;

3° Un examen approfondi des rapports entre les deux groupes de facteurs subjectifs et objectifs.

Cet idéal est aussi celui de la Chambre de métiers de la Gironde et du Sud-Ouest, qui estime suffisant de remettre à l'enfant un questionnaire détaillé et des monographies établies sur un plan uniforme qui est aussi celui du questionnaire, laissant à l'enfant le soin de confronter ses aptitudes avec les exigences des professions qui peuvent le tenter. Voici comment l'Office de Bordeaux justifie sa méthode ¹ :

« Chez nous, un conseiller de vocation ne doit pas orienter l'enfant, mais l'éclairer et éclairer sa famille pour qu'il s'oriente avec le consentement de ses parents.

» On ne fera pas d'orientation solide, on ne fera même pas d'orientation du tout, si les méthodes employées n'entraînent pas l'adhésion du sujet orienté. Aussi parfaits que soient les moyens d'investigation employés, si l'enfant choisit une autre voie que celle qui lui est conseillée par l'orienteur, nous dirons que celui-ci a tout simplement perdu son temps.

» Il faut donc un assentiment très positif de l'enfant et ce résultat ne sera obtenu que si le sujet à orienter

1. *Bulletin de la Chambre des métiers de la Gironde et du Sud-Ouest*, mai 1924.

apprend à se connaître le mieux que lui permet son âge. »

Cette conception paraît avoir été inspirée à M. Mauvezin¹ par l'indépendance des jeunes Français, leur méfiance contre tout argument d'autorité. Le professeur Parsons avait l'optimisme américain qui fait confiance à l'individu². Leurs positions se ressemblent mais ne se confondent pas.

En fait, l'orientation américaine née d'une pensée d'assistance³ s'est vite rapprochée de la sélection, devenant un instrument dans la rationalisation du travail industriel⁴, tandis qu'en Europe certains veulent l'opposer au système Taylor qu'on accuse de faire trop bon marché du facteur humain. A la réflexion, l'opposition est surtout dans les points de départ, et les deux thèse, sagement appliquées, aboutissent à des conclusions analogues.

Quoi qu'il en soit, c'est l'école, aux Etats-Unis aussi bien qu'en Angleterre, qui joue le rôle essentiel en orientation. Cela tient pour partie au régime scolaire qui, gardant les enfants assez longtemps⁵, s'efforce de les initier à la vie professionnelle⁶. Le travail à demi-temps⁷ y est d'usage courant.

1. Inventeur de la méthode d'orientation pratiquée à Bordeaux.

2. La *Revue internationale du travail* signale « la confiance que l'on a aux Etats-Unis dans l'esprit d'initiative des jeunes gens et la valeur que l'on attache à leur capacité de comprendre, de juger, et de décider. Janvier 1926. *L'orientation professionnelle aux Etats-Unis*, p. 75.

3. Cf. *supra*, p. 15.

4. Le but poursuivi est « de choisir le genre de travail qui convient le mieux aux jeunes gens et jeunes filles entrant dans la vie professionnelle, et d'offrir aux employeurs les meilleures facilités possibles pour la sélection de leurs jeunes employés ». V. S. Department of labour, *Annual report of the director general U. S. employment service to the secretary of labour*, 1920.

5. N'a-t-on pas proposé en Angleterre de prolonger la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans !

6. En Amérique, « le programme de l'orientation professionnelle est considéré avant tout comme un des éléments du programme scolaire général ». *R. I. T.*, janvier 1926, p. 75.

7. En anglais : *Part-time work*. Les heures de classe sont partagées entre les études théoriques et le travail manuel du bois, du fer, etc.

Dans l'examen des aptitudes individuelles, ces deux pays se séparent. L'Amérique recourt plus volontiers au psychologue qu'au médecin. La grande expérience de recrutement scientifique de l'armée en 1917-1918 a montré qu'elle ne craignait pas les méthodes nouvelles, et le succès, qui a couronné cette tentative, a donné beaucoup de faveur aux tests. Cependant, des critiques se sont fait jour et l'on met aujourd'hui plus de réserve dans leur usage¹. En même temps, on sent la nécessité d'un examen médical². L'Angleterre, au contraire, connaît à peine l'examen par les tests. Tout au plus, quelques essais ont-ils été tentés³, essais heureux, mais qui ont peu de chances de se généraliser. Toute l'attention est concentrée sur la fiche médicale, qui est une fiche scolaire⁴.

En France, l'examen médical est reconnu nécessaire⁵. Vis-à-vis de l'examen mental, il y a le plus souvent ignorance, indifférence, insuffisance des moyens financiers, etc⁶. L'Autriche et l'Allemagne procèdent au contraire à un examen scientifique des enfants⁷. La Suisse et l'Espagne, où l'orientation est dirigée surtout par les ins-

1. L'Allemagne a subi une évolution identique.

2. La plupart des grandes entreprises font passer un examen médical aux ouvriers nouvellement embauchés. C'est un examen de sélection.

3. L'Institut national de psychologie industrielle, en collaboration avec le conseil de comté et le conseil consultatif local, a examiné 600 enfants dans un district de Londres. D'autres essais ont été faits à Cambridge. Ch. E. Clift, *loc. cit.*, p. 605.

4. La multiplication des cliniques scolaires sur tous les points du territoire permet depuis quelques années d'établir plus aisément et plus rigoureusement la fiche médicale de chaque candidat, et de juger de son état physique au moment où il se présente.

5. Comme l'inspection médicale des écoles est loin d'être généralisée, la plupart des offices se sont assurés le concours d'un médecin pour examiner les sujets lors de leur visite.

6. Quelques offices le pratiquent cependant, mais dans des cas très limités.

7. Certains offices allemands pratiquent régulièrement l'examen médical. D'autres, qui paraissent être la majorité, l'ignorent.

tituts de psychologie appliquée, ont les mêmes tendances, tandis que la Belgique ¹ donne la préférence au médecin. Certains pays, comme la Tchécoslovaquie, accordent une égale importance aux deux examens.

L'orientation est faite en vue du placement. En France, la main-d'œuvre est normalement insuffisante, il y a surtout un problème de qualité. On veut favoriser l'apprentissage afin de développer le rendement national. En Angleterre, on se débat avec le spectre du chômage. Comme celui-ci a un coefficient triple chez les adultes que chez les jeunes gens, il s'agit de trouver si possible un emploi qui assure une situation dans l'avenir.

L'Allemagne ², comme la plupart des pays, a annexé les services d'orientation aux bureaux de placement publics, mais leur a donné un caractère plus officiel que partout ailleurs, les rendant en quelque sorte obligatoires. En Autriche, le contact avec l'Office de placement est tel qu'il n'y a, le plus souvent, aucune séparation entre les deux organismes. Cette méthode donne lieu à quelques mécomptes, car l'orientation est impossible si elle n'a pas la confiance des orientés.

Un bureau de placement qui conseille sera facilement accusé de s'attacher exclusivement aux intérêts des patrons, et il lui sera difficile de se disculper. Les bureaux de placement américains, qui ont des liens étroits avec l'orientation professionnelle, ont subi de la sorte des critiques émanées des milieux les plus divers. On leur a reproché d'avoir une politique à courtes vues et de se

1. Pays où la science de l'enfant est très développée.

2. L'Allemagne, les Etats-Unis, etc. sont dans une situation analogue à celle de l'Angleterre, au point de vue du chômage.

désintéresser de ceux qui recourent à eux, c'est-à-dire de s'occuper beaucoup plus de placement que d'orientation ¹.

Mais pour certains pessimistes, l'orientation doit se garder d'être trop ambitieuse : « Son rôle le plus important est moins de rendre une sorte de sentence tendant à diriger l'enfant vers tel métier que le guider vers le lieu où il pourra le mieux faire à ce métier un apprentissage aussi complet que possible.

» *Au total, en matière d'orientation professionnelle, il est difficile d'être utile et facile d'être nuisible...*

» Dans l'état actuel de la question, le bon sens doit encore être le guide le plus écouté. Qui veut faire de l'orientation professionnelle doit surtout être apte à s'orienter soi-même, au milieu des multiples difficultés qui proviennent de ce qu'il s'adresse à un être en pleine évolution physiologique et psychologique, auquel il faut trouver une place dans un milieu qui est lui-même en transformation constante ². »

Ces difficultés sont graves. Leur solution aurait pu être proposée selon des méthodes très différentes. Cependant « tous ceux qui suivent d'un peu près les réalisations qui se sont opérées dans le domaine de l'orientation professionnelle s'accordent à reconnaître que les efforts tentés dans les divers pays d'Europe et d'Amérique ont été parallèles ; qu'il est bien difficile, à l'heure actuelle, de parler de méthode allemande, de méthode française ou de méthode américaine, et ils concluent qu'on peut, aujourd'hui, avancer qu'il existe une méthode d'orientation professionnelle... : c'est une méthode de col-

1. Joh ^hBrewer, *The vocational guidance movement*, p. 109 sqq.

2. Ch. Quillard, cité par *L'orientation professionnelle*, mars 1923, p. 19.

laboration qui fait appel aux enfants et aux familles, aux instituteurs et aux médecins, aux groupements professionnels patronaux et ouvriers, aux œuvres s'intéressant à une bonne « formation » de l'adolescence et, finalement, aux Offices de placement de la main-d'œuvre ¹. »

1. J. Fontègne, *Une visite aux offices d'orientation professionnelle de Vienne et de Munich*, *Bull. I. N. O. P.*, janvier 1929, p. 25-26.

CHAPITRE II

SOUS QUELS AUSPICES EST ORGANISEE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE ?

Les offices d'orientation professionnelle ont été fondés sous les auspices les plus divers. M. Fontègne, au Congrès de Charleroi en 1925, rangeait les offices français sous quatre rubriques :

- a) Autonomes ;
- b) Rattachés à des offices de placement ;
- c) Annexés à des Chambres de métiers, de commerce ou d'apprentissage ;
- d) Services créés par des associations professionnelles, des associations d'anciens élèves, des fédérations, des amicales, etc.

Si l'on voulait considérer les offices étrangers, il faudrait allonger cette liste. A côté des offices à patronage officiel¹, on trouve une grande variété d'offices privés. En outre, les offices reçoivent dans leur tâche des concours assez divers.

1° *L'initiative privée.*

L'initiative privée a été à l'origine de l'orientation. Elle a créé des institutions très prospères rattachées à des

1. Les offices rattachés aux bureaux de placement public.

Chambres de métiers, à des instituts scientifiques ou à diverses œuvres philanthropiques ou religieuses.

A. — Chambres de métiers.

Les Chambres de métiers ont été créées en Allemagne par une loi du 26 juillet 1897 qui définit leurs attributions : intervention auprès de l'autorité centrale pour tout ce qui concerne la situation et l'activité des métiers ; collaboration avec le gouvernement et action sur le pouvoir législatif pour la défense des intérêts des métiers, la formation des corporations, l'élaboration des lois, etc. ; mission de régler l'apprentissage, de créer et soutenir toutes les organisations ayant pour but le développement de l'éducation technique ; organisation des expositions, etc.¹.

C'est en application de cette loi que fut fondée la Chambre des métiers d'Alsace et de Lorraine avec l'office d'orientation de Strasbourg². Mais l'Allemagne a adopté au lendemain de la guerre une série de mesures législatives unifiant l'orientation en dehors du cadre des chambres de métiers.

La France, au contraire, n'a opposé aucune obligation sur ce point. Aussi les chambres de métiers qui se sont créées dans les années précédant la guerre, et depuis lors, ont-elles pu ouvrir des cabinets d'orientation souvent florissants. Fréquemment elles ont collaboré avec les offices départementaux de placement³. Au surplus leur

1. Mlle Clément, thèse citée, titre II, chap. I^{er}.

2. Cf. *supra*, p. 13.

3. M. Touzaa signale cette collaboration, à des degrés différents à Bordeaux, Angoulême, Angers, Le Mans, Laval, Troyes et Strasbourg. Alençon seule avait refusé le concours de l'office départemental.

Rapport sur le rôle des offices départementaux de placement dans l'orientation professionnelle de la jeunesse, 31 décembre 1921, p. 48.

activité ne se limite pas à l'orientation de la jeunesse ¹.

Ces chambres ont connu une grande faveur, quand il s'est agi de rénover l'apprentissage et d'organiser l'orientation ; mais les tentatives faites pour les rendre obligatoires ont échoué ². Elles sont restées des associations librement constituées, à forme paritaire. Selon les lieux, c'est la chambre de commerce, le conseil municipal, etc., qui a pris l'initiative de leur formation. Leurs formes et leurs compositions diffèrent, mais elles s'efforcent toutes de représenter les principaux intérêts du travail ³.

Des chambres de métiers on peut rapprocher les comités de patronage des apprentis. Celui de Bellegarde (Ain), l'un des plus actifs, a adopté avec quelques variantes le programme de la Chambre de métiers de Bordeaux ⁴.

1. L'office de Bourges par exemple comprend :

1° L'office des métiers proprement dit;

2° L'office d'orientation professionnelle;

3° Les cours professionnels (industriels et commerciaux);

4° Les cours de préapprentissage.

La plupart des Chambres de métiers s'occupent en outre du placement et de la surveillance des apprentis.

2. Cf. *supra*, p. 30.

3. A titre d'exemple, l'Office des métiers et d'orientation professionnelle de la ville de Bourges (création municipale) est administré par un conseil composé comme suit :

Le maire, président; — 4 délégués du Conseil municipal; — 2 délégués de la Chambre de commerce; — 2 délégués de l'Union des syndicats ouvriers; — 2 délégués de l'Office d'orientation professionnelle; — 2 délégués de la Commission départementale de l'enseignement technique; — l'inspecteur départemental de l'enseignement technique; — l'inspecteur du travail; — le directeur de l'Office départemental et municipal de placement. Ce Conseil se réunit tous les trois mois. *L. O. P.*, mars 1923, p. 17.

4. Voici le programme de la Chambre des métiers de la Gironde et du Sud-Ouest :

1° Dresser la liste des métiers agricoles, industriels, commerciaux et d'art appliqué de Bordeaux et de la région;

2° Etablir pour chacun d'eux les aptitudes physiques, intellectuelles et morales nécessaires pour les exercer convenablement;

3° Prendre contact avec les écoliers, et dresser avec la collaboration des médecins, des maîtres et des parents, les fiches pédagogique et physiologique établissant leurs aptitudes;

4° Dresser la liste des besoins comme débutants, dans les diverses professions;

B. — Instituts.

Le plus illustre et le plus ancien des instituts d'orientation professionnelle est l'Institut Jean-Jacques Rousseau de Genève. Son influence s'est surtout manifestée, grâce aux conseillers de vocation qu'il a formés et qui se sont répandus en Suisse, en France et en Hollande¹. Il possède en outre un cabinet d'orientation professionnelle pour les enfants de Genève et poursuit d'importants travaux de laboratoire².

Ce triple but est celui de la plupart des instituts d'orientation. Celui de Barcelone a pris en plus la responsabilité d'organiser l'orientation dans toute la Catalogne en ouvrant des filiales dans les villes où les autorités municipales en feront la demande³. L'institut comporte trois services : services d'information, d'expérimentation, de statistique, sans compter une section bibliographie. De même, les filiales sont divisées en trois sections : direction et consultations ; médecine et anthropométrie ; statistique comparée.

5° Placer les enfants en apprentissage en mettant les mieux qualifiés pour une profession déterminée en rapport avec les membres de la corporation correspondante;

6° Guider les débutants aussi bien à l'atelier qu'aux cours professionnels, de façon à développer dans les meilleures conditions leur instruction technique;

7° Aider à la création et au développement des cours professionnels;

8° Créer des concours professionnels pour apprentis et pour adultes.

Et voici le vœu final de « *l'œuvre d'orientation professionnelle et de patronage des apprentis de Bellegarde* » : ...10° Grâce à ces moyens, assurer à chaque citoyen plus de bonheur et au pays la stabilité intérieure et la prospérité économique dans l'ordre et dans la paix ». *L. O. P.*, mars 1922, p 21 et Clément, thèse citée, p. 108-109.

1. A Strasbourg, Nantes, Marseille, Amsterdam, Zurich, Bâle, Lausanne, etc.

2. Zurich et Lausanne ont des Instituts du même type.

3. A défaut de celles-ci, un groupement de patrons ou d'ouvriers, ou encore une société d'utilité publique peuvent faire cette demande. *R. I. T.*, juin 1922, p. 1067.

L'institut est dirigé par un conseil supérieur¹, assisté d'un conseil technique et d'un personnel comprenant un directeur, un secrétaire chargé de l'information², des spécialistes de l'anthropométrie et de la psychométrie, et un chef de la statistique. La direction administrative des filiales appartient à l'institut ; cependant un conseil formé de représentants de l'administration municipale, de patrons, d'ouvriers et de paysans est constitué dans chaque ville³.

La Tchécoslovaquie a fondé en 1920 l'académie Masaryk du travail, institut scientifique indépendant et autonome dont le but est « d'organiser le travail technique, en vue d'une exploitation rationnelle des facultés de la population entière et des richesses nationales de l'Etat tchécoslovaque, pour la prospérité du peuple tout entier⁴. » Dans ce but, elle poursuit des recherches scientifiques et organise une propagande pour gagner à ses ambitions la faveur du public. Elle s'est chargée d'organiser l'orientation professionnelle d'abord à Prague, puis dans tout le pays, et ce service est devenu rapidement un des plus remarquables de ceux qu'elle dirige.

Les instituts allemands sont nombreux et se consacrent

1. *Junta*.

2. Il groupe tous les renseignements sur les candidats et les professions et reçoit le public. C'est le conseiller de vocation.

3. Dr Borremans, Ponhière, etc., *op. cit.*, p. 269 et *R. I. T.*, juin 1922, p. 1067. L'Institut de Barcelone organise des cours semestriels pour former des assistants de laboratoire.

L'Institut de Madrid (qui s'occupe des mutilés du travail, de préapprentissage, d'orientation et de sélection) est organisé sur le même type et comporte également des filiales. Barcelone possède cinq filiales et Madrid sept.

Bientôt sera achevée la construction de l'Institut royal de formation ouvrière, qui contiendra les services existant à Madrid et plusieurs créations nouvelles : école du travail, écoles d'artisanat, école industrielle, école normale de formation professionnelle, etc.

Henri Piéron, *L'Orientation professionnelle à Madrid*, *Bull. I. N. O. P.* décembre 1929, p. 258.

4. Ordonnance du gouvernement tchécoslovaque, 2 mars 1920.

surtout à des recherches et à des travaux de laboratoire. Voici l'organisation de celui de Halle-sur-Saale, l'un des plus anciens :

1° Orientation psychophysiologique des mutilés de guerre ¹ ;

2° Psychothérapie ;

3° Psychologie de l'outillage ;

4° Enseignement régulier de la psychotechnique ;

5° Recherches.

L'Angleterre possède aussi un important centre de recherches désintéressées, le *National institute of industrial psychology*, mais qui ne joue qu'un rôle réduit dans l'organisation de l'orientation professionnelle ². On peut enfin signaler l'initiative des instituts en Italie, en Pologne (Lodz), en Amérique latine, et en Afrique du Sud ³.

La plupart des instituts d'orientation ou de psychologie appliquée ont été fondés dans un but de recherches désintéressées. Cependant certains établissements privés ont ouvert des laboratoires de psychophysiologie du travail, dont le but principal est l'amélioration du rendement et la sélection des travailleurs, mais qui ont parfois joué un rôle important en orientation. C'est ainsi que les usines métallurgiques de Dommeltange ont créé l'Institut Emile Metz, qui comprend une école professionnelle, un

1. Cette section s'occupe aussi de l'orientation professionnelle des apprentis et de la sélection des bien doués pour les *begabenschulen* (ces écoles reçoivent les enfants bien doués et les soumettent à un enseignement intensif pour les amener au niveau des *realschulen* et des *gymnasien*).

Elle soumet également à ses examens d'aptitude les anormaux, enfants et adultes. En 1921, huit personnes se présentaient en moyenne chaque jour pour subir un examen d'aptitude. *R. I. T.*, novembre 1922, p. 849-850.

2. Cours professionnels, conférences, etc. Mais son rôle indirect est plus important : élaboration de tests, etc.

3. Les Etats-Unis n'ont pas d'instituts proprement dits, mais la plupart des universités possèdent des laboratoires de psychologie appliquée. Il en est de même en Autriche.

atelier d'apprentissage et un laboratoire psychophysiologique, qui, fondé pour sélectionner les futurs apprentis, s'est surtout appliqué à les orienter¹.

C. — Groupements divers.

L'orientation américaine a gardé des traces de ses origines philanthropiques. A New-York, elle est assurée par une puissante société privée², qui vit de souscriptions privées et de dons³. Elle comprend trois sections : conseils donnés à l'école ; sélection et surveillance des élèves ; placement.

Dans le même esprit, les clubs de jeunes gens anglais ont ouvert depuis longtemps des offices privés ayant pour objet de guider leurs membres dans le choix de leur profession et de leur procurer un emploi conforme à leurs désirs. De même, un certain nombre d'écoles primaires ont institué des bureaux de placement privés pour leurs élèves. « Le plus souvent, c'est en vertu d'un arrangement à l'amiable entre le directeur de l'école et certains employeurs que les élèves sont aiguillés vers tel ou tel métier déterminé, en tenant compte d'une part de leurs aptitudes, de leurs goûts et de leurs capacités.

1. Voici en quels termes le chef de ce laboratoire soulignait la différence entre les offices publics d'orientation professionnelle et les laboratoires psychotechniques d'usine : « Les derniers sont destinés à achever l'œuvre des premiers. Si les premiers seront bientôt indispensables à la vie économique et contemporaine, il faudra bientôt reconnaître que les derniers rendront des services appréciables à la jeunesse ouvrière aussi bien qu'aux patrons ». *R. I. T.*, janvier 1923, p. 134.

2. *Vocational service for juniors*.

3. La division de l'enseignement public de l'Etat de New-York fournit gratuitement les locaux de ses trois bureaux de placement. Le « Service » comporte en outre un bureau central. *R. I. T.*, mai 1923, p. 840 et janvier 1926, p. 73.

d'autre part, des conditions générales et des chances de développement de chaque industrie ¹. »

Les œuvres charitables qui s'intéressent aux femmes et aux jeunes filles sont assez nombreuses. Le problème nouveau de l'orientation professionnelle ne pouvait leur échapper. L'œuvre de l'école normale sociale se préoccupait de la question, dès avant la guerre. Elle a créé, depuis lors, une « Association féminine pour l'étude et l'action sociale », qui a ouvert trois bureaux d'orientation dans les faubourgs de Paris.

Le plus souvent ces œuvres sont religieuses. L'« Union centrale des syndicats professionnels féminins de l'Abbaye » a organisé dans le XIII^e arrondissement une section d'orientation dirigée par les Filles de la Charité. Celles-ci ont ouvert également des cours ménagers de préapprentissage ².

La Hollande possède une importante institution professionnelle s'occupant d'orientation. C'est le « Comptoir central psychologique des professions », qui est une section spéciale du « Bureau pour l'organisation syndicale catholique », et qui fonctionne à Utrecht depuis 1918 ³.

1. Ch. E. Clift, *loc. cit.*, p. 588.

2. Mlle Clément, thèse citée, p. 146 et Mlle Simon, thèse citée, p. 60-61.

Mlle Vénard énumère plusieurs œuvres de même nature. A Paris : Bureau diocésain d'orientation et d'enseignement professionnels; Commission d'apprentissage de la Société de St-Vincent de Paul (filles et garçons); Office central des œuvres catholiques d'apprentissage; Société de patronage des apprentis et ouvriers israélites; Association protestante de patronage des apprentis; Comité de patronage des apprentis des Eglises réformées de Paris. — A Marseille : Comité diocésain d'orientation professionnelle. — A Orléans : Office d'orientation professionnelle et de placement d'apprentis, créé par la Société de St-Vincent de Paul. *Le rôle de l'école en orientation professionnelle*, thèse de droit, Paris, 1929.

Mme Zawirska signale à Varsovie la création en 1928 d'un cabinet psychotechnique et d'orientation professionnelle spécialement réservé aux Israélites. *Etat actuel de l'orientation professionnelle en Pologne. Service social*, octobre 1929.

3. *L. O. P.*, juin 1923, p. 22.

Les œuvres religieuses de protection de l'enfance se rencontrent partout, mais elles ne jouent qu'un rôle très réduit en orientation, parce que celle-ci, en raison de son caractère technique et désintéressé, a été organisée en dehors de toute idée politique, et aussi parce que la complexité des moyens à mettre en œuvre rend difficile la coexistence de plusieurs offices dans une même ville.

2°. *Le rôle des pouvoirs publics.*

A. — Les textes.

L'Allemagne est jusqu'ici le seul pays à posséder des dispositions législatives et réglementaires complètes, au sujet de l'orientation professionnelle. Une série d'arrêtés et de décrets ont été pris par les Etats au lendemain de la guerre. Mais le texte essentiel est la loi du Reich du 22 juillet 1922 sur le placement.

Cette loi dispose que les bureaux publics de placement « ont le pouvoir, et peuvent être mis dans l'obligation, par l'office fédéral de placement ou par les autorités supérieures des différents Etats, d'étendre leur activité à l'orientation professionnelle et au placement des apprentis, conformément à des dispositions édictées par l'office fédéral, d'accord avec son conseil d'administration ». A leur tour, « les autorités supérieures des Etats ¹, et, avec leur assentiment, les communes fondatrices, peuvent également imposer ces obligations aux bureaux publics de placement ».

La même loi, définissant les attributions de l'office

1. *Landesbehörde.*

fédéral de placement, déclare que ce dernier est compétent — d'accord avec son conseil d'administration et après avis des organes publics de représentation professionnelle et des associations économiques — pour établir les principes généraux en matière d'orientation professionnelle et de placement des apprentis ; il procède, d'accord avec les autorités supérieures des Etats, à la surveillance technique des institutions coopérant à l'orientation professionnelle et au placement des apprentis. Toujours avec l'assentiment de son conseil d'administration, l'office fédéral est en droit d'exiger la fermeture des institutions qui, par suite de contraventions réitérées aux principes généraux établis, mettent en danger le but de l'orientation professionnelle ou du placement des apprentis ¹.

En exécution de cette loi, l'Office fédéral de placement de Berlin ² a publié le 12 mai 1923 une ordonnance qui énonce les principes généraux concernant l'activité des offices publics de placement en matière d'orientation professionnelle et de placement des apprentis. Cette ordonnance traite des offices publics de placement et des offices de placement des Etats.

a) Pour les offices publics de placement, leur activité en tant que bureaux d'orientation professionnelle sera dirigée de manière à assurer aux jeunes gens la faculté de choisir leur profession et à initier l'opinion publique aux questions d'orientation professionnelle.

Les fonctionnaires chargés de ce travail donneront conseils et informations à toutes les personnes qui leur en feront la demande, soit en vue d'aborder une profes-

1. R. I. T., *L'orientation professionnelle en Allemagne*, avril 1925, p. 552.

2. Reichsamt für arbeitsvermittlung.

sion, soit en vue d'en changer. Ils les aiguilleront vers les instituts de formation professionnelle. Ils placeront les apprentis en tenant compte des conditions morales et sanitaires des ateliers.

Les bureaux d'orientation des offices publics pourront suivre ultérieurement ceux dont ils se sont occupés, si des offices spéciaux n'en sont pas chargés. Toute autre activité dans le domaine de l'orientation professionnelle et du placement des apprentis ne leur sera permise que sur approbation de l'office de placement de l'Etat¹, duquel ils dépendent au point de vue hiérarchique.

Pour exercer leur action sur la jeunesse au sortir de l'école, les bureaux d'orientation des offices publics se tiendront en relations avec les établissements d'enseignement du département.

L'orientation devra être rigoureusement impartiale et désintéressée. Elle ne tiendra compte, en dehors des aptitudes des jeunes gens, que des intérêts de la profession et des nécessités économiques et sociales. D'autre part, l'orientation professionnelle et le placement des apprentis devront obéir autant que possible à une action concertée et parallèle.

La commission administrative de l'office public de placement établira les principes de gestion des bureaux d'orientation professionnelle, et réglementera cette gestion dans les limites fixées par la loi du 22 juillet 1922 ; elle décidera en cas de plaintes concernant la gestion. Des conseillers techniques pourront participer aux séances de la commission administrative, toutes les fois qu'il s'agira de discuter des problèmes d'orientation professionnelle et de placement des apprentis.

1. *Landesamt für arbeitsvermittlung.*

Pour assurer le progrès de l'orientation professionnelle, la commission administrative de l'office public de placement réunira un comité consultatif non rétribué, dont la composition variera selon les lieux, mais qui comprendra des représentants patronaux et ouvriers de l'artisanat, du commerce, de l'industrie, de l'agriculture¹, ainsi que des experts en matière d'orientation professionnelle. Ce comité comprendra, en outre, des représentants de l'office public de placement, des écoles, des offices d'assistance sociale et de l'inspection du travail, ainsi que des médecins et des psychologues. Il comprendra obligatoirement des femmes parmi ses membres. La durée du mandat de ceux-ci dépendra de la durée du mandat des membres de la commission administrative. Le comité consultatif aura pour président le président de l'office public de placement.

Pour l'étude de certaines questions, des sous-commissions spéciales pourront être nommées par la commission administrative avec addition de spécialistes.

Le fonctionnaire chargé spécialement, dans l'office, des questions d'orientation professionnelle², devra être un expert en cette matière et connaître les autres problèmes concernant les professions et l'adolescence. Il devra avoir pratiqué un métier pendant cinq ans au moins, et posséder une certaine expérience en matière de direction et de traitement des jeunes gens. En principe, l'âge minimum de vingt-huit ans est requis. Enfin pour l'orienta-

1. Le principe de la parité sera toujours respecté.

2. En pratique, ce conseiller de vocation peut être le directeur de l'office de placement, dans le cas où cet office est de petite importance. Lorsque l'office possède une section spéciale d'orientation professionnelle, les attributions en question incombent au directeur de cette section et, éventuellement, au personnel sous ses ordres.

tion des apprentis, les fonctions de conseiller de vocation seront remplies par une femme ¹.

b) La deuxième partie de l'ordonnance du 12 mai 1923 traite des offices de placement des Etats, organismes centraux superposés aux offices publics de placement. Ces offices supérieurs doivent collaborer à l'organisation de l'orientation professionnelle et du placement des apprentis dans les offices publics de leur territoire et assurer le contrôle nécessaire. Leur surveillance peut, sur mandat de l'office fédéral de placement, s'étendre des offices publics aux offices privés. Ils se tiendront au courant du mouvement des métiers et du marché du travail. Ils assureront la coopération entre les offices publics d'orientation professionnelle et de placement des apprentis et les milieux intéressés. Ils s'attacheront à la formation des conseillers de vocation. Ils centraliseront et donneront toutes directives pour utiliser les données propres à aider au perfectionnement pratique de l'orientation professionnelle. Ils prêteront une attention spéciale à l'orientation des personnes qui par leur profession ne relèvent pas de l'activité des offices publics de placement. Enfin, ils devront encourager et stimuler toute action favorable à la formation professionnelle.

Comme les offices publics, les offices d'Etat auront une commission administrative qui établira les principes de leur gestion et les réglera en conformité avec la loi. Comme celle des offices publics, cette commission administrative pourra s'assurer la collaboration des spécialistes ou d'un comité consultatif ².

Une autre ordonnance de l'office fédéral, également du

1. *R. I. T., loc. cit.*, p. 553 et 554.

2. *R. I. T., loc. cit.*, p. 555.

12 mai 1923, établit les principes généraux pour l'orientation et le placement des apprentis, en dehors de l'action des offices publics de placement.

Toutes les institutions ayant pour fins essentielles ou subsidiaires l'orientation et le placement des apprentis devront faire connaître leur titre, leur nature et le champ de leur activité. Elles devront remplir les mêmes conditions que les offices publics de placement et en outre désigner nommément les personnes responsables de la direction de leur établissement. Si elles ne s'intéressent qu'à un nombre limité de professions, elles devront diriger sur les offices publics de placement toutes les personnes destinées à une autre profession. Elles devront communiquer à l'office de placement d'Etat, tous les renseignements qu'elles posséderont sur le nombre des places libres pour apprentis, sur le nombre d'apprentis non placés, et plus généralement toutes les données propres à figurer dans un tableau d'ensemble du marché du travail des apprentis.

La collaboration de ces institutions avec les offices publics de placement sera déterminée par les circonstances locales ; en cas de différend, l'office d'Etat interviendra comme conciliateur. Si ces institutions ont un caractère public et possèdent une commission consultative, elles devront admettre, au sein de cette dernière, un représentant de l'office public de placement.

En somme, toutes ces institutions seront soumises à la surveillance de l'office d'Etat. Un rapport annuel exposant l'activité de chacune devra lui être adressé. Toute création ou dissolution devra lui être signalée¹.

Une dernière ordonnance de l'office fédéral, du 25 mai

1. *Ibid.*

1923, rend obligatoire un rapport périodique sur l'activité des offices publics de placement en matière d'orientation professionnelle ¹.

En France, la base légale de l'orientation professionnelle est le décret du 26 septembre 1922 ², qui la rattache au Sous-Secrétariat d'Etat de l'enseignement technique, dans le désir de séparer les problèmes d'orientation des problèmes de placement, et de faire prédominer le caractère éducatif sur le caractère économique.

Ce décret prévoit la possibilité de créer des offices d'orientation professionnelle, en vue d'aider les offices publics de placement dans leur tâche et de leur permettre de placer rationnellement les adolescents.

Ces offices seront administrés par les commissions locales professionnelles, là où elles existent, ou par les commissions permanentes des comités départementaux de l'enseignement technique ³.

Ils pourront être subventionnés par le Sous-Secrétariat d'Etat de l'enseignement technique à charge de lui soumettre et fournir des documents et renseignements de même ordre que ceux qui seront exigés des autres institutions s'occupant d'orientation professionnelle.

Les offices que les associations auraient constitués pourront aussi être subventionnés. Ils devront à l'appui de leur demande présenter et fournir toutes justifications sur leur fonctionnement ⁴.

Tous les offices publics d'orientation professionnelle

1. *Ibid.*, p. 556. La constitution autrichienne laisse aux Etats le soin de régler l'orientation professionnelle. Un certain nombre de décrets et d'ordonnances ont été pris en application de cette disposition.

2. Cf. ci-dessous.

3. Institués par la loi Astier du 25 juillet 1919.

4. Le sous-secrétariat de l'Enseignement technique subventionne une soixantaine d'offices tant publics que privés.

ainsi que les offices privés subventionnés par l'Etat sont soumis à l'Inspection de l'enseignement technique prévue à l'article 7 de la loi du 25 juillet 1919.

La participation de l'Etat au fonctionnement des institutions d'orientation professionnelle est accordée, après avis de la commission instituée auprès du Sous-Secrétariat d'Etat de l'enseignement technique, qui comprend les représentants de ce Sous-Secrétariat, des Ministères de l'instruction publique, du travail, de l'hygiène, de l'agriculture, et des institution d'orientation professionnelle.

La centralisation des études, et des recherches scientifiques concernant l'orientation professionnelle, sera effectuée sous la direction du professeur titulaire de la chaire d'organisation technique du travail humain au Conservatoire national des arts et métiers.

Ce décret a été complété par un arrêté du 10 février 1925, qui fixe l'organisation et le fonctionnement de la commission d'orientation professionnelle, que prévoyait l'article 8 du décret ¹.

Le Royaume-Uni possède une loi écossaise de 1908 sur l'orientation professionnelle ², une loi anglaise de 1909 sur les bureaux de placement prévoyant des conseils consultatifs locaux ³ et une autre de 1910 sur l'orientation professionnelle ⁴, confiant celle-ci aux autorités scolaires locales, mais sans porter préjudice à l'activité déployée par les conseils consultatifs locaux ⁵.

1. Voir cet arrêté en appendice ci-dessous.

Dès avant la guerre une commission analogue avait été instituée au ministère du Travail. Cf. ci-dessus, p. 21.

2. Cf. ci-dessus, p. 14.

3. Cf. ci-dessus, p. 17.

4. *Choice of Employment Act*.

5. Sur toute cette question et sur les difficultés qui sont résultées de cette dualité d'attribution, cf. *supra*, pp. 17-19, pp. 24-25 et p. 34.

L'Espagne a promulgué le 21 décembre 1928, une loi fixant le statut de la formation professionnelle.

L'orientation et la sélection professionnelle ont pour objet : « La détermination initiale et la vérification continue de la formation professionnelle la mieux appropriée à chaque travailleur, à la fois dans sa méthode et son objet, et le choix du travailleur qui convient le mieux à chaque activité professionnelle, dans le but de permettre à chaque individu le plein exercice de son droit avec le devoir de développer toute sa capacité de travail¹. » (L. I, art. 3).

L'article 11 dispose que l'apprentissage mixte doit être inspecté par les offices d'orientation professionnelle, dans les conditions approuvées par les comités paritaires, en ayant soin que le travail constitue un apprentissage proprement dit, et en évitant les préjudices..., causés par une non-adaptation aux conditions psychophysiologiques du travailleur ou par une basse rémunération ou un retard professionnel, individuel ou collectif.

L'article 14 prévoit les changements d'emploi dûs aux nouvelles organisations industrielles et la nécessité d'une préparation de réapprentissage. Les écoles professionnelles devront se mettre en rapport avec les institutions de rééducation professionnelle, les instituts d'orientation et de sélection professionnelle, ainsi que les institutions de chômage forcé. Elles devront appliquer les méthodes d'apprentissage intensif, déjà expérimentées et approuvées, et destinées à réadapter les ouvriers aux nouvelles activités.

1. Il est intéressant de rapprocher de cette définition, la définition française officielle : « L'orientation professionnelle est l'ensemble des opérations... qui précèdent le placement des jeunes gens et des jeunes filles dans le commerce et dans l'industrie et qui ont pour but de révéler leurs aptitudes physiques, morales et intellectuelles ». Décret du 26 septembre 1922, art. 1^{er}.

Le Livre II s'occupe des offices d'orientation et de la sélection professionnelle. Celle-ci doit tenir compte des contre-indications diverses sans pourtant éliminer de certains métiers des travailleurs auxquels on ne pourrait en indiquer d'autres, favorables au plein développement de leurs facultés.

Les instituts devront travailler à l'unification des méthodes ; publier en commun les études de caractère national susceptibles d'intéresser l'Espagne et les autres pays ; divulguer à l'étranger les problèmes d'orientation par l'intermédiaire de congrès et de conférences ; ils feront en commun leurs travaux d'investigation ; ils tiendront, une fois par an, une assemblée de tous les directeurs d'offices-laboratoires et collaboreront avec les Bourses du travail et autres institutions sociales s'occupant de la répartition de la main-d'œuvre ¹.

Le statut traite aussi de la formation du personnel des offices-laboratoires et distingue trois fonctions : le *médecin physiologiste*, le *psychotechnicien* et le *secrétaire social*. Le premier établit les contre-indications et les indications positives. La fonction du deuxième est, à proprement parler, la mission concrète et spécifique des offices d'orientation professionnelle. Quant au *secrétaire social*, il doit contrôler la formation sociale de chaque sujet ².

La direction de l'orientation et de la sélection professionnelle est confiée au Ministère du travail et de la prévoyance aidé des deux instituts, qui sont rattachés, celui de Barcelone, à l'Institut royal polytechnique ibéro-américain ; celui de Madrid, à l'Union pour le perfectionnement professionnel ouvrier ³.

1. L. II, art. 13.

2. Les physiologistes sont choisis parmi les professeurs d'hygiène industrielle des écoles industrielles, les psychotechniciens parmi les professeurs de psychologie de l'enseignement secondaire, et les secrétaires sociaux parmi les diplômés de l'école sociale du ministère du Travail et de la Prévoyance.

3. *Bull. I. N. O. P.*, juillet 1929, p. 169 à 171.

Un certain nombre de lois et règlements sur l'enseignement renferment des dispositions intéressant l'orientation ou la préorientation des enfants¹. Un projet de loi instituant l'apprentissage obligatoire avait été déposé le 17 janvier 1917 au Grand Conseil de Genève. En février 1920, une commission extra-parlementaire a déposé un rapport qui différait sensiblement du projet primitif et contenait une disposition assez curieuse. La commission proposait de modifier comme suit un des articles de la loi sur l'instruction publique : « La période d'instruction obligatoire générale ou professionnelle s'étend pour tous les mineurs, jusqu'au moment où ils fournissent la preuve de leur capacité, à exercer une profession leur permettant de gagner honorablement leur vie. Dès le 30 juin de l'année civile, où ils ont atteint l'âge de quatorze ans révolus, l'instruction professionnelle peut avoir lieu dans les entreprises privées (atelier, commerce, bureau, etc.) sous forme d'apprentissage². »

B. — Institutions centrales.

Le Ministère du travail de Washington possède depuis 1918 une division spéciale pour le placement et l'orientation professionnelle des jeunes gens, la *Junior Division*. Celle-ci, avec les Offices locaux qu'elle a institués, s'efforce de se tenir en rapports étroits avec l'école et

1. Telle est la loi italienne du 31 octobre 1923 sur les écoles du travail.

2. B. L. T., juin 1922, p. 1070.

Ce projet n'a pas abouti mais une partie de ses dispositions ont été adoptées à la suite d'initiatives privées.

D'autres textes sur les bureaux de placement prévoient l'orientation professionnelle. Cf. *supra*, p. 20 l'ordonnance polonaise du 27 janvier 1919 sur les Offices du travail, etc.

avec l'industrie. Aux écoles, elle a offert « un moyen scientifique de répartir les élèves ayant achevé leurs études¹. » En outre, elle a institué un contrôle et une inspection systématique pour suivre les jeunes gens placés par elle, et elle transmet à l'école des renseignements sur la réussite ou l'échec des jeunes gens dans la profession où ils ont été placés. Elle assure ainsi à l'école un moyen de contrôler les résultats de ses méthodes d'enseignement et elle lui suggère indirectement des conseils pour les améliorer. « Par là, les défauts des programmes sont dévoilés ; les innovations et les modifications importantes survenues dans la vie industrielle sont signalées sans retard aux institutions d'enseignement qui peuvent ainsi les étudier scientifiquement et en tenir compte². »

Le contact entre la Junior Division et les employeurs vise à répondre d'une façon rationnelle aux demandes de main-d'œuvre. Connaissant le fonctionnement des entreprises et les besoins du marché du travail, la Junior Division peut diriger les jeunes gens vers les professions qui ouvrent les plus vastes débouchés et les meilleures chances de succès. Elle se livre à une étude méthodique des différentes industries pour renseigner exactement les intéressés, c'est-à-dire les écoles et les jeunes gens, sur les différents métiers.

Elle centralise les rapports dressés par les Offices d'orientation institués et soutenus par elle et, en les complétant par les résultats d'enquêtes spéciales menées dans certaines industries, élabore des monographies professionnelles qui constituent une documentation aussi

1. *Annual report of the Director-general U. S. Employment service to the Secretary of Labour*, 1920.

2. *R. I. T.*, janvier 1926. *L'orientation professionnelle aux Etats-Unis*, p. 57.

précieuse pour les écoles que pour les conseillers de vocation ¹.

L'Allemagne possède treize bureaux d'Etat ² dont l'activité est coordonnée par un Office central ³ qui fonctionne depuis 1920 au Ministère du travail.

L'Autriche voit se dessiner un mouvement de plus en plus net pour l'uniformisation du fonctionnement de l'orientation professionnelle, mais il subsiste des divergences d'opinion sur les moyens propres à la réaliser. Le Ministère de l'Administration sociale s'efforce d'établir un plan d'uniformisation de l'orientation professionnelle applicable au pays entier. La Constitution fédérale du 1^{er} octobre 1920 interdit toute centralisation bureaucratique, et prévoit que le gouvernement fédéral ne peut s'occuper que des principes généraux de la protection de l'enfance, et qu'il incombe aux gouvernements des Etats de promulguer une législation détaillée et d'effectuer les travaux complémentaires. Cette disposition n'empêche pas le gouvernement fédéral de fixer les règles qui devront présider à l'organisation et au fonctionnement de l'orientation professionnelle.

On a institué au Ministère de l'Administration sociale une commission chargée d'organiser l'orientation professionnelle, de contrôler et de documenter tous les Offices s'occupant déjà de la question, de recueillir et de dépouiller toute la documentation nécessaire, de publier des informations périodiques sur l'orientation et les problèmes connexes, particulièrement sur la situation éco-

1. *Ibid.*, p. 57-58.

2. Königsberg, Breslau, Berlin, Stettin, Hambourg, Hanovre, Dresde, Dortmund, Cologne, Francfort, Erfurt, Munich et Stuttgart. Au sujet de ces bureaux d'Etat, cf. *supra*, p. 60.

3. *Reichsamt für arbeitsvermittlung*.

nomique et sur les rapports entre l'orientation professionnelle et l'état du marché du travail. Le docteur Robert Kauer, cheville ouvrière de la commission, a préparé un plan général pour l'organisation de l'orientation professionnelle en Autriche :

Les Offices d'orientation professionnelle seraient soumis au contrôle des Offices professionnels qui seraient institués dans les capitales des différents Etats. Le rôle de ces Offices serait d'améliorer le fonctionnement de l'orientation, notamment en formulant des règlements types applicables aux Offices locaux et en contrôlant ces Offices ; de développer la formation du personnel nécessaire ; de fournir les fonds indispensables ; d'instituer un enseignement professionnel pour l'agriculture, le commerce, l'artisanat et l'industrie ; d'instituer un contact entre les Offices d'orientation et les centres de protection de l'enfance ou les institutions analogues ; d'équilibrer les demandes et offres d'emplois d'apprentis entre les différentes villes et Etats. Ils recueilleraient des renseignements et statistiques pour les Offices locaux, élaboreraient des études, et publieraient des articles de presse sur le choix d'un métier et les aptitudes nécessaires aux différentes professions, et encourageraient les recherches psychologiques. Ils recevraient enfin des rapports des Offices locaux d'orientation, et adresseraient au ministre de l'Administration sociale des comptes rendus de leur activité.

Le plan du docteur Kauer prévoit la création d'un Office central au Ministère, pour donner à l'orientation tout son développement économique. Ses attributions seraient celles des Offices provinciaux. Son rôle principal consisterait à recueillir des statistiques pour facili-

ter l'analyse des professions et l'étude de leurs débouchés. Il mettrait cette documentation à la disposition des différents Etats, préparerait des monographies professionnelles complètes, préparerait des textes de lois sur les principes généraux de l'orientation professionnelle. Il entreprendrait aussi la propagande indispensable et assurerait la formation des conseillers de vocation ¹.

Le Ministère fédéral de l'Administration sociale a envisagé aussi la création d'un institut de psychologie appliquée, mais la pénurie d'argent qui est, en Autriche, le seul frein aux initiatives de cette nature, ne lui a pas permis de réaliser ce projet. Il s'est seulement assuré le concours du Dr Erwin Lazar, de la Clinique des enfants de Vienne.

Une série de monographies professionnelles ² ont été éditées grâce à la collaboration du Ministère de l'Administration sociale, de la municipalité de Vienne, de la Commission viennoise des cours complémentaires, des associations d'artisans, de la Commission et du personnel des écoles professionnelles complémentaires et des associations de parents ³.

La France a successivement institué une commission mixte (Travail et Enseignement technique) en 1921 ⁴, une inspection générale des Offices d'orientation professionnelle ⁵, une direction de l'orientation professionnelle au Sous-Secrétariat d'Etat de l'enseignement technique ⁶, et un Institut national d'orientation professionnelle, cen-

1. R. I. T., décembre 1922. *L'orientation professionnelle en Autriche*, p. 1058-1060.

2. *Der Berufberater* (12 professions), Vienne, 1921.

3. R. I. T., *loc. cit.*, p. 1053.

4. Cette commission a été réorganisée par l'arrêté du 10 février 1925.

5. Confiée à M. Julien Fontègne.

6. Confiée également à M. Fontègne.

tre de recherches et de documentation, qui doit en même temps assurer la formation technique des conseillers de vocation.

La Belgique a placé l'Office intercommunal de l'agglomération bruxelloise sous l'autorité d'un conseil d'administration composé de deux délégués par commune et de deux délégués des pouvoirs intervenant : l'Etat et la province. Ce conseil nomme le personnel et surveille l'institution dans tous les détails de ses divers services. Le fonds commun est alimenté par les cotisations des communes, et le cas échéant, par les subsides de l'Etat, de la province et des particuliers.

L'Office opère sous la responsabilité d'un directeur et comprend trois divisions : un service médical, un service de psychologie et un service pour la recherche des aptitudes techniques.

Le personnel de cet Office est chargé :

- a) De constituer un fonds de documentation sur la question de l'orientation professionnelle (bibliothèque, musée d'appareils, etc.) ;
- b) De prendre toutes les mesures de propagande utiles à la diffusion rapide de la méthode à employer ;
- c) De composer les tableaux indiquant les aptitudes indispensables pour exercer avec succès les diverses professions ;
- d) De préparer le personnel des Offices communaux au point de vue de la technique de l'orientation professionnelle ;
- e) D'indiquer aux Offices communaux le matériel qui permet de discerner les aptitudes ;
- f) D'examiner tous les cas spéciaux ou nouveaux qui lui sont signalés par les Offices communaux ;

g) D'inspecter, à la demande des communes intéressées, les Offices locaux et de faire un rapport sur la situation de ceux-ci.

En outre, un comité chargé de dresser les statistiques nouvelles nécessaires à la pratique d'une bonne orientation et d'étudier les conditions dans lesquelles les diverses professions devraient être exercées est adjoint aux services ordinaires de l'Office intercommunal. Ce comité se compose des délégués des associations patronales et ouvrières et du directeur de l'Office. Il est autorisé à s'assurer la collaboration des spécialistes dont le concours lui paraît utile ¹.

Aux termes d'une convention intervenue entre la Bourse officielle du travail et l'Office intercommunal, un service spécial ayant pour mission le placement des apprentis et apprenties de l'arrondissement de Bruxelles a été créé au sein de la Bourse du travail.

Ce service est placé sous le contrôle d'une commission de surveillance composée de cinq membres patrons désignés par la Chambre de commerce, de quatre membres ouvriers désignés par l'Union des syndicats socialistes et neutres, d'un membre désigné par la Fédération des syndicats chrétiens, et de trois membres délégués par la Bourse officielle du travail, de trois délégués de l'Office d'orientation professionnelle et d'un représentant du Ministère du travail ².

Le Ministère de l'instruction publique portugais a élevé en janvier 1928 le bureau d'orientation de Lisbonne au rang d'Office national, et l'a chargé d'organiser l'orientation sur tout le territoire ³.

1. A. G. Christiaens, *L'orientation professionnelle dans l'agglomération bruxelloise*, R. I. T., septembre 1923, p. 378-379.

2. *Ibid.*, p. 379.

3. Bull. I. N. O. P., février 1930, p. 43.

C. — Offices publics de placement.

La Conférence internationale de Washington a recommandé en 1919 l'organisation d'Offices publics de placement gratuit¹. Dans de nombreux pays, cette institution a atteint un degré remarquable de développement. De longue date, la Belgique, l'Allemagne, le Luxembourg, la Suisse, l'Autriche, la Tchécoslovaquie possédaient une organisation complète. Plus récemment, mais avant la Conférence de Washington, la Grande-Bretagne, la France (lois de 1904 et 1911), l'Italie (1918-1919), le Canada (1918), la Suède, la Norvège, la Pologne, avaient créé de tels Offices. A la suite de la conférence, une nouvelle impulsion leur a été donnée, grâce à un appui gouvernemental plus net. Enfin, le Danemark, la Hollande, la Roumanie, la Serbie, l'Espagne, etc., se sont, à leur tour, préoccupés d'organiser un service public de placement².

Le problème de l'orientation professionnelle est apparu comme un prolongement de celui du placement et il a paru bon de le confier aux mêmes autorités.

Le plus grand nombre des Offices français d'orientation est rattaché aux Offices publics de placement. Mais cette solution, qui paraît aujourd'hui la meilleure, n'a prévalu qu'après de longues controverses. Une circulaire du Sous-Secrétariat d'Etat à l'enseignement technique, du 14 mai 1921, demandait aux villes importantes de créer des services d'orientation sans se prononcer sur

1. Projet de convention concernant le chômage, art. 2 : « Chaque membre ratifiant la présente convention devra établir un système de bureaux publics de placement gratuit placé sous le contrôle d'une autorité centrale. Des comités qui devront comprendre des représentants des patrons et des ouvriers seront nommés et consultés pour tout ce qui concerne le fonctionnement de ces bureaux... »

2. M. E. Gauthier, *L'orientation professionnelle*, R. I. T., mai 1922, p. 770.

l'autorité dont relèveraient ces services. Voici quelles étaient en effet les conseils donnés par cette circulaire :

1. Faire appel à la plus large collaboration ;
2. Créer des commissions locales d'orientation professionnelle donnant des conseils à l'Office, et y faire entrer les représentants du corps enseignant, des services médicaux, des associations professionnelles, des organismes de placement ;
3. Confier au Comité départemental de l'enseignement technique le soin de désigner l'organisme qui s'occupera d'orientation professionnelle ;
4. Agir avec souplesse en utilisant les services existant déjà.

C'était donc au Comité d'enseignement technique que revenait le principal rôle dans l'organisation de l'orientation professionnelle.

M. Touzaa s'est élevé assez vivement contre cette conception : « Si les municipalités créent des Offices municipaux d'orientation pour répondre au désir du Sous-Secrétaire d'Etat de l'enseignement technique dans sa circulaire du 14 mai dernier, la direction de l'orientation professionnelle échappera aux Offices départementaux. Or, si le rôle qui consiste à surveiller l'application de la loi Astier et l'organisation des cours professionnels leur permet de côtoyer souvent le domaine de l'orientation professionnelle, les comités d'enseignement technique ne sauraient le revendiquer au même titre que les Offices publics de placement ¹. »

Il fait d'ailleurs remarquer que les comités d'enseignement technique ont souvent travaillé avec les Offices de placement, et que fréquemment ce sont les mêmes

1. Touzaa, rapport cité, p. 51.

personnes qui président à leurs destinées. Souvent ce sont les comités qui ont pris l'initiative de l'orientation professionnelle, mais avec la pensée de jouer un rôle transitoire, et de laisser les Offices départementaux assurer, par la suite, l'œuvre commencée sous leurs auspices ¹.

M. Touz'aa ne fait pas davantage confiance aux Chambres de métiers : « Ce n'est pas que nous ayons des préventions contre ces organismes avec lesquels, avons-nous dit, partout où il en existe, nos Offices départementaux sont généralement dans les meilleurs termes, mais nous estimons qu'étant donnée leur composition actuelle, fût-elle modifiée dans le sens admis par le récent Congrès de l'apprentissage de Lyon, le placement des débutants ne saurait être assuré par eux avec l'impartialité désirable.

» Si la thèse du rattachement du cabinet d'orientation professionnelle aux Chambres de métiers venait à prévaloir, on risquerait de faire que ces cabinets devinssent l'instrument d'une politique économique, les intérêts particuliers des membres d'une Chambre de métiers pouvant se trouver en opposition avec les intérêts généraux de la collectivité.

» Nous n'aurions pas davantage confiance dans l'adoption d'un système dans lequel les cabinets d'orientation professionnelle, créés par les Chambres de métiers, collaboreraient avec les Offices de placement. La dualité d'action entre ces deux organismes rivaux n'en subsisterait pas moins et ses conséquences seraient désastreuses. Convient-il d'ailleurs de superposer aux Offices de placement d'autres organismes en un moment où le besoin d'économies se fait particulièrement sentir ² ? »

1. *Ibid.* C'est dans cet esprit qu'en Seine-et-Marne, par exemple, le comité d'enseignement technique a accepté que l'orientation professionnelle fût confiée ultérieurement à l'Office départemental.

2. *Ibid.*, p. 52.

Ainsi, c'est l'Office de placement qui semble le plus indiqué pour se charger de l'orientation professionnelle. Cette thèse a été sanctionnée par un vœu du Congrès de Toulouse en 1924¹ et c'est la solution la plus fréquemment adoptée.

Le cabinet d'orientation anglais est placé sous la direction d'un fonctionnaire spécial, et rattaché à un bureau de placement de la main-d'œuvre juvénile, qui est installé dans un local fourni par les autorités scolaires. Mais ce cabinet est sous la direction immédiate d'une commission dépendant des autorités locales ou d'un conseil consultatif institué par le Ministère du travail. Ces deux séries de comités fonctionnent dans des conditions analogues³. En plus d'un certain nombre de membres de

1. Précédemment le congrès de Barcelone (1921) et le congrès de l'apprentissage de Lyon avaient voté des résolutions dans le même sens : « L'orientation professionnelle, en plus de son aspect scientifique, physiologique et physique, se présente sous un aspect économique et social; en conséquence elle doit être rattachée aux institutions de placement et de secours contre le chômage ». « Là où ils sont organisés conformément aux résolutions de la conférence de Washington (1919). » (Addition du congrès de Toulouse.)

2. L'office de Nantes a très heureusement défini le rôle d'un cabinet d'orientation ainsi compris :

1° Constituer un organe de liaison entre parents et enfants, qui ignorent où et à qui s'adresser pour l'apprentissage d'un métier, et entre les industriels, patrons et commerçants en quête d'apprentis.

2° Centraliser tous les renseignements scolaires et médicaux sur les enfants; professionnels sur les conditions d'exercice des divers métiers; et économiques.

3° Faire connaître les métiers en exercice dans la région, surtout les métiers désertés ou peu connus appelés à un certain avenir, par des tracts, monographies, causeries, visites d'ateliers, cinéma.

4° Remédier au déséquilibre général entre les besoins économiques et les désirs des enfants.

5° Conseiller parents et enfants, persuader ceux-ci de se diriger vers les métiers le mieux en rapport avec leur état de santé, leur constitution physique, leurs connaissances scolaires, leurs aptitudes et leurs goûts, tout compte tenu des besoins économiques et de la situation de famille.

6° Enfin s'il y a lieu, placer en apprentissage et suivre l'apprenti.

3. La constitution des commissions d'orientation professionnelle a été fixée dans ses grandes lignes par une circulaire du Ministre de l'Instruction publique aux autorités scolaires locales. Board of Education, *Choice of Employment and Administration of Unemployed Benefit to Juveniles*. Nouveau texte en date du 13 février 1924.

la commission d'enseignement, dont la présence est obligatoire, chaque commission d'orientation professionnelle doit comprendre, en règle générale, des représentants des employeurs et des travailleurs¹, des représentants des institutions sociales privées et du corps enseignant, et, enfin, au moins deux femmes. La commission se réunit périodiquement, et d'ordinaire au moins une fois par mois. Elle a pour principales attributions :

a) De faire en sorte que les jeunes gens et les jeunes filles au-dessous de dix-huit ans reçoivent, soit directement, soit par l'intermédiaire de leurs parents, des renseignements et des conseils pour le choix de leur profession ;

b) D'étudier, au point de vue local et national, l'état et les conditions du marché du travail, dans la mesure où ces facteurs peuvent influer sur l'avenir professionnel des jeunes gens et des jeunes filles².

Les Offices de placement allemands doivent obligatoirement posséder des cabinets d'orientation³.

De son côté, l'Amérique reconnaît que les Offices de placement présentent des avantages indéniables comme centres d'orientation professionnelle. « Ils sont les points de rencontre les mieux indiqués pour nouer des liens de collaboration efficace entre l'école, qui tend à préparer les jeunes gens à la lutte pour la vie, et les entreprises industrielles qui cherchent à recruter un personnel pleinement qualifié. Par les relations qu'ils entretiennent régulièrement avec l'industrie, par l'élaboration de

1. Un tiers des sièges leur est normalement réservé.

2. Ch. E. Clift, article cité, p. 603-604.

3. Cf. *supra*, p. 56. Il en est de même en Autriche, où l'orientation est solidaire du placement au point que tous les bureaux de placement publics, qui sont fort nombreux, font en même temps office de cabinet d'orientation.

monographies professionnelles, ces Offices sont à même de fournir aux instituteurs tous les renseignements que ceux-ci sauront mettre à la portée des jeunes gens à la veille de leur entrée dans la vie industrielle. D'autre part, leurs rapports avec les écoles leur permettent de prendre contact, en connaissance de cause, avec les jeunes gens qui demandent à être conseillés dans le choix d'un métier ¹. »

D. — Offices municipaux.

A côté des offices de placement un certain nombre de municipalités ont ouvert des cabinets d'orientation officiels. D'autres se sont contentées de subventionner les offices existants, et de se faire représenter dans les commissions d'orientation.

Les principales villes autrichiennes ont des offices municipaux. Linz, par exemple, a une organisation très complète rattachée à l'office du travail, à la commission industrielle régionale, aux corporations professionnelles et aux comités de protection de l'enfance : les administrations centrales fournissent du personnel à l'office municipal de protection de l'enfance. Les écoles donnent les renseignements nécessaires obtenus par l'observation des élèves et les médecins scolaires formulent leur avis sur les aptitudes physiques des enfants ².

1. R. J. T., janvier 1926. *L'orientation professionnelle aux Etats-Unis* p. 58.

2. L'office municipal de protection de l'enfance de Steyer a institué un service d'orientation analogue.

Dans le reste de la Haute-Autriche, l'orientation est organisée par l'office provincial de protection de l'enfance en collaboration avec la Commission scolaire de l'Etat. Dans toutes les écoles primaires supérieures, et dans les mieux organisées des écoles primaires élémentaires, un certain nombre d'instituteurs se chargent de l'orientation professionnelle. Ils se tiennent en rapport avec les bureaux de placement, les groupements professionnels et « toutes les organisations qui ont intérêt à former une nouvelle génération

Cependant, ce régime paraît n'être que provisoire et on tend en Autriche à uniformiser l'orientation au profit des offices de placement : Une décision de la municipalité de Gratz, du 12 mai 1920, a rattaché officiellement l'office communal d'orientation au service de placement de Styrie.

La ville de Luxembourg a ouvert un office communal le 27 mars 1926. Tous les garçons ayant atteint la limite de la scolarité obligatoire doivent se présenter devant cet office. Mais la liberté des parents est entièrement respectée pour le choix définitif d'une profession. Cet office est placé sous le patronage d'une commission dans laquelle, « en dehors des partis politiques, tous les groupements économiques intéressés sont représentés ¹ ».

3°. *Concours divers.*

M. M.-J. Régnier, étudiant l'organisation théorique de l'orientation professionnelle dans un centre de moyenne importance ², en énumère les personnes appelées à collaborer à l'orientation professionnelle :

a) Les personnes appelées à étudier l'enfant : directeur et directrice des écoles, membres du personnel enseignant, du corps médical de la localité ou de la région ;

b) Les représentants des métiers locaux et régionaux :

d'ouvriers habiles en vue de développer et d'améliorer les différentes industries ». *R. I. T.*, décembre 1922, *L'orientation professionnelle en Autriche*, p. 1056.

1. N. Braunshausen, *L'office d'orientation professionnelle de la ville de Luxembourg*, *Bull. I. N. O. P.*, janvier 1930, p. 14.

2. M. J. Régnier (Secrétaire de l'office d'orientation professionnelle de Bellegarde-sur-Valserine), *Comment organiser l'orientation professionnelle dans un centre de moyenne importance*. *Bull. I. N. O. F.*, juillet 1929, p. 180 à 184.

délégués patronaux et délégués ouvriers nommés par le conseil ou la chambre des métiers ;

c) Les représentants des intérêts collectifs : le maire de la commune, président de droit, les délégués de l'administration préfectorale, du conseil municipal, de la chambre de commerce ;

d) Les représentants des organismes locaux ou régionaux relevant du Ministère du travail : inspecteur départemental du travail, chef de l'office régional de placement ou son délégué, chef de l'office départemental de placement ou son délégué ;

e) Professeurs et membres de l'enseignement technique : contremaîtres, chargés de cours, etc.¹.

Pour assurer à l'orientation le concours de ces personnes, des commissions ou groupements divers ont été réunis. Parfois, elles dirigent directement l'office d'orientation. Il en est ainsi en Angleterre². C'est aussi ce qui se produit, lorsque des associations, des chambres de métier par exemple, ouvrent un office d'orientation. Plus souvent ces comités ont un rôle simplement consultatif. L'Allemagne a prévu de tels comités auprès de ses offices publics de placement et des offices de placement des Etats, et elle en a réglé minutieusement la composition et les attributions³.

En France, le décret du 26 septembre 1922 prévoit la collaboration de la Commission permanente du comité départemental de l'enseignement technique, à défaut d'une Commission locale professionnelle. La création de telles commissions a été recommandée par le Sous-Secré-

1. *Ibid.*, p. 184.

2. Cf. *supra*, p. 76-77.

3. Cf. *supra*, p. 58-59 et 60.

taire d'Etat de l'enseignement technique dans sa circulaire du 14 mai 1921 ¹. Une délibération du conseil général de la Seine du 30 décembre 1922 a créé une commission consultative, où sont représentés tous les éléments administratifs et économiques qui peuvent concourir à l'orientation professionnelle ². Des commissions aussi complètes sont l'exception. La plupart se contentent de faire appel à des techniciens, à titre consultatif, quand le besoin s'en fait sentir. Elles se réunissent périodiquement, plusieurs fois chaque année ³, organisent un contrôle de l'orientation et dressent le budget de l'office.

Par ailleurs, une série de circulaires ministérielles ⁴ ont recommandé aux services publics de collaborer dans la mesure de leurs moyens à l'effort d'orientation professionnelle.

La presse offre pour la propagande un concours si précieux que certaines commissions locales ont tenu à avoir parmi leurs membres un représentant de la presse locale.

Plus important encore est l'appui fourni par les chambres de commerce et les syndicats ou unions de syndicats, appui moral d'abord, communication de documents ou renseignements et appui financier précieux dans les pays comme la France et la Belgique, où les offices n'ont pas de ressources régulières et doivent glaner des subventions et des libéralités.

L'Amérique possède de puissantes associations d'orien-

1. Cf. *supra*, p. 74.

2. Cette délibération, avec la composition de la commission consultative est reproduite en appendice ci-dessous.

3. Par exemple tous les trois mois.

4. Ministère du Travail, juin 1920-juin 1921; Ministère de l'Instruction publique, 19 juillet 1920, 17 mai 1921; Sous-Secrétariat de l'Etat de l'Enseignement technique, 14 mai 1921, etc.

tation professionnelle. La *National vocational guidance association* travaille à coordonner les efforts souvent divergents que le problème de l'orientation professionnelle a suscités aux Etats-Unis, en collaboration avec la Junior Division du Ministère fédéral de travail.

Réunie à Washington en 1923, elle a fixé son programme :

1° Poursuite des recherches scientifiques dans le domaine de l'orientation professionnelle.

2° Etude détaillée des cas individuels ¹.

3° Examen des rapports qui peuvent exister entre la réussite dans une profession déterminée et les caractéristiques individuelles révélées par les fiches scolaires, les tests psychologiques et physiques, etc.

4° Recherche des méthodes pour recueillir, coordonner et communiquer les informations professionnelles destinées notamment aux institutions et aux élèves.

5° Publication, dans le bulletin de l'association, de rapports résumant les investigations faites en matière d'orientation professionnelle.

6° Organisation et coordination de l'étude des questions de personnel ² dans les écoles et collèges ³.

La *Personnel research federation* consacre toute son activité à l'étude du facteur humain dans les diverses occupations ⁴. Son programme prévoit l'étude des résultats obtenus par les entreprises industrielles à l'aide des tests professionnels d'aptitude, d'intelligence, etc., et

1. Qui fut déclarée l'une des tâches scientifiques les plus importantes de l'orientation.

2. *Personnel research*.

3. *Conferences on vocational guidance*. *Journal of personnel research*, mars 1923, p. 521.

4. Par opposition au facteur mécanique. Cf. R. M. Yerkes, *What is Personnel research ?* *Journal of personnel research*, juin 1922, p. 56.

l'examen des rapports qui peuvent exister entre le niveau initial des connaissances et la capacité professionnelle définitive ¹.

On peut encore citer la *Psychological corporation*, fondée « pour l'avancement de la science psychologique et l'encouragement de ses applications utiles », par M. M. Cattell, Terman, Thorndike, etc., qui ont été les promoteurs des méthodes scientifiques en orientation aux Etats-Unis ².

Enfin, les simples particuliers apportent à l'orientation professionnelle un appui financier qui est souvent précieux. Afin de stimuler leur générosité, on a décidé en France que les patrons assujettis à la taxe d'apprentissage ³ seront dispensés des trois quarts de cette taxe ⁴, s'ils prouvent que par brochures, tracts, rémunérations à un conseiller de vocation qualifié, ou subvention à un office d'orientation, ils ont dépensé la somme correspondante pour l'orientation professionnelle. Cette disposition permet d'ouvrir un office d'orientation à peu de frais, dans un grand nombre de petits centres industriels.

1. W. V. Bingham, Report of annual meeting. *Proposed research projects. Journal of personnel research*, juillet 1924, p. 103.

2. Certains des fondateurs de cette association estiment que la fortune nationale américaine pourrait être accrue de 70 millions de dollars chaque année en adaptant les hommes, les femmes et les enfants au genre de travail que chacun d'eux est le plus apte à effectuer. *R. I. T.*, août 1922, p. 306.

3. Frappe ceux qui payent 10.000 fr. de salaires annuels (2 pour mille).

4. Même 80 % pour certaines professions (couture, etc.).

CHAPITRE III

L'ECOLE ET LA PREORIENTATION

1° *Le rôle de l'école*

La deuxième conférence internationale de psychotechnique appliquée à l'orientation professionnelle et à l'organisation scientifique du travail a adopté une double conclusion au sujet de l'école :

1° L'école ne peut pratiquer l'orientation professionnelle ;

2° L'orientation professionnelle réclame la collaboration de l'école.

Trois ans plus tard, le Congrès de Toulouse développait cette double idée dans ses vœux :

« 4° Le Congrès envisageant le rôle de l'école dans l'orientation professionnelle adresse de vifs remerciements au personnel enseignant pour le concours qu'il a apporté jusqu'ici aux œuvres d'orientation professionnelle ;

» Estime que si l'école n'a pas, à elle seule, les moyens de faire l'orientation professionnelle, elle peut, au moins, apporter aux conseillers d'orientation une contribution essentielle, faire naître la mentalité professionnelle en montrant la valeur économique, morale et sociale du métier, éclairer enfants et familles sur les métiers exer-

cés dans la localité, fournir par le moyen du livret scolaire des appréciations précieuses non seulement sur les connaissances scolaires, mais, dans son ensemble sur le développement moral de l'enfant ;

» Demande instamment à cet égard que le livret scolaire soit au plus tôt institué et rendu obligatoire dans toutes les écoles ;

» Enfin, considérant que, dès maintenant, les services d'orientation professionnelle ont obtenu dans divers pays d'Europe des résultats pratiques importants, sanctionne les résolutions suivantes :

» 1° Les services d'orientation professionnelle ne peuvent donner des résultats satisfaisants que s'ils fonctionnent, dans chaque localité, avec le concours du corps enseignant, du corps médical et de conseillers d'orientation qualifiés ;

» 2° Les gouvernements sont priés de donner aux autorités scolaires, avec les moyens financiers convenables, des instructions pour que, dans toutes les écoles publiques, les enfants, garçons et filles, soient soumis, par les soins des instituteurs et institutrices, et des médecins inspecteurs des écoles, aux méthodes techniques de l'orientation professionnelle, au cours de la dernière année scolaire... »

Ainsi, l'instituteur doit préparer l'orientation professionnelle de ses élèves, faire ce qu'on appelle de la pré-orientation professionnelle.

« A cet effet, il s'efforcera, comme l'indiquent les récentes instructions de la Direction de l'enseignement technique ¹ :

1. J. Fontègne, préface à Odette Simon, thèse citée, p. VII.

» 1. De placer l'enfant, dans sa ou ses dernières années de scolarité, dans une espèce d'atmosphère professionnelle ;

» 2. De créer en lui un esprit professionnel ;

» 3. De susciter en lui un idéal professionnel. »

Créer dans les classes une ambiance professionnelle, cela consiste surtout à faire pivoter l'enseignement autour de la double idée qu'il importe de faire le choix judicieux d'une profession et de faire l'apprentissage rationnel d'un métier ¹.

M. Fontègne développe cette conception ² : « Placer l'enfant dans une ambiance professionnelle, c'est le mettre au milieu des réalités ; c'est donner à l'enseignement de la dernière année de scolarité une inspiration pratique sans laquelle, croyons-nous, tout enseignement destiné aux producteurs de demain serait sans effet.

» Pour ce faire, point n'est besoin de changer beaucoup nos méthodes actuelles. Ce n'est pas une nouveauté pour un éducateur :

» 1. De profiter d'un enseignement scientifique (leçons de choses), littéraire (géographie, français), pour commenter devant son petit auditoire avide d'action les monographies des métiers qu'ils sont susceptibles d'apprendre demain ;

» 2. D'organiser, avec l'aide des Offices d'orientation professionnelle, les visites d'ateliers, d'usines, de chantiers, de bureaux, de cours ou écoles professionnels qui élargiront leur horizon, canaliseront certains goûts mal orientés, affirmeront quelques vocations et en susciteront d'autres ;

1. L. O. P., octobre 1923, p. 18.

2. J. Fontègne, *loc. cit.*, p. VIII et IX.

» 3. De donner à l'enseignement du travail manuel l'importance qui lui est propre, et dont le but essentiel est, à l'école primaire, non pas d'initier directement à une profession déterminée, mais bien plutôt :

» a) D'éduquer l'œil et la main — que nous qualifierons volontiers de sens professionnels ;

» b) De faire connaître — à condition qu'on ne se limite pas au travail traditionnel du bois et du fer — un grand nombre de matières premières susceptibles d'être ouvrées, un jour ou l'autre, par notre futur apprenti ;

» c) De le familiariser avec ces « prolongements » de la main que constituent les outils, et de lui faire respecter et aimer la matière première, point de départ de l'utilité et de la beauté ;

» d) De lui faire acquérir enfin un certain nombre de « vertus primaires » qui ne s'acquièrent qu'au contact de l'objet que l'on crée...

» Créer chez l'enfant une mentalité professionnelle, c'est, après avoir développé sa conscience tout court, exalter en lui l'amour du travail en général, et le respect du travail manuel en particulier ; c'est lui suggérer que tout métier en vaut un autre ; ... c'est éloigner de lui — et de ses parents — cette idée qu'il est dans les métiers une hiérarchie, et que c'est se dégrader que d'appliquer son intelligence au maniement de certains outils, au travail de certaines matières premières. »

L'instituteur ne doit pas seulement placer ses élèves dans une ambiance professionnelle, il doit les observer, et l'office de Courbevoie propose de créer dans ce but des classes d'orientation professionnelle, dont l'unique souci serait le départ entre les manuels et les non-manuels. C'est pourquoi le travail manuel ne devrait

occuper, dans l'horaire de la classe d'orientation professionnelle, qu'une petite place, juste assez pour se rendre compte de l'adresse de l'enfant, de son goût pour les travaux de ce genre, des possibilités de développer chez lui des qualités qui permettent de le diriger vers l'industrie à quelque titre que ce soit.

L'enseignement général aurait le plus grand emploi du temps. Il conviendrait seulement d'y adapter un certain nombre de centres d'intérêt, grâce auxquels les grandes catégories de professions seraient passées en revue à l'occasion des différentes leçons. Des visites méthodiques d'ateliers, de bureaux, de magasins complèteraient le programme, tandis que le maître ou la maîtresse étudierait les éléments moraux qui constituent le caractère de l'enfant et serait alors en mesure de préparer la fiche scolaire d'orientation professionnelle ¹.

L'Amérique a été la première à comprendre le rôle de l'école d'une façon aussi complète. Les fonctionnaires du Conseil fédéral de l'enseignement professionnel ² estiment que « conseiller, guider, former, placer et suivre les jeunes gens au début de leur carrière industrielle » constituent un ensemble de fonctions interdépendantes de l'orientation professionnelle. On a constaté que « la création de bourses et l'introduction à l'école d'un service de conseillers a réduit sensiblement la proportion des simples placements, en permettant de diriger la jeunesse vers un enseignement spécial de nature à répondre aux goûts et aux aptitudes de chacun. C'est à cet égard que

1. *Bulletin de l'office d'orientation professionnelle de la banlieue ouest*; novembre 1925.

L'office de Courbevoie indique nettement que ces classes d'orientation professionnelle n'ont rien de commun avec les classes de préapprentissage (cf. *infra*, p. 104).

2. *Federal board for vocational education*.

les écoles et les cours institués par la loi sur l'enseignement professionnel ¹ présentent une importance si grande pour l'essor du mouvement ² ».

L'action scolaire, en matière d'orientation professionnelle ³, comprend :

1° L'établissement de statistiques et de rapports sur les aptitudes physiques, l'état psychique et le degré d'instruction des jeunes gens ;

2° Le service des conseillers de vocation ;

3° La centralisation, par des organes spéciaux, d'informations professionnelles ;

4° La diffusion de ces informations dans les écoles intéressées ;

5° La création d'une agence de placement chargée de procurer des emplois aux jeunes gens et de les suivre dans leurs débuts professionnels ⁴.

Les efforts faits en vue de répondre aux besoins individuels des jeunes gens, à l'école et à l'atelier, ont abouti à établir un rapport direct entre l'enseignement scolaire et le placement, sous la surveillance des autorités de l'instruction publique.

L'organisation de cours complémentaires, immédiatement après la guerre, a prolongé la responsabilité des autorités scolaires en ce qui concerne l'instruction des enfants entrés dans l'industrie. Le souci du placement a largement inspiré le programme d'orientation professionnelle de ces cours. Dans les écoles primaires supé-

1. *Federal vocational act.*

2. Mrs A. L. Burdick par l'intermédiaire de M. J.-C. Wright cité par *R. I. T.*, janvier 1926, p. 60.

3. Action qui constitue un élément du programme officiel de l'enseignement donné dans les écoles publiques de certains centres représentatifs des Etats-Unis.

4. Mrs Burdick *apud R. I. T.*, *loc. cit.*, p. 60.

rieures, cette préoccupation s'est traduite par la diversité d'enseignement offerte par les cours portant sur la recherche d'un métier et le perfectionnement de la formation professionnelle. Dans les cours secondaires supérieurs ¹, « l'orientation a eu pour résultat de définir plus nettement le caractère des cours professionnels ² ».

La collaboration de l'école à l'œuvre d'orientation professionnelle est donc très active aux Etats-Unis. On a même dit que l'orientation, dans ce pays, est surtout l'œuvre de l'instituteur. L'école ne se limite pas à étudier le caractère et les aptitudes de l'élève. Elle lui donne aussi certaines notions sur la vie pratique et professionnelle : « enseignement oral, lecture et enseignement visuel par des visites d'établissements industriels et d'expositions, tableaux, projections et films, rien n'est négligé par l'instituteur ³ ».

Ce rôle prépondérant de l'école ne se retrouve qu'en Angleterre ⁴. Cependant, les Etats allemands ont prévu la collaboration du personnel enseignant. Une circulaire de l'Office d'Etat du travail ⁵ de Münster a demandé à l'Union des instituteurs et institutrices de Westphalie d'établir, à l'usage des instituteurs, un plan de direction en matière d'orientation professionnelle. Une ordonnance de Thuringe ⁶ va plus loin et rend la collaboration de l'école obligatoire. Cette ordonnance prévoit :

1° La préorientation ⁷.

1 *Senior high schools* et écoles techniques

2 Mrs Burdick, *loc. cit.*, p. 61.

3 *R. I. T.*, janvier 1926, p. 64

4 Cf. *supra*, p. 63 et *passim*.

5 *Landesberufsamtl.*

6, 1^{er} février 1923. *L. O. P.*, décembre 1923, p. 13.

7. « Préparation au choix d'une carrière, par une éducation rationnelle des sens, un enseignement sérieux des travaux manuels, le développement du sens de la collectivité ou sens social, l'organisation d'entretiens relatifs aux métiers, une bonne éducation physique ».

2° L'aide directe apportée aux offices d'orientation professionnelle, en leur faisant connaître les aptitudes physiques, les dispositions intellectuelles des enfants, la situation économique des parents.

3° L'observation des jeunes apprentis en ce qui concerne leur formation professionnelle.

La plupart des textes analogues, qui, d'ailleurs, n'ont pas encore trouvé une application régulière, demandent à l'école de se cantonner, en matière d'orientation, dans une sorte d'activité préparatoire.

Ils souhaitent « un enseignement tendant à développer le goût pour les professions, à faire apprécier le travail pour lui-même, et comme générateur de progrès de l'économie nationale et humaine. Il ne s'agit pas là d'un enseignement spécial, mais de préceptes à mettre en valeur toutes les fois que l'occasion s'en présente dans le cours des leçons ordinaires¹. »

Dans le même sens, un vœu du Conseil supérieur de l'Enseignement technique en France a demandé en 1924 :

« Que l'Administration de l'instruction publique, d'accord avec les autres ministères intéressés, et notamment avec le Ministère de l'agriculture, étudie les moyens propres à orienter, dès l'école primaire, et plus particulièrement dans les cours supérieurs, cours complémentaires, cours d'adultes, la jeunesse vers les professions les plus habituellement pratiquées dans chaque région ; que, par une certaine élasticité des programmes, par le choix des devoirs, des épreuves d'examen, par des

1. *R. I. T.*, avril 1925, p. 564. Tous ces textes demandent en outre aux écoles d'établir des fiches scolaires et de fournir des renseignements sur les enfants.

directions pratiques, les enfants et les jeunes gens soient plus spécialement orientés vers une profession et que, dans la mesure où cela paraîtra possible, mention en soit faite dans les divers certificats qui sont délivrés^{1...} »

En même temps, pour assurer la collaboration de l'école aux travaux d'orientation professionnelle individuelle, le Sous-Secrétaire d'Etat de l'enseignement technique, « après avoir pris l'avis de la commission d'orientation professionnelle, a suggéré l'emploi de la fiche scolaire d'orientation professionnelle, sur laquelle l'instituteur note les observations qu'il a été amené à faire sur le travail et la conduite de l'enfant, les résultats qu'il a obtenus dans certaines matières, les aptitudes ou inaptitudes bien marquées qu'il a pu constater, les remarques faites en gymnastique ou en travail manuel² ».

En outre, il a demandé au ministre de l'instruction publique de mettre au point « un livret scolaire d'orientation professionnelle où l'instituteur consignerait les observations de toutes sortes qu'il a faites sur l'activité physique de l'enfant, son développement intellectuel et son comportement moral. Une commission spéciale a été chargée d'établir ce livret³ et tout permet d'espérer qu'il sera bientôt mis à l'essai, tout au moins partiellement⁴ ».

Le livret scolaire d'orientation professionnelle est une institution qui a pris un brillant développement en Autriche. Une ordonnance ministérielle du 15 mai 1922

1. *L. O. P.*, mars 1924, p. 28.

2. *R. I. T.*, mars 1926. *Le préapprentissage et l'orientation professionnelle en France*, p. 390-391.

3. Un décret paru au *Journal officiel* du 23 janvier 1923 institue auprès du ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts une commission de douze membres chargée d'établir un projet de livret scolaire d'orientation professionnelle pour l'enseignement primaire.

4. *R. I. T.*, *loc. cit.*, p. 391. En 1930-31 une vaste expérience est tentée pour introduire ce livret dans les écoles du département du Rhône.

prévoit que l'école « doit établir pour chaque élève une sorte de livret scolaire qui ne se contentera pas de donner son rang pour telle ou telle discipline, mais visera à fournir un aperçu sur son développement physique et mental ¹ ».

Ce livret est dû à la collaboration des diverses catégories du personnel enseignant ². Il suit l'enfant à travers les huit années de scolarité obligatoire et l'accompagne lorsqu'il change d'école. Il porte aussi les appréciations et les signatures des maîtres des huit classes et des directeurs.

Le Ministère de l'instruction publique a envoyé, à ce sujet, des instructions intéressantes aux instituteurs, leur signalant la différence entre l'observation et l'expérimentation, les nombreuses possibilités d'observation qu'offre l'enseignement, et la manière la plus logique de remplir telle ou telle rubrique, une importance toute spéciale devant être accordée à ce qui, chez l'enfant, contribue le plus au rendement : aptitudes, application, goût ou circonstances familiales ³.

Le livret autrichien a l'importance d'un véritable dossier sur chaque enfant. Celui de Vienne ne comporte pas moins de soixante-treize questions, sans compter les

1. J. Fontègne, *Une visite aux offices d'orientation professionnelle de Vienne et de Munich*, Bull. I. N. O. P., janvier 1929, p. 29.

Cette ordonnance dispose en outre que l'école :

a) doit apporter son aide aux parents qui viennent la consulter au sujet des études que peuvent continuer leurs enfants;

b) doit être une auxiliaire précieuse pour l'orientation de la jeunesse vers les métiers industriels, commerciaux et agricoles.

2. L'Autriche possède des écoles primaires élémentaires (*Volkschule*) qui reçoivent les enfants de six à onze ans, des écoles primaires supérieures (*Bürgerschule*) qui les reçoivent de onze à quatorze ans et des écoles secondaires (*Mittelschule*) qui les reçoivent à partir de quatorze ans. La fréquentation des deux premiers degrés scolaires est obligatoire.

3. Le livret introduit provisoirement en 1922-23 et 1923-24 semble avoir obtenu droit de cité. La réforme scolaire de 1926 l'a rendu plus important.

subdivisions ¹. A chacune d'elles, il est répondu huit fois.

Aussi est-ce un modèle peu suivi. La notice scolaire munichoise, par exemple, se contente de six rubriques, conçues en termes assez généraux ².

On estime d'ordinaire que l'instituteur doit renseigner :

a) Sur la valeur des connaissances de l'enfant, tant en quantité qu'en qualité ;

b) Sur les aptitudes ou inaptitudes spéciales qu'au cours de la scolarité il a pu, soit dans les jeux, soit par des méthodes de psychologie expérimentale auxquelles il s'intéresse particulièrement, constater chez l'enfant ³.

En outre, la fiche scolaire comporte, là où l'inspection médicale est organisée, des renseignements plus ou moins développés sur la valeur physique de l'enfant. M. Fontègne pense qu'on peut demander au médecin inspecteur :

1° De consigner, sur le livret médical de l'enfant, les phases du développement de ce dernier, les anomalies et « anormalités » qu'il a pu constater, les arrêts qui ont pu se manifester, etc. ;

1. Voici le cadre général de ce livret :

1° Renseignements personnels : 15 questions

2° Connaissances : notes semestrielles.

3° Le rendement de l'enfant est dû à ... : 7 questions
(Tailles, périmètres thoraciques et poids semestriels, etc.)

4° Anamnèse du médecin : 13 questions.

5°, 6°, 7° Structure intellectuelle : 26 questions.

8° Orientation scolaire et professionnelle.

9° *Observations* et signatures.

2. Voici ces questions :

1° Formation du raisonnement.

2° Cœur et volenté.

3° Développement moral.

4° Dispositions physiques.

5° Milieu de l'enfant.

6° Direction spéciale des intérêts.

7° Notes dans les diverses matières d'enseignement.

Afin d'éclairer l'instituteur sur le sens de ces questions abstraites, on lui remet un commentaire détaillé. J. Fontègne, *loc. cit.*, mars 1929, p. 74.

3. J. Fontègne, préface à O. Simon, thèse citée, p. IX

2° De procéder, en fin de scolarité, à une visite spéciale d'orientation professionnelle qui portera plus spécialement sur le squelette et la musculature de l'enfant, sur son acuité visuelle et auditive, sur la conformation des pieds et des jambes, sur l'état des organes digestifs et respiratoires, etc.¹.

La ville de Montpellier a pris l'initiative de créer une inspection psychologique des écoliers qui comprend l'examen des enfants à l'entrée de l'école (dépistage des anormaux et des bien doués) et à la sortie, pour faciliter, avec le concours du maître et du médecin scolaire, l'orientation professionnelle. En outre, on procède, au cours de la scolarité, à un examen spécial des enfants dont la conduite ou les études laissent à désirer ².

On peut enfin signaler l'action des maîtres d'école au sein des commissions locales d'orientation professionnelle et l'activité de leurs associations ³ qui ont contribué à développer l'orientation professionnelle au moyen d'écrits et de conférences ⁴.

2° *Le préapprentissage.*

Le préapprentissage doit être considéré comme une période d'initiation et d'éducation professionnelle non spécialisée, durant laquelle le futur apprenti acquiert des notions théoriques et pratiques sur les différents métiers

1. *Ibid.*, p. X. Lorsque cette fiche médicale scolaire existe, l'examen médical du cabinet d'orientation est très simplifié.

2. *Bull. I. N. O. P.*, mai 1929, p. 117.

3. On peut citer en France : la Société française de pédagogie, la Société des directeurs, la Section pédagogique de l'Association française pour le développement des sciences, la Société Alfred Binet, le Syndicat national des instituteurs, etc.

4. *R. I. T.*, mars 1926, p. 391

et occupations. Cet enseignement lui permettra d'aborder plus utilement le travail à l'atelier, et de se faire une idée de la profession qui serait le mieux en rapport avec ses goûts et ses aptitudes. Par ce dernier côté, le pré-apprentissage apparaît comme un moyen propice pour déterminer la vocation de l'enfant et le guider dans le choix de sa carrière.

Un premier effort dans ce sens avait été fait en France, lors de la promulgation de la loi organique de l'enseignement primaire du 28 mars 1882. L'article premier de cette loi dispose que les travaux manuels et l'usage des outils des principaux métiers seront enseignés dans les écoles. Les élèves apprennent, en même temps, les éléments des sciences naturelles, physiques et mathématiques, avec leur application à l'agriculture, à l'hygiène et aux arts industriels. Enfin, un enseignement pratique du dessin et du modelage vient compléter cette initiation professionnelle à l'école primaire¹.

Pour obéir au vœu du législateur, on avait prévu la création d'un atelier du bois et d'un atelier du fer dans les écoles. En fait, cette disposition resta lettre morte. Quelques ateliers à peine furent ouverts. Au contraire, dans de nombreux pays, Amérique, Angleterre, Autriche, etc., le travail à demi-temps a toujours été d'usage courant.



Cependant, l'idée devait être reprise en France, grâce à l'initiative privée, sous la forme d'écoles spéciales de

¹ *R. I. T.*, mars 1926, p. 376.

préapprentissage ¹. Les méthodes ont été quelque peu modifiées et le travail du fer blanc, considéré comme plus instructif, a été préféré le plus souvent à celui du bois et du fer, plus difficile et plus coûteux à pratiquer : « L'expérience, dit M. Kula ², m'avait donné une foi absolue dans une certaine méthode d'éducation manuelle, d'une très grande simplicité, appropriée à l'âge des enfants, applicable à tous les enfants, méthode qui inculque à l'enfant l'ensemble des qualités qui font le bon ouvrier de n'importe quel métier : le goût du travail manuel, l'habileté manuelle, l'habitude de l'ajustage, et l'habitude des tracés et des développements géométriques.

» Cette méthode tient tout entière dans le travail de la matière en feuille, papier et carton d'abord, fer blanc ensuite.

» Le goût du travail manuel, vous le donnez sûrement à l'enfant par la fabrication, en fer blanc, d'objets variés dont il pourra faire usage.

» L'habileté manuelle, vous la donnez sûrement à l'enfant, en raison de la multitude des objets qu'il est amené à fabriquer.

» L'habitude de l'ajustage, vous la donnez sûrement à l'enfant, du fait que tout est ajustage en ferblanterie, et qu'on ne peut pas souder deux pièces avant qu'elles aient été parfaitement ajustées. »

La plus importante initiative en cette matière a été prise par la Chambre de commerce de Paris qui a ouvert une série d'ateliers-écoles correspondant aux principales professions manuelles.

1. Cf. *supra*, p. 12.

2. Kula, *Le rôle de l'enseignement technique en face du problème de l'orientation professionnelle. La formation professionnelle*, 5 mai 1927, p. 369.

Ces ateliers-écoles visent principalement :

« 1° A une détermination expérimentale des aptitudes et plus particulièrement des aptitudes professionnelles ;

» 2° A une orientation professionnelle judicieusement basée à la fois sur une meilleure connaissance de soi-même et des activités professionnelles qui s'offrent à l'individu ;

» A un commencement de préparation d'apprentissage qui permet de redresser certaines erreurs toujours possibles...

» L'orientation professionnelle, telle qu'elle est pratiquée à la Chambre de commerce, est scientifique et expérimentale.

» Scientifique, car elle repose sur l'examen médical et psychologique de l'enfant. Expérimentale, parce que, après ce double examen, les apprentis sont soumis, dans les ateliers-écoles, à une observation qui dure, suivant les métiers, de trois à six mois ¹. »

L'enseignement de l'atelier-école vise surtout à débrouiller les enfants en les faisant travailler manuellement, et à leur faire connaître les rudiments de professions variées et convenablement choisies, afin de leur permettre de s'orienter vers la plus conforme à leurs goûts et à leurs aptitudes ².

L'enfant ayant préalablement indiqué le métier qu'il désire apprendre, et ayant été reconnu apte, entre dans l'atelier-école de son choix. Il doit faire un stage dans

1. Lomont, directeur des ateliers-écoles de la Chambre de commerce de Paris, *Une méthode pratique d'orientation professionnelle*. Bull. I. N. O. P., mars 1929, p. 94-95.

2. *Le préapprentissage*, interview de M. Paul Roger, président de la Chambre de commerce de Paris. *Echo des textiles*, n°442 novembre 1923, p. 1066.

Le service est organisé pour donner aux familles tous les renseignements qu'elles peuvent souhaiter, soit que les enfants aient l'intention de poursuivre leurs études, soit qu'ils aient le désir d'apprendre un métier.

plusieurs ateliers : menuiserie, ferblanterie, forge, ajustage.

Au cours de chaque stage, il est observé par le médecin, par le contremaître professeur, et par le directeur, et ce n'est qu'au bout de six mois ¹ qu'a lieu le choix définitif du métier qu'il désire apprendre.

« Souvent, ce choix est conforme à celui qui avait été retenu après l'examen scientifique ; parfois il est tout différent.

» Au contact des métiers, les aptitudes des enfants se révèlent. Elles ne sont pas toujours conformes au goût primitivement marqué. L'expérience ainsi prolongée offre cet avantage que, généralement, c'est l'enfant lui-même qui s'oriente vers le métier où il a le mieux réussi et qui, de ce fait, lui plaît le mieux.

» Lorsqu'un enfant s'est montré inférieur dans les divers ateliers où il est passé, il peut, à moins d'une volonté nettement affirmée, passer dans une autre école. Tel qui aurait voulu être mécanicien est dirigé vers l'école des vendeurs, tel autre vers la papeterie, la reliure ou la maroquinerie, suivant les aptitudes constatées au cours des stages.

» Le temps passé à cette *recherche des aptitudes* n'est pas perdu : les enfants acquièrent, au cours des stages, une habileté manuelle dont ils bénéficient, quel que soit leur choix ultérieur ; ils reçoivent, d'autre part, un enseignement général qui fortifie ce qu'ils avaient appris à l'école primaire ; enfin, ils font choix eux-mêmes du métier dans lequel ils ont le plus de chances de rester et de réussir. Et cette *autoorientation* n'est pas le moindre avantage des ateliers-écoles ¹. »

1. Chaque stage ayant une durée de six semaines.

2. Lomont, *loc. cit.*, p. 96.

Les élèves, groupés en équipes de vingt à trente, sont occupés généralement huit heures par jour, sous la direction d'un contremaître. Sur ces huit heures, deux environ sont consacrées à l'instruction générale « orientée vers des buts pratiques et appliqués aux besoins de la profession ¹ ».

Comme l'instruction générale, les exercices pratiques ont été organisés pour une fin exclusivement éducative, toute préoccupation de rendement commercial ayant été bannie.

Pour réaliser un contact vivant avec le monde industriel et commercial, la direction des écoles entretient des relations directes avec de nombreuses Chambres syndicales du groupe des professions dont s'occupe l'enseignement. Ces Chambres lui ont accordé tout leur appui, « heureuses de concentrer leurs efforts en vue de résoudre un problème qui n'était pas sans les préoccuper ² ».

De leur côté, les pouvoirs publics ne se sont pas désintéressés de cette œuvre et la Chambre de commerce de Paris a reçu la collaboration du Sous-Secrétariat d'Etat de l'enseignement technique et du Conseil municipal. La Ville « a donné gratuitement des locaux, elle a accordé des subventions, qui, s'ajoutant au fort appui financier donné par le Sous-Secrétariat de l'enseignement technique, ont permis à la Chambre de commerce de développer son œuvre plus rapidement qu'elle ne l'avait espéré ³ ».

1. *R. I. T.*, mar 1926. *Le préapprentissage et l'orientation professionnelle en France*, p. 378.

2. *Journée industrielle*, 10-11 mai 1925, p. 7.

3. *Ibid.*, 24-25 mai 1925, p. 6 et 21-22 juin 1925, p. 7.

La Chambre de commerce possède aujourd'hui treize ateliers-écoles dont

Pour compléter cette œuvre, la Chambre de commerce est en contact permanent avec les Offices d'orientation professionnelle institués dans les mairies de la Ville de Paris et de la région parisienne, et participe à toutes les manifestations de ces Offices.

Enfin, un service de documentation a été organisé, à l'usage des industriels, commerçants, familles et instituteurs. Ceux-ci conduisent volontiers leurs élèves dans les ateliers de préapprentissage, ces visites étant « pour les enfants un excellent enseignement au point de vue de leur orientation ¹ ».

Madrid a ouvert en 1929 une école d'orientation professionnelle, avec quatre services généraux de préapprentissage analogues à ceux des ateliers-écoles de la Chambre de commerce de Paris : ferblanterie, menuiserie, ajustage et forge. Un atelier commun de dessin sert à l'établissement des modèles avant exécution.

Des résultats intéressants ont été obtenus par les élèves : « après quelques semaines seulement d'enseignement, on trouvait déjà des pièces exécutées de façon remarquable ² ». Des fiches personnelles, avec les notes journalières des chefs d'atelier, permettent de suivre graphiquement les courbes de progrès des élèves.

certaines reçoivent deux à trois cents élèves. Cette organisation représente une lourde charge financière, car les élèves sont reçus gratuitement.

En outre, le conseil municipal de Paris a créé, en octobre 1922, en collaboration avec les syndicats patronaux du livre, une classe de préapprentissage pour les industries du livre (typographie, lithographie, reliure et papeterie).

1. *Ibid.* La direction des ateliers-écoles cherche à faire de l'orientation, avant l'entrée des élèves à l'atelier, pour rétablir l'équilibre désirable entre les professions encombrées et les professions délaissées, en raison des difficultés que comporte le recrutement des élèves pour l'école spécialisée dans les branches de la maroquinerie, du cartonnage et de la papeterie, alors que les écoles où l'on travaille le fer et le bois ont une fréquentation pléthorique. *R. I. T.*, mars 1926, p. 379-380.

2. Henri Piéron, *L'orientation professionnelle à Madrid*. *Bull. I. N. O. P.*, décembre 1929, p. 256. A cette date l'école comptait 150 élèves.

Ceux-ci doivent, la première année, passer dans les quatre ateliers, et la deuxième année, dans un seul, choisi suivant leurs aptitudes ¹. Ceux qui se montrent particulièrement doués sont dirigés sur les écoles techniques de contremaîtres ou d'ingénieurs, et les autres sont envoyés dans les ateliers pour leur apprentissage professionnel dans le métier auquel ils seront trouvés le plus aptes.

Un certain nombre de grands établissements industriels ont créé des écoles de préapprentissage suivant des conceptions assez voisines.

Au Creusot, les jeunes gens font une année de préapprentissage, au cours de laquelle ils achèvent de recevoir leur enseignement général, et sont préparés à leur entrée dans l'atelier d'apprentissage.

« Il existe actuellement deux sections de préapprentissage : une section élémentaire, où peuvent entrer les enfants qui n'ont pu être admis au concours d'admission à l'école spéciale et qui, à quatorze ans révolus, entreront dans un atelier d'apprentissage ; une section supérieure de préapprentissage, où sont admis des élèves des deux premières années d'école spéciale qui n'ont pu être admis au cours supérieur et qui sont destinés à devenir des ouvriers professionnels ². »

De même, les usines de Saint-Jacques de Montluçon, de la Compagnie des forges de Châtillon-Commentry et Neuvesmaisons, ont organisé une école de préapprentissage. On y reçoit des jeunes gens entre treize et quatorze ans, sans examen d'entrée, car on juge qu'un exa-

1. Celles-ci sont déterminées à la fois d'après la réussite d'atelier, et les constatations de l'examen médico-physiologique et psychotechnique, pratiqué sur tous les élèves.

2. J. Pluyette, *L'enseignement professionnel dans les industries métallurgiques, mécaniques, électriques et industries annexes*, p. 211-212.

men pourrait éliminer des enfants qui ne se sont pas trouvés jusqu'alors dans des conditions favorables à leur développement physique, intellectuel ou moral. La durée du préapprentissage est de un an et l'enseignement est gratuit. Il comprend :

1° L'éducation sociale, qui développe rigoureusement la discipline ;

2° L'éducation physique, qui comporte des exercices physiques, jardinage et travaux manuels, et, parmi ces derniers, surtout de menus travaux d'installation et d'entretien utiles à l'ouvrier dans son ménage ;

3° L'éducation intellectuelle : presque toutes les matières enseignées à l'école primaire sont reprises, mais dans un esprit plus utilitaire et selon des méthodes plus rapides.

L'expérience a montré que les enseignements habituellement considérés comme accessoires renforcent considérablement la valeur professionnelle de l'apprenti ¹.

La plus importante école de préapprentissage de ce type est celle de l'institut Emile Metz ².

Les apprentis sont admis à quatorze ou quinze ans. L'enseignement, donné gratuitement, s'adresse aux futurs tourneurs, serruriers, électriciens, forgerons, modeleurs et mouleurs. Il dure trois ans en principe, et quatre pour les électriciens. Un contrat d'apprentissage est conclu entre l'usine et les parents, dès l'entrée de l'apprenti à l'institut. Chaque apprenti touche un salaire. L'enseigne-

1. Des programmes détaillés ont été établis, comprenant les matières suivantes : langue française, écriture, arithmétique, géométrie, leçons de choses, hygiène, dessin, instruction civique, solfège et chant, connaissances usuelles. *Revue mensuelle des questions sociales, ouvrières et fiscales*, août-septembre 1923, p. 113.

2, Cf. *supra*, p. 21.

ment théorique est donné à l'école ¹ et les travaux pratiques sont effectués soit à l'atelier d'apprentissage, soit à l'usine même ².

« Les progrès des apprentis sont suivis de très près pendant toute la durée du cours ; ce n'est qu'après six à douze mois d'apprentissage que les élèves choisissent définitivement leur profession future. L'enseignement donné par l'institut est assez général ; mais on s'efforce, au moyen d'examens périodiques et de rapports établis régulièrement par le personnel enseignant, de déterminer exactement quelle est la spécialité professionnelle qui correspond le mieux aux aptitudes de chaque apprenti. Ce contrôle continu du travail et des aptitudes des élèves permet de tenir largement compte de certaines qualités très importantes qu'il est difficile d'apprécier avant l'apprentissage : l'adaptation au travail et l'énergie morale ³. »



Les écoles de préapprentissage ne peuvent distribuer leur enseignement qu'à un nombre très limité d'enfants ⁴. C'est pourquoi on a songé à créer des classes de préapprentissage ⁵. M. Kula, le champion du préapprentissage en France, a demandé la création dans toute école pri-

1. Cf. *supra*, p. 54.

2. Avant l'admission, on procède à un examen théorique, médical et anthropométrique, à l'aide des méthodes modernes d'investigations : instruments de précision, tests, etc.

3. *R. I. T.*, janvier 1923. *L'orientation professionnelle à l'Institut Emile-Metz*, p. 134.

4. Les plus nombreuses, celles de la Chambre de commerce de Paris, accueillent chaque année deux mille élèves se destinant à soixante-dix professions différentes.

5. Cf. *supra*, p. 16 les dispositions de la loi de 1882.

maire d'une classe de travail manuel occupant deux heures par jour les élèves de dernière année.

Cette classe, parfaitement organisée, fonctionne dans certaines écoles depuis plusieurs années. Mais, du fait qu'elle est facultative et dénommée classe de préapprentissage, le recrutement des élèves en est très difficile.

« Il faut battre le rappel dans toutes les écoles d'un quartier pour pouvoir constituer une classe, et si on examine la qualité du recrutement, on constate que cette classe de préapprentissage ne comprend presque exclusivement que des élèves que l'instruction a rebutés.

» Tous les autres élèves la fuient comme une classe inférieure.

» Il faut la remplacer par une classe dite d'initiation manuelle, obligatoire ¹. »

M. Kula demande que le certificat d'études primaires comporte une épreuve de travail manuel, éliminatoire au même titre que l'orthographe, et que l'éducation ménagère des filles, qui fonctionne parfaitement dans les écoles primaires d'Alsace et de Lorraine, soit étendue à l'ensemble du territoire ².

Une initiative très heureuse a été prise par l'Office d'orientation professionnelle de Tarbes qui a réuni, dans un local pouvant contenir une vingtaine d'élèves, l'outillage nécessaire pour l'exercice d'une dizaine de professions différentes.

On fait appel à des spécialistes bénévoles qui, le dimanche matin, donnent une leçon de travail pratique ³.

1. Allocution de M. Kula à l'assemblée générale extraordinaire de la Société pédagogique des directeurs et directrices d'écoles publiques, le jeudi 30 novembre 1922. *L. O. P.*, février 1923, p. 17.

2. La C. G. T. réunie en congrès a adopté plusieurs vœux en faveur du préapprentissage; cf. *R. I. T.*, mars 1926, p. 382.

3. Notamment pour l'imprimerie, la sculpture sur bois, l'électricité, la ferblanterie, le jardinage. etc

Des maîtres de l'enseignement ou des chefs d'entreprises font, le mercredi soir, des causeries sur un sujet technique avec projections fixes ou animées. Des visites d'usines ont lieu le jeudi ; des cours de dessin industriel et des exercices manuels sont pratiqués les autres jours de la semaine. Le tout a lieu en dehors des heures de classe.

Les élèves appartiennent aux cours supérieurs ou complémentaires et sont admis par roulement. Ils exécutent successivement tous les exercices qui sont toujours en rapport avec le programme scolaire ¹.

Dans les écoles professionnelles de l'Etat français, les élèves ne peuvent choisir l'une des sections professionnelles de l'école qu'après avoir fait un stage plus ou moins long dans les différents ateliers. Il en est de même à l'Université du travail de Charleroi, où les enfants, qui entrent à treize ou quatorze ans dans les écoles professionnelles, font une année d'études préparatoires, qui leur donne une formation scientifique sérieuse et les initie au travail professionnel du bois et du fer ².

L'Italie a pris une mesure plus énergique, en organisant le travail à demi-temps par une loi du 31 octobre 1923 entrée en application le 14 juillet 1925.

Dans la période correspondant à l'âge de douze à qua-

1. Marin, *L'orientation professionnelle et le placement des apprentis dans les Hautes-Pyrénées. Le but. Les moyens*, p. 15.

Les dépenses sont couvertes par une subvention de la ville et par la taxe d'apprentissage.

2. Ces études révélatrices des dispositions et des goûts sont complétées à Charleroi par un examen sérieux des aptitudes physiques. De plus un service anthropométrique suit le développement des enfants durant leur scolarité, et permet d'éloigner de certaines professions, des sujets faibles et peu résistants. Mlle Clément, thèse citée.

Cette conception de la nécessité d'une culture professionnelle d'ensemble correspond aux principes les plus modernes du « *Système Bat'a* ». A Zlin.. (Tchécoslovaquie) tout le monde commence par faire le tour complet des ateliers, y compris les représentants de commerce.

torze ans, l'enfant va obligatoirement à l'école professionnelle préparatoire ou de préapprentissage ; c'est une école du premier degré avec horaire diurne ¹.

Dans la période allant de quatorze à dix-huit ans, a lieu le travail d'apprentissage proprement dit, pour la préparation aux professions manuelles qualifiées ² ou le travail pour la préparation des maîtres ayant des fonctions directrices ³. Comme pour le premier degré, l'horaire est diurne et complet (huit heures).

En outre, des écoles à horaire réduit offrent à ceux qui sont dans l'impossibilité de fréquenter les écoles dans la journée le moyen de compléter leur instruction et de se perfectionner dans la technique du travail ⁴.

La Suisse a créé des ateliers de préapprentissage pour anormaux, spécialement pour la jeunesse vicieuse ⁵.

L'Australie possède des écoles prévocationnelles où les enfants demeurent trois ans. Le Portugal attache la plus grande importance au préapprentissage. Enfin, l'Europe centrale ⁶, les Etats-Unis ⁷, etc., ont tenté quelques réalisations dans ce sens.

1. L'enfant a déjà été initié au travail manuel dans les deux dernières années de l'école primaire élémentaire (dix à douze ans).

2. Ecole d'apprentissage masculine ou féminine ou école du deuxième degré.

3. Ecole industrielle ou du troisième degré.

4. L. O. P., novembre 1925. *La pédagogie à l'école du travail en Italie* L'Italie possède aussi plusieurs écoles de préapprentissage. L'Institut royal d'instruction professionnelle à Rome comprend des ateliers de tous les métiers. La Société humanitaire de Milan a ouvert des ateliers-écoles d'orientation, etc.

5. *Vorlehrrklassen* (Bâle et Berne).

6. *Gerverbliche Zurechtfindungs Kurse* (Allemagne), *Anlerschulen* (en divers pays de langue allemande).

7. *Zyklus plan*. J. Fontègne, *La psychologie et la vie*, juin 1930, p. 128 et 129.

CHAPITRE IV

LE CONSEILLER DE VOCATION¹

1° *Recrutement.*

Etre conseiller de vocation, c'est une profession toute nouvelle. C'est la fonction de celui qui reçoit les enfants au cabinet d'orientation, et qui, muni de tous les renseignements souhaitables, examine avec eux quelle est la profession qui paraît la plus sage.

On peut devenir conseiller de vocation sans le savoir : « Par la force des choses, les directeurs des offices de placement et leurs agents ont été amenés à donner des conseils aux parents d'un enfant pour lequel la mise en apprentissage était envisagée. Jamais, au cours de ces entretiens, il n'est apparu que de tels conseils fussent incompatibles avec leurs attributions ordinaires, et c'est ainsi qu'il leur est venu la préoccupation de s'assurer des aptitudes de l'enfant pour la profession que son entourage tenait à lui voir adopter. De là, également, est née la nécessité d'enquêter sur les métiers exercés dans la région, sur leurs perspectives d'avenir, leur degré d'encombrement, etc....

» Peu à peu, cette question devait prendre place dans

1. Cet homme nouveau a reçu les noms les plus divers : orienteur, orientateur, conseiller d'orientation, conseiller de profession, conseiller technique, guide professionnel, etc. Il semble que « conseiller de vocation » soit le terme le plus harmonieux et le plus suggestif.

le cadre ordinaire de leur activité, et quand de récentes instructions ministérielles sont venues préciser le rôle que devaient jouer ces organismes, elles n'ont fait pour ainsi dire que reconnaître une situation de fait et donner une impulsion nouvelle à des efforts consciencieux, mais parfois hésitants ¹. »

Cependant l'idée s'est vite imposée qu'on ne s'improvise pas conseiller de vocation comme on veut : « Ce n'est pas une simple profession nouvelle : c'est une fonction sociale, qui exige une préparation spéciale, car elle ne saurait être exercée par une personne ignorant la psychologie expérimentale et incapable d'utiliser les renseignements que celle-ci peut fournir ². »

Le conseiller de vocation doit connaître à fond les différents métiers ; ce qu'ils exigent d'intelligence, de savoir général et pratique, les aptitudes diverses qu'ils réclament ; il sait les avantages et les inconvénients qu'on y rencontre, les garanties, la protection et les encouragements que chacun d'eux réserve à ses apprentis. « Psychologue avisé, ami de l'enfance, le conseiller technique fait parler le jeune adolescent ; il l'interroge sur ses goûts ; si l'enfant ne marque aucune vocation, il l'entretient des différents métiers qui cadrent le mieux avec ce qu'il devine de sa personnalité ; il provoque son choix ³. »

1. Touzaa, rapport cité, p. 38. Il en a été de même partout. Ni le professeur Parsons à Boston, ni M. Stocker à Bâle ne pensaient devenir conseillers de vocation. L'exemple le plus net de la pression des faits en cette matière est l'histoire de la pléiade de philanthropes réunie autour de M. Nyns à Bruxelles (cf. *infra*, appendice).

2. A. G. Christiaens, *L'orientation professionnelle dans l'agglomération bruxelloise*. R. I. T., septembre 1923, p. 373.

3. Commission mixte du travail et du chômage, rapport cité, p. 22. La *Revue Internationale du Travail* écrit de son côté : « Les conseillers ou les instituteurs faisant fonction de conseillers, interviennent auprès des enfants lorsque leurs études doivent s'orienter dans une voie nouvelle et qu'un choix

Le congrès de Toulouse a sanctionné d'un vœu en 1924 la capacité que l'on doit attendre des conseillers de vocation :

« Il estime indispensable que, dans les principaux centres d'activité économique, les techniciens de l'orientation professionnelle offrent les plus sérieuses garanties de conscience, de caractère et de compétence, et que, sans être nécessairement des médecins, des psychologues et des professionnels, ils possèdent dans une mesure suffisamment étendue, des connaissances en physiologie et en psychologie, ainsi que l'expérience des choses de l'industrie, de l'agriculture et du commerce, connaissances et expérience qu'ils doivent d'ailleurs s'efforcer de développer constamment, en s'inspirant de tous les progrès réalisés dans le domaine de l'orientation professionnelle, et en recourant à toutes les sources utiles de documentation. »

En raison de l'encyclopédie des connaissances nécessaires pour faire un bon conseiller de vocation et de la responsabilité très grave de cette fonction, on s'est demandé s'il ne conviendrait pas de la confier à une commission. Mais cette solution n'a pas prévalu, parce que le principal élément de succès en orientation est dans la valeur personnelle du conseiller, dans la confiance qu'il est capable d'inspirer aux enfants, dans l'ascendant moral qu'il peut prendre sur eux. L'enfant qui se présente devant une commission a le sentiment d'être devant un jury d'examen. Il est intimidé et ne se livre

est à faire entre plusieurs cours préparatoires à des professions différentes. La tâche du conseiller est double; elle consiste, d'une part, à dépister les goûts et les aptitudes des enfants, d'autre part, à faire connaître à ceux-ci les opportunités qui leur sont offertes, avec les conditions qu'elles exigent ». *R. I. T.*, janvier 1926, p. 61.

pas. Il écoutera les avis qu'on lui donne, avec indifférence et n'agira ensuite qu'à sa guise. Rien n'empêche le conseiller de prendre l'avis d'une commission dans les cas délicats, mais il est préférable qu'il soit seul à recevoir l'enfant. « La personne qui aura cette tâche encourra une très grande responsabilité, et il convient qu'elle possède de très hautes qualités morales. C'est une tâche que l'on ne peut bien remplir que si l'on est pénétré de l'importance sociale de sa mission, et qui, étant peu ou prou rémunérée, ne peut être accomplie que par des personnes tout à fait désintéressées, ou qui peuvent se contenter d'une très modeste rétribution.

» Il y faut beaucoup d'affabilité pour gagner la confiance des enfants, une très grande patience, beaucoup de prudence, et cependant faire preuve d'un esprit rapide de décision, puisqu'on peut avoir dans un laps de temps assez court à guider beaucoup d'enfants, et que l'on n'aura d'influence sur eux et sur leur famille que si l'on ne semble pas marquer d'hésitation ¹. »

Le recrutement de ces conseillers est assez varié. M. Fontègne, dans son rapport au congrès de Charleroi, a indiqué que les bureaux français d'orientation les avaient choisis parmi :

a) Les instituteurs en retraite « choisis le plus souvent parmi ceux qui ont eu à s'occuper de l'adolescence dans les cours professionnels » ;

b) Les employés des offices publics de placement « que leur connaissance spéciale des questions relatives au marché du travail désigne tout particulièrement pour remplir cet emploi » ;

1. Odette Simon, thèse citée, p. 76.

c) Les inspecteurs du travail « que leurs études, leurs fonctions, mettent à même de rendre de signalés services » ; ils sont souvent en même temps directeurs d'offices de placement ;

d) Les médecins « qui, à leurs connaissances d'ordre médical et physiologique, en ont ajouté de nature psychologique et économique » ;

e) Les directeurs d'école d'apprentissage « qui, constamment en contact avec les apprentis et les employeurs, peuvent se faire une idée exacte de la mentalité spéciale des uns et des besoins des autres ¹ ».

Lorsqu'est apparu le souci de former un personnel spécial, des conditions plus ou moins strictes ont été mises à son recrutement. On a surtout voulu s'assurer de la maturité d'esprit des conseillers, et il a semblé qu'en plus de la compétence attestée par les diplômes, cette fonction exigeait une certaine expérience de la vie.

Un arrêté municipal de Berlin ² a posé les « principes pour la préparation et le perfectionnement des conseillers et conseillères de profession, dans le ressort communal de Berlin ». Quoique purement local et un peu ancien, ce texte résume bien ce qu'on attend généralement d'un conseiller de vocation.

Remarques préliminaires :

L'activité d'un conseiller (ou d'une conseillère) de profession consiste à orienter les jeunes gens ou les adultes sur le point de choisir une profession ou d'en changer. Les conseils donnés sont basés sur l'examen individuel

1. J. Fontègne, *L'orientation professionnelle en France*. Rapport au congrès international de l'enseignement technique, Charleroi, 1925, p. 13.

2. Publié dans la revue *Arbeit und Beruf*, 25 août 1922.

de ses qualifications physiques et morales pour une profession donnée en tenant compte, dans la mesure du possible, de toutes les exigences de la profession, d'après les renseignements des bureaux de placement. Rentrent également dans l'activité du conseiller : des conférences explicatives dans des réunions de parents et de maîtres, dans des séances corporatives patronales ou ouvrières, et des causeries d'allures pédagogiques avec les adolescents sur le point de quitter l'école. On attend d'eux aussi qu'ils recueillent des renseignements professionnels, qu'ils classent ces documents, de façon à pouvoir y recourir au moment où on les consulte, qu'ils se perfectionnent continuellement, en lisant ce qui se publie, en étudiant les renseignements de la bourse du travail et de la presse corporative, en participant à des assemblées et à des congrès, en visitant des usines et des ateliers.

Préparation :

1° *Scolaire.* — On exige une instruction primaire complète. Une instruction supérieure couronnée par un certificat est désirable, elle est indispensable pour les officines qui dirigent vers les carrières supérieures et universitaires.

2° *Professionnelle.* — On exige une préparation professionnelle complète dans un métier quelconque, et plusieurs années d'activité professionnelle aussi variée que possible. Sont désirables, des connaissances sur la formation professionnelle, les conditions de travail et de salaire des métiers les plus fréquemment choisis, ainsi que les exigences physiques et psychologiques des principaux métiers ; si possible aussi, des connaissances dans

le domaine de l'hygiène industrielle. Les conseillers de profession seront choisis de préférence parmi les agents des offices de placement.

3° *Sociale*. — On exige de l'expérience dans le manie-
ment des jeunes gens. Il est désirable de pouvoir mon-
trer que l'on s'est occupé de protection de l'enfance dans
les œuvres officielles ou privées, et que l'on possède des
connaissances dans le domaine de la psychologie de
l'enfant.

4° *Générale*. — On exige une certaine expérience de
la vie (âge minimum : trente ans), le don de parler faci-
lement en public, et de s'exprimer couramment et correc-
tement par écrit. Il est désirable de posséder des notions
fondamentales d'économie sociale, et de connaître les
dispositions législatives usuelles (règlements corporatifs,
code des obligations, droit de l'enfant et de l'ouvrier).

Perfectionnement :

1° Suivant les dispositions généralement en vigueur,
les candidats sont nommés d'abord à titre de stagiaire¹
et confiés à un conseiller de profession qui les initie à
leur travail. Ils prennent part aux conférences hebdoma-
daires des conseillers de profession.

2° La nomination définitive a lieu suivant les places
disponibles.

Les conditions de recrutement des conseillers de voca-
tion, en Allemagne, sont aujourd'hui réglées par les or-
donnances des offices fédéraux de placement, prises en
exécution de la loi du Reich du 22 juillet 1922². C'est

1. *Diätär*

2. Cf. *supra*, p. 56 sqq.

ainsi que l'ordonnance de l'office de Berlin du 12 mai 1923 a décidé que le conseiller « devra avoir pratiqué un métier pendant cinq ans au moins, et posséder une certaine expérience en matière de direction et de traitement des jeunes gens. En principe, l'âge minimum de vingt-huit ans est requis ¹ ».

La République Argentine se montre beaucoup plus stricte. Ne sont admis à briguer le diplôme de conseiller, après une scolarité de deux années, que des professeurs ayant cinq ans de pratique lors de leur première inscription, des instituteurs en ayant déjà sept, et des étudiants diplômés engagés depuis au moins trois ans dans l'exercice de leur profession ².

2° Formation

L'Institut Jean-Jacques Rousseau s'est préoccupé, aussitôt après la guerre, de former des conseillers de vocation, et il a ouvert en octobre 1921 une section de technopsychologie, dont le programme est divisé en deux parties :

1° Orientation professionnelle : celui qu'il faut orienter, les professions vers lesquelles le diriger, la manière de l'orienter.

2° Organisation du travail : anthropométrie, physiologie et psychologie du travail, hygiène du travail industriel.

1. L'arrêté prussien du 18 mars 1919 instituant les bureaux d'orientation professionnelle se bornait à dire (§ 5) : « On choisira pour diriger les bureaux des hommes et des femmes habitués au maniement de la jeunesse, et spécialement préparés au travail de l'orientation professionnelle (économistes, représentants des arts et métiers, maîtres d'écoles primaires supérieures ou d'écoles spéciales, instituteurs et institutrices, professeurs d'écoles supérieures, ecclésiastiques, agents d'œuvres de protection de l'enfance ou de bureaux de placement) ».

2. *Bull. I. N. O. P.*, mars 1930, p. 78-79.

Ce programme est complété par des travaux pratiques au laboratoire de psychologie expérimentale et dans les usines ; par l'assistance et la collaboration aux consultations d'orientation professionnelle ; par la collaboration avec un office de placement ; et enfin par l'assistance aux consultations médicopédagogiques.

L'Institut délivre un *certificat d'études* d'orientation professionnelle qui peut être obtenu au bout de six mois et un *diplôme* d'orientation professionnelle qui suppose deux ans d'études. Ces deux années comportent sept cours durant chacun quatre semestres (dix heures par semaine) et six travaux pratiques (également pendant quatre semestres).

Pour obtenir le diplôme, le candidat devra faire la preuve qu'il est capable : 1° De reconnaître les aptitudes professionnelles d'un enfant ;

2° D'établir le plan d'une enquête sur les aptitudes requises pour une profession déterminée¹.

La France est restée plusieurs années sans organisation de ce genre. Puis, elle a fondé, pour répondre au vœu du congrès de Toulouse², l'Institut national d'orientation professionnelle, qui décerne un diplôme de conseiller de vocation aux élèves régulièrement inscrits, ayant suivi avec assiduité, pendant un an, les enseignements théoriques et pratiques organisés pour la prépara-

1. *L. O. P.*, novembre 1921, p. 22-23 et *R. I. T.*, octobre 1922, p. 663.

L'Institut de Zurich forme lui aussi des conseillers de vocation.

2. « ...Le congrès estime, au surplus, qu'il est hautement désirable que la formation des conseillers d'orientation professionnelle soit facilitée par l'existence de centres nationaux d'information et de recherches, créés sous l'impulsion des pouvoirs publics ou de collectivités, et auprès desquels les conseillers d'orientation viendraient — librement d'ailleurs — puiser tous enseignements théoriques et pratiques, le champ restant ouvert aux initiatives et méthodes les plus diverses de formation et de documentation. » Sur la création et le rôle de l'Institut national d'orientation professionnelle, cf. *supra*, p. 37.

tion à ce diplôme, fait un stage dans des offices d'orientation désignés à cet effet, et subi avec succès les épreuves de fin d'année.

Il pourra, en outre, être décerné un diplôme supérieur d'orientation, dont les conditions d'obtention seront ultérieurement fixées.

L'examen pour le diplôme de conseiller de vocation comporte :

- A. Trois compositions écrites : $\left\{ \begin{array}{l} \text{psychologie,} \\ \text{physiologie et pathologie,} \\ \text{organisation de l'orientation} \\ \text{et sciences économiques.} \end{array} \right.$

Pour chaque composition, les candidats ont deux heures et choisissent entre trois sujets proposés.

- B. Trois épreuves pratiques : $\left\{ \begin{array}{l} \text{examen physiologique,} \\ \text{examen psychologique,} \\ \text{technique de l'orientation.} \end{array} \right.$

Chacune de ces épreuves dure deux heures.

- C. Cinq interrogations orales : $\left\{ \begin{array}{l} \text{physiologie et pathologie,} \\ \text{psychologie,} \\ \text{orientation et sciences éco-} \\ \text{nomiques,} \\ \text{pédologie,} \\ \text{technique des métiers.} \end{array} \right.$

Les deux premières séries d'épreuves sont cotées sur vingt, la troisième sur dix. Les candidats sont définitivement admis lorsqu'ils réunissent une moyenne de quatre-vingt-cinq points ¹.

1. Chacune des deux premières séries d'épreuves est éliminatoire. Des mentions sont attribuées aux candidats réunissant un nombre déterminé de points. Une vingtaine de diplômes sont délivrés chaque année.

En Allemagne, la mission de former les conseillers appartient aux offices d'Etat¹. Certains se sont déchargés en partie de cette mission sur les instituts : L'office d'Etat de Westphalie a fait appel à l'institut de psychologie pratique de Münster pour collaborer à la préparation psychologique des conseillers de vocation et des instituteurs. L'office d'Etat de Silésie a établi, avec la collaboration de l'office d'orientation professionnelle de la ville de Breslau, un institut central de psychotechnique. L'office de Berlin a organisé des cours de deux heures par semaine qui durent dix-huit semaines ; l'office de la province du Rhin a fait appel au professeur Poppelreuter de Bonn pour organiser des cours de plusieurs semaines², etc.

L'Amérique possède, dans une demi-douzaine de villes, des services chargés d'effectuer les recherches, et de centraliser les informations pour les conseillers de vocation et les élèves des écoles publiques. L'Etat de New-York subventionne l'institution des conseillers de vocation ; il a établi des « normes de qualification » et créé des cours pour la formation de ces conseillers. Enfin, un certain nombre de collèges et d'universités possèdent des cours réguliers ou des cours de vacances, traitant d'aspects déterminés de l'orientation professionnelle³. Les méthodes et les programmes diffèrent selon les lieux.

1. Cf. *supra*, p. 60. De même, en Autriche, des cours sont organisés par les Etats pour former des conseillers de vocation.

2. *R. I. T.*, avril 1925, p. 563.

3. Notamment les collèges de Swarthmore, Hunter et Goucher, l'université Harvard, celles de Boston, de Colombie, de New-York, de Pensylvanie, de Chicago, du Wisconsin, de Californie, d'Indiana et du Michigan. *R. I. T.* janvier 1926, p. 71.

Les cours institués par l'université de Boston ont pour objet :

a) L'instruction théorique et pratique des conseillers de vocation des écoles, des institutions philanthropiques et des entreprises industrielles.

b) L'étude des questions professionnelles dans l'enseignement et des questions d'enseignement dans l'industrie.

c) La préparation des esprits, par la lecture, la recherche et la pratique, à l'établissement de méthodes sociales pour l'éducation professionnelle et le placement.

d) La recherche de la possibilité pour les écoles d'entreprendre des expériences pratiques en matière d'orientation professionnelle ¹.

Les conseillers de vocation sont préparés à Boston au moyen de cours, conférences, lectures, recherches, travaux pratiques et rédaction de rapports. Leur plan d'études comporte :

1° L'orientation professionnelle, problème social moderne.

2° Facteurs influant sur le choix d'un métier. Eléments fondamentaux de la réussite professionnelle.

3° Facteurs de l'orientation professionnelle.

4° La pratique de l'orientation professionnelle.

5° Récapitulation et conseils. Publications.

6° Méthodes d'organisation.

Il leur est recommandé, en outre, de se livrer à des travaux pratiques, tels que :

1. *Ibid.*, p. 71-72.

a) Etude des agences professionnelles par visites convenues au préalable ;

b) Travail dans une école primaire, supérieure ou professionnelle, en collaboration avec le conseiller de l'école ;

c) Travaux dans un établissement industriel ou commercial, en collaboration avec le directeur du personnel et le directeur du service social ou du service d'enseignement ¹.

L'université Harvard reçoit quatre sortes d'élèves : de futurs conseillers, des maîtres secondaires, des intendants d'usine et des « travailleurs sociaux ». Ils doivent d'abord étudier les notions théoriques ² ; ensuite on les initie aux recherches déjà faites sur les métiers, aux problèmes économiques et sociologiques qui se rapportent à ces métiers, le tout appuyé de visites aux usines et de films sur les métiers.

En outre, les élèves doivent exécuter des travaux variés : ils doivent prendre des tests sur des groupes d'élèves ; préparer des fiches de renseignements sur les métiers ; analyser deux ou trois occupations typiques de l'industrie et du commerce en se servant de la bibliographie du sujet et de l'observation directe ; préparer le compte rendu de livres se rapportant à l'orientation professionnelle ; faire des rapports sur des problèmes sociologiques et préparer des leçons pour l'enseignement des professions dans les écoles primaires, secondaires ou professionnelles. Afin de développer leur esprit critique, M. Brewer emploie volontiers avec ses étudiants

1. *Ibid.*, p. 72.

2. Développement physique, mental et social de l'enfant, principes psychologiques de l'éducation, hygiène mentale, rééducation, étude clinique d'enfants déficients.

d'orientation professionnelle la méthode des cas écrits ¹.

L'université de Chicago a pris une initiative intéressante. Elle a organisé quatre séries de cours pour répondre aux besoins de ses différentes catégories d'élèves :

1° *Information, orientation et placement professionnels*. — Caractéristiques des différentes catégories de jeunes ouvriers ; conditions d'emploi ; dispositions protectrices, telles que la législation sur le travail des enfants ou sur la scolarité obligatoire ; historique, principes et fonctionnement de l'orientation professionnelle et de l'administration du personnel ; développement d'un programme étendu d'orientation et de placement.

Ce cours s'adresse aux surintendants d'usine, chefs d'entreprises, inspecteurs et maîtres expérimentés.

2° *Recherches*. — Mêmes sujets.

Ce cours s'adresse aux étudiants d'un développement intellectuel suffisant pour qu'ils puissent entreprendre des recherches personnelles.

3° *Conseils professionnels*. — Problème de l'orientation professionnelle dans les écoles moyennes et supérieures, dans les collèges et offices centraux de placement. La documentation professionnelle doit être établie, discutée et utilisée d'après l'étude des cas spécifiques. Technique de l'interrogation individuelle et de la conférence s'adressant à des groupes.

Ce cours intéresse surtout les maîtres expérimentés.

4° *Inspection de l'enseignement professionnel*. — Inspection de l'enseignement technique et des branches d'enseignement général qu'il comporte : technique de

1. Mlle Sechehaye, *Orientation scientifique et professionnelle aux Etats-Unis*. *Bulletin de la Société Alfred Binet*, novembre 1928. Outre son enseignement régulier, l'Université Harvard a chaque année des cours d'été pour l'orientation professionnelle.

l'inspection ; répartition des responsabilités ; élaboration des programmes d'enseignement ; appréciation des résultats ; formation des maîtres.

Ce cours s'adresse aux directeurs et aux inspecteurs de l'enseignement professionnel ainsi qu'aux étudiants d'une maturité d'esprit suffisante ¹.

Les Instituts de Madrid et de Barcelone organisent des cours semestriels pour la formation du personnel des offices et laboratoires espagnols. Les élèves doivent répondre à certaines conditions d'âge et posséder des titres universitaires. On leur demande un rapport sur les travaux faits au laboratoire pendant le temps qu'ils y ont passé ².

L'office de Lisbonne forme des conseillers pour le Portugal.

En Italie, des cours d'orientation professionnelle sont faits au personnel enseignant. D'autres cours ont lieu, notamment à Turin, qui aboutissent à la délivrance d'un diplôme officiel de conseiller de vocation ³.

1. *R. I. T.*, mai 1923, p. 843.

2. *R. I. T.*, juin 1922, p. 1067 et *Bull. I. N. O. P.*, avril 1929, p. 122.

3. *Bull. I. N. O. P.*, octobre 1930, p. 218 et novembre 1930, p. 242.

TROISIEME PARTIE

FONCTIONNEMENT

CHAPITRE PREMIER

Propagande

L'orientation professionnelle, comme toute œuvre nouvelle, se heurte à la méfiance, à l'indifférence, et surtout à l'ignorance publique. Il importe donc d'abord d'éclairer les familles en leur montrant que le choix d'une profession pour leurs enfants est un problème important, et de leur faire connaître les moyens qu'on leur offre pour les aider à le résoudre.

La propagande entreprise a eu partout les meilleurs résultats. Au début, « rares étaient les parents qui s'intéressaient à l'avenir professionnel de leurs enfants ; nombreux étaient ceux qui n'étaient point capables de se reconnaître, dans le chaos de jour en jour plus grand que constituent les différentes activités humaines ; le peu de temps dont la plupart disposaient ne les mettait guère à même de diriger judicieusement le petit être dont ils avaient la charge ¹ ». Mais la propagande a changé la situation : « Les parents français, convaincus de l'intérêt qu'on leur porte, ainsi qu'à leurs enfants, s'empressent

1. J. Fontègne, *Rapport au congrès de Charleroi*, p. 3.

de diriger ces derniers dans la voie qui leur a été désignée, et il nous serait facile de citer tel office accusant 96 % de décisions acceptées et suivies par les familles et les enfants ¹. »

La presse constitue un puissant moyen de propagande; elle a prêté à l'orientation son bienveillant concours. Il a surtout été fait appel à la presse locale, pour annoncer la création des offices et, à cette occasion, renseigner le public sur le but de l'orientation professionnelle, et exhorter les parents à présenter leurs enfants aux services d'orientation, en les y accompagnant. Beaucoup de ces journaux ont continué à tenir le public au courant de l'activité des offices d'orientation, et à publier les avis et communications que ceux-ci leur transmettent ². En outre, les offices les plus actifs ont créé des journaux ou des revues. Les offices d'Etat, les instituts psychotechniques, les associations d'orientation professionnelle, et toutes les organisations centrales ont également des publications périodiques ³.

Les grandes revues, s'intéressant aux questions sociales, ont publié des articles pour faire connaître l'orientation professionnelle au public lettré. Enfin, certains grands quotidiens ont prêté aussi leur concours ⁴.

Les congrès internationaux d'orientation constituent une excellente propagande, en raison des manifestations dont ils s'accompagnent, et qui peuvent faire l'objet de comptes rendus dans la presse locale. Mais ils sont surtout une occasion de rencontre entre les représentants

1. *Ibid.*, p. 4.

2. Certaines commissions d'orientation professionnelle pour rendre cette collaboration plus intime se sont adjoint un représentant de la presse.

3. Voir ci-dessous à la bibliographie quelques-unes de ces publications.

4. On peut citer en France le *Temps*, et surtout l'*Œuvre*.

de l'orientation, qui permet à ceux-ci d'échanger leurs vues, de profiter des diverses expériences et de connaître ce qui se fait dans les pays étrangers ¹.

Après les directeurs d'offices, c'est surtout le personnel enseignant qui a besoin de bien connaître le problème de l'orientation professionnelle. Divers pays ont organisé des cours à leur intention, notamment l'Italie. Certaines universités américaines leur proposent de mettre leurs vacances à profit, en venant suivre des cours d'été consacrés à l'orientation. L'Autriche a été plus loin : les écoles formant des fonctionnaires judiciaires, des fonctionnaires de la police, ou des agents du service social, comportent un programme de protection de l'enfance, dans lequel figurent des conférences sur l'orientation professionnelle ².

Afin de convaincre à leur tour les parents, on a organisé des conférences à leur intention, « soirées de parents », comme à Edimbourg ³, ou réunions diverses dans lesquelles on leur demande souvent de présenter des suggestions, qui peuvent aider l'office à améliorer son service, et l'éclairent sur les dispositions des familles à son égard ⁴. Certains offices préfèrent envoyer simplement aux familles des tracts, des brochures, ou des invitations ⁵, auxquels ils donnent parfois un caractère officiel, en les faisant signer par un membre de la munici-

1. En outre les discussions, rapports et communications sont publiés et constituent des sources précieuses d'information. Voir ci-dessous la bibliographie de ces congrès.

2. R. I. T., décembre 1922. *L'orientation professionnelle en Autriche*, p. 1054.

3. Cf. *supra*, p. 14.

4. Des réunions de ce genre existent aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Autriche, en Tchécoslovaquie, en Suisse, etc.

5. L'office intercommunal de Bruxelles, par exemple, envoie aux familles des enfants dont il a reçu les fiches scolaires, une invitation personnelle et motivée.

palité. Ces deux méthodes sont souvent employées cumulativement.

Les principaux intéressés demeurent les enfants. Ce sont eux qu'il faut surtout convaincre et éclairer. Le principal agent de propagande, à leur égard, est le maître d'école, qui s'efforce de les placer dans une ambiance professionnelle¹. Mais il est aidé dans sa tâche. A New-York, par exemple, des membres du Service professionnel viennent faire aux écoliers des causeries sur les diverses professions. Ils les emmènent visiter d'autres écoles et des établissements industriels. Ils ont des entretiens privés avec ceux qui vont quitter l'école, particulièrement avec ceux qui demandent un certificat d'aptitude au travail, et font des visites au domicile des enfants².

La Grande-Bretagne connaît une institution analogue. Les membres des comités scolaires de patronages³ viennent, dans les derniers mois d'école, faire de fréquentes causeries aux enfants, devant le maître et avec son appui. Leur enseignement est plus moralisateur que technique. Ils distribuent aussi aux enfants des tracts rédigés avec le souci de développer la conscience professionnelle des futurs apprentis, et prennent contact avec les parents.

En France, les conférences dans les écoles sont l'exception. On lit cependant dans le programme de la Chambre des Métiers de Clermont-Ferrand et de la région du Centre : « La propagande sera organisée méthodique-

1. Cf. *supra*, p. 86.

2. Ces membres du Service professionnel sont des conseillers de vocation. L'activité de ceux-ci en Amérique est surtout à l'école. En Europe, au contraire, ils attendent les enfants au cabinet d'orientation.

Déjà en 1921 (après un an de fonctionnement), ces conseillers de New-York avaient eu 5.817 entretiens privés avec des enfants d'âge scolaire; ils en avaient soumis 3.893 à des tests d'aptitudes, et avaient fait 318 causeries professionnelles devant 12.720 élèves. *R. I. T.*, mai 1923, p. 840.

3. Les « *Helpers* »; cf. *supra*, p. 19.

ment par la presse, affiches, conférences, etc. ; *les écoles publiques et privées seront visitées* ; chacun des enfants devant quitter l'école en juillet prochain recevra, avant les vacances de Pâques, un premier questionnaire et une liste des métiers dont l'apprentissage peut se faire complètement dans notre région. Ce premier questionnaire servira de sondage ; il nous permettra de conseiller le choix d'une autre profession aux jeunes gens qui demanderaient à apprendre un métier déjà encombré¹. » Ce questionnaire de sondage est une heureuse initiative qui a quelques analogies avec celle de la Chambre de commerce de Bourg. Celle-ci organise, depuis 1927, un concours de rédaction entre tous les élèves n'ayant pas le certificat d'études primaires, ou devant quitter l'école, dont le sujet est ainsi conçu : « LE CHOIX D'UN MÉTIER. — Vous allez quitter votre école à la fin de l'année scolaire. Quelle profession désirez-vous exercer ? Pour le cas où vous ne pourriez pas l'embrasser, quelle autre, ou quelles autres, auraient vos préférences et pourquoi ? » Le but de ce concours est d'amener l'enfant et sa famille à réfléchir².

L'instrument de propagande le plus souvent employé auprès des enfants, comme auprès des parents, ce sont les tracts, brochures, et circulaires qu'on leur distribue avant leur sortie de l'école. A Vienne, la revue *Lehrlings-*

1. L. O. P., juin 1923, p. 23. Le programme continue : « Une deuxième fiche plus complète, sera ensuite remise aux enfants qui auront répondu au premier questionnaire. Cette fiche comportera l'avis des parents, du maître et du médecin. C'est cette fiche qui restera au dossier de l'enfant, et sera remise aux conseillers de métiers qui participeront au fonctionnement du cabinet d'orientation professionnelle ». La première fiche semble donc n'avoir été conçue que dans un but de propagande.

2. Le dépouillement du concours permet d'établir la statistique des professions choisies, et d'en tirer des conclusions, dont pourra s'inspirer l'orientation des enfants, lorsque ceux-ci se présenteront à l'office. *Bull. I. N. O. P.*, juillet 1929, p. 186-187

schutz, jugend und berufsfürsorge publie, au mois de mai, un numéro spécial qui appelle l'attention des enfants sur l'importance de l'orientation professionnelle¹. Ce numéro est distribué à tous les enfants quittant l'école.

Mais le moyen qui a le plus de succès auprès des enfants, et celui auquel l'avenir paraît réservé, c'est le cinéma. L'Autriche paraît avoir été la première à l'utiliser pour l'orientation professionnelle. Le service officiel et central des films avait constitué un premier fonds dès 1920.

En France, le sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique a organisé, conformément aux vœux du Congrès cinématographique de 1922², une cinémathèque centrale à Paris avec des dépôts régionaux en provinces³.

Un des premiers, l'Office de Nantes a organisé aussitôt des séances de cinéma professionnel pour les enfants des écoles, accompagnées de causeries professionnelles. Il a organisé, en outre, des séances rurales en faveur de la rénovation de l'artisanat rural, prêtant au besoin aux instituteurs l'appareil nécessaire pour projeter des films documentaires. En 1930, enfin, il a imaginé de faire visiter aux enfants les grands établissements nantais au moyens de films⁴. En effet, les visites ordinaires constituent une grosse responsabilité pour ceux qui les organisent, en raison du danger d'accidents qu'il y a à

1. Voici quelques titres d'articles de ce numéro spécial, cités par M. Fontègne (*Bull. I. N. O. P.*, janvier 1929, p. 26-27) : Existence manquée. — L'homme qu'il faut à la place qui convient. — Où aller, la scolarité terminée ? — Conseils médicaux. — Que doit connaître l'apprenti de ses droits et de ses devoirs ? etc.

2. Des extraits de ces vœux sont reproduits en appendice ci-dessous.

3. A Marseille, Toulouse, Nantes, Lyon, Saint-Etienne et Strasbourg.

4. Rapports annuels de l'office régional de la main-d'œuvre sur l'orientation professionnelle et le placement des apprentis, *passim* (en particulier 1927 et 1929).

convoyer une troupe de jeunes enfants à travers les ateliers et dépendances des usines.

On peut encore citer comme moyens de propagande, les fêtes du travail ¹ et les expositions d'orientation professionnelle qui ont été organisées à Rome ², à Prague ³, à Paris ⁴, etc.

1. Courbevoie, etc.

2. A l'Institut royal d'instruction professionnelle en 1923.

3. A l'académie Masaryk.

4. Mairie du X^e arrondissement, en mai 1930. Des expositions analogues ont eu lieu à Courbevoie. Au sujet de l'efficacité de ces manifestations, le *bulletin* de l'office de Courbevoie cite le cas d'un artisan qui cherchait en vain un apprenti depuis plusieurs années, et qui reçut trois candidats dans la même journée à la suite d'une exposition à laquelle il avait participé.

Il faut noter aussi qu'en plus de leur propagande générale, les offices organisent une propagande spéciale pour les métiers injustement délaissés, propagande qui donne d'heureux résultats. *R. I. T.*, février-mars 1923, p. 449, etc.

CHAPITRE II

MONOGRAPHIES

Avant de songer à faire de l'orientation professionnelle, il faut connaître les professions. Connaître une profession, c'est un terme très général, et selon qu'on veut orienter les enfants de façon plus ou moins scientifique, on devra se livrer à une étude plus ou moins approfondie des professions. Les instituts psychotechniques, et les laboratoires de psychologie, poursuivent des analyses qui servent en même temps à la rationalisation du travail et à l'orientation professionnelle. D'autre part, la plupart des Offices établissent des fiches beaucoup plus modestes qui résument les exigences essentielles des principales professions.

Selon M. Fontègne, « connaître une profession, c'est, au point de vue *technique* :

a) Analyser chaque geste au point de vue de sa forme, de sa direction, de son amplitude, de sa durée, de son appropriation à un but déterminé (objet du métier) ;

b) Analyser chaque attitude nécessaire à l'exercice de cette profession, en vue de déterminer ceux des gestes qui sont strictement indispensables, tant en ce qui concerne la quantité que la qualité du rendement : suppression de ceux qui sont superflus et, par suite, certaine diminution de la fatigue ; mise en valeur de ceux qui

contribueront à caractériser l'habileté, la supériorité professionnelle d'un individu ;

c) Etudier la structure des outils dont le maniement est exigé, leur forme, leur poids, leur spécialisation, leurs possibilités d'adaptation aux forces physiques et intellectuelles humaines, ainsi qu'aux conditions diverses du travail.

Au point de vue *économique*, c'est :

a) En connaître les probabilités de développement ou de décadence, les chances d'avenir ;

b) Le coefficient professionnel de chômage ;

c) La forme et les conditions de l'apprentissage ;

d) La progression des salaires ;

e) Les inconvénients possibles, tant au point de vue hygiénique qu'au point de vue moral ;

f) Et, actuellement ¹, les répercussions probables de la guerre.

Au point de vue *psychologique*, c'est :

a) Déterminer le plus exactement possible les fonctions psychiques que met en jeu le processus de travail de la profession ;

b) Caractériser très nettement quelle forme de cette fonction psychique conduit à la supériorité professionnelle ;

c) Faire ressortir quelles qualités morales sont indispensables pour l'exercer convenablement.

Bref établir la liste des aptitudes nécessaires pour arriver à l'optimum de rendement dans le minimum de temps raisonnable et le minimum de fatigue ². »

1. Ecrit en 1920.

2. J. Fontègne, *Le cabinet d'orientation professionnelle de l'Institut J.J. Rousseau à Genève*, L. O. P., mars 1920, p. 41.

M. Fontègné ajoute : « S'il était permis de parler d'un point de vue *énergétique*, on pourrait se demander s'il ne serait pas possible d'appliquer à la profession ce que Ph. A. Guye (Genève) formulait pour l'énergie sociale, à savoir :

Energie sociale : Connaissances $\times$ force de caractère, formule qu'on transposerait ainsi :

Profession : Connaissances $\times$ aptitudes $\times$ force de caractère.

Il s'agirait, pour compléter l'étude de la profession :

a) De déterminer la quantité de connaissances absolues tout à fait indispensables pour en assurer l'exercice;

b) D'établir, aussi rationnellement que possible, dans quelle mesure et jusqu'à quelle limite un des autres facteurs (aptitudes ou caractère) pourrait varier, sans nuire à la valeur du produit ; autrement dit de poser le rapport quantité-qualité ^{1...} »

Plus simplement, le deuxième congrès sociologique international ² a adopté à l'unanimité le programme suivant présenté par l'institut Jean-Jacques Rousseau :

« 1° Analyse psychologique des professions, et classification d'après les aptitudes qu'elles impliquent.

» 2° Déterminer les aptitudes correspondantes chez les individus ; tester les tests pour savoir s'ils ont une valeur diagnostique et surtout pronostique.

» 3° Etudier le processus de l'apprentissage et l'éducabilité.

» 4° Déterminer l'importance pour chaque profession de l'intelligence générale.

» 5° Un pronostic d'aptitude ne sera jamais une certi-

1. *Ibid.*

2. Réuni à Vienne du 1^{er} au 8 octobre 1922.

tude, mais une probabilité : élaborer les statistiques propres à cette probabilité.

» 6° Unification des mesures pour rendre les psychogrammes ou profils psychologiques comparables entre pays et offices : la graduation par percentiles semble être jusqu'ici le procédé le plus rationnel et le moins équivoque.

» 7° Chaque homme à sa place, tel est l'intérêt social et général. Les professions doivent être distribuées selon les mérites, d'où la nécessité de baser solidement la technopsychologie et l'orientation professionnelle ¹. »

On admet aujourd'hui, en principe, que la classification des professions, si on veut qu'elle soit utilisable dans le domaine de l'orientation professionnelle, doit sortir des cadres traditionnels où l'on distinguait les professions en manuelles et intellectuelles. Elle devra grouper les différentes catégories du travail humain, d'après les fonctions psychologiques et sensorio-motrices auxquelles elles font surtout appel, soit à l'état isolé, soit en combinaison : attention, mémoire, fonctions motrices, sensibles et sensorielles, aptitudes d'observation, de combinaison, d'adaptation, réactions affectives, etc.

Le « *job analysis* » est insuffisant. Il faut une définition exacte des degrés de responsabilité de chaque catégorie de travaux, et il faut préciser les possibilités d'accéder à un emploi supérieur et de changer de profession. Il faut connaître avec précision le degré d'instruction et de formation qu'il faut atteindre, avant d'aborder une profession et le moyen de parvenir à ce degré ².

1. R. I. T., décembre 1922, p. 1062.

2. R. I. T., avril 1925, p. 563 et Yoakum, *Basic experiments for scientific selection. Service bulletin of the Bureau of personnel research*, janvier 1922 (Pittsburgh).

Mais « ce qui manque le plus dans nos offices d'orientation professionnelle, déclarait M. Réveillé, c'est l'étude expérimentale des travaux professionnels. Chaque office s'ingénie à publier des monographies en s'inspirant de celles qui existent déjà. Certains orienteurs déclarent indispensables pour l'exercice d'une profession des aptitudes qui sont considérées par d'autres, comme seulement désirables. Quelques-uns même réclament tant de qualités pour l'exercice d'un métier très simple que nous ne les trouvons jamais toutes réunies chez nos sujets les plus brillants ¹. »

*
**

Les monographies professionnelles ont une place importante aux Etats-Unis. On en a élaboré dans une dizaine de villes : Boston, Cambridge, New-York, Philadelphie, Détroit, Chicago, Cincinnati, Indianapolis, Berkeley et la Nouvelle-Orléans ². Ces monographies traitent de métiers distincts ; chacune couvre une « parcelle du champ de l'industrie ³ ». Elles sont publiées sous diverses formes : brochures, feuilles volantes ou bulletins, et sont distribuées par les offices d'orientation professionnelle, les écoles publiques, et les sections des uni-

1. Allocution à la séance d'ouverture de l'institut national d'orientation professionnelle pour l'année 1929-1930. *Bull. I. N. O. P.*, décembre 1929, p. 269.

M. Réveillé continue : « Nous souhaitons que se multiplient dans les centres industriels les laboratoires psychotechniques, pour que les métiers soient étudiés au point de vue technique, hygiénique, physiologique, psychologique et social, dans le but d'aider puissamment à l'orientation professionnelle, à la sélection professionnelle, à la prévention des accidents ».

2. Miss May Rogers Lane, *Recent researches in guidance. School and Society*, 30 août 1924, p. 268.

3. *Ibid.*

versités qui s'occupent d'orientation, de psychologie ou de sociologie.

A Philadelphie, par exemple, deux séries de publications paraissent régulièrement : de petites monographies de cinq ou six pages, donnant des informations résumées sur les professions, dont la description complète est gardée à l'office de placement des jeunes gens ; et des bulletins de quarante à cinquante pages, destinés spécialement aux professeurs des écoles supérieures et des écoles complémentaires. Ces publications sont préparées par des conseillers de vocation, par les élèves les plus avancés de la *Wharton school of finance*, par des étudiants de l'université de Pensylvanie, et par le secrétariat de la *White Williams foundation*, en collaboration avec le bureau d'instruction obligatoire de l'office de placement des jeunes gens.

Dans d'autres centres, notamment à Harvard, à Tulane et dans les Etats de l'Indiana et du Michigan, ce sont les professeurs d'université qui dirigent et publient les études de ce genre. Enfin, en Californie, à Chicago, à Cincinnati, et à Cleveland, leur préparation est confiée à des techniciens.

Au total, un effort considérable a été fait pour établir une documentation précise et concrète sur les différentes professions. On peut diviser ces monographies en trois catégories :

1° Publications s'adressant aux instituteurs et professeurs.

2° Publications à l'usage des conseillers de vocation.

3° Publications destinées aux jeunes gens en quête d'emploi.

Les premières ont pour but de procurer aux institu-

teurs et professeurs, surtout à ceux qui sont chargés des classes supérieures de l'école publique, ou enseignent dans les cours complémentaires, le moyen d'adapter leur enseignement aux nécessités de la future vie professionnelle des élèves.

Les deuxièmes doivent aider les conseillers de vocation dans leur œuvre de placement, en leur permettant d'aiguiller les jeunes gens vers les professions qui leur conviennent le mieux. Les dernières sont faites pour aider les élèves, au cours de leurs études scolaires, dans le choix d'un métier ¹.

Miss May Rogers Lane ² considère que « l'utilisation des monographies restera un problème difficile pour les instituteurs et les conseillers, tant qu'ils n'auront pas acquis une formation suffisante et des relations industrielles plus étendues ».

Parmi les mieux documentés, on peut citer le *Memo-
randum for report on job analysis and working condi-
tions*, publié à Chicago. Cette étude comporte deux parties. La première traite des « occasions de formation et d'avancement professionnels et des conditions matérielles à l'atelier » ; la deuxième est une analyse des métiers, traitant des tâches, des matériaux et de l'outillage, des aptitudes, de la fatigue et des risques professionnels.

Quant aux monographies professionnelles destinées aux jeunes gens, elles ne contiennent le plus souvent que des renseignements sommaires ³. On leur attribue cependant une grande valeur pédagogique, car elles donnent

1. C'est une des manifestations de la confiance que les Américains accordent au jugement de l'adolescent.

2. *Loc. cit.*

3. La *Revue Internationale du Travail* cite comme exemple une brochure publiée à Détroit qui traite de cinquante-neuf occupations en cinquante-huit pages.

une vue d'ensemble du champ des professions, utile à connaître avant les études plus approfondies, ou l'entrée en relation avec les conseillers de vocation.

Pour toutes ces études, les méthodes employées à la centralisation des renseignements sont identiques : le technicien, le conseiller de vocation, l'agent de placement, et l'universitaire vont faire des enquêtes sur place, dans les ateliers et les usines. La documentation livres que joue un rôle minime dans leur élaboration ; on n'a recours à elle que pour la rédaction du rapport final, car « les choses vitales que l'on a besoin de connaître n'ont pas encore été décrites dans les livres ¹ ».

Pour certains, les monographies doivent encore être améliorées, suivant les principes suivants :

« 1° Nécessité de faire prévaloir, dans les monographies, les fins éducatives sur les buts de publicité, de recrutement de main-d'œuvre, ou d'intérêt commercial ;

» 2° Nécessité de cours spéciaux réservés aux instituteurs appelés à utiliser les monographies professionnelles ;

» 3° Nécessité de cours spéciaux sur un plan commun de recherches, pour les personnes chargées de l'élaboration des dites monographies ;

» 4° Nécessité de rechercher et de fixer les principes capables de présider à une sélection professionnelle ². »

Il y a un homme, en France, qui a mis en l'enfant une

1. *R. I. T.*, janvier 1926, p. 70. Voir ci-dessous en appendice p. 192 un plan général dressé à Philadelphie, pour la publication de monographies, qui résume les conceptions américaines en cette matière ; et, à la suite, le programme d'un concours de monographies institué en France en juillet 1921.

2. Miss May Rogers Lane, citée par *R. I. T.*, janvier 1926, p. 70. Voir aussi M. Franklyn Meine, *Job analysis for employment purposes. The annals of the American Academy of political and social science*, novembre 1922, p. 22 sqq.

confiance toute américaine, c'est M. Mauvezin. Comparant l'adolescent, sur le point de choisir sa vocation, à un navire environné de brouillards et cherchant sa direction, il a voulu lui donner une Rose des métiers, comme on donne au navire une Rose des vents, et il a composé un recueil de monographies professionnelles à l'usage des enfants. D'abord restreinte aux professions manuelles de la région bordelaise, la rose des métiers s'est rapidement élargie. De onze séries de métiers, on est passé à dix-sept ou dix-huit, pour englober finalement presque toutes les professions qui réclament un apprentissage : deux cent cinquante métiers y font l'objet d'une monographie ¹.

Les métiers sont groupés d'après leurs affinités. A chaque profession une page est consacrée, où sont mentionnées les aptitudes nécessaires, aptitudes physiques, physiologiques et psychologiques, connaissances scolaires, etc. Le tableau est complété par des indications sur l'âge et la durée de l'apprentissage, et l'aptitude éventuelle des femmes.

Ces monographies ont pour complément indispensable un long questionnaire, établi sur le même plan, qui est remis aux enfants avec la rose des métiers. Ceux-ci ouvrent leur volume et lisent à la première page :

« Le futur débutant lira avec la plus grande attention, à plusieurs reprises, le questionnaire suivant, et réfléchira pendant plusieurs jours aux questions posées. Il étudiera ensuite longuement la rose des métiers, et recherchera, parmi les diverses monographies, celle correspondant au métier qui semble le mieux lui convenir.

1. Mlle Clément, thèse citée, p. 113.

Lorsque son choix sera fait, il mentionnera si possible, à l'encre rouge, en face des paragraphes suivis du chiffre (2) ¹, les exigences du métier choisi, telles qu'elles sont indiquées sur la monographie correspondante de la rose des métiers. Il répondra ensuite par écrit, en commençant d'abord par les questions les plus faciles, en continuant ensuite, les jours suivants, par celles présentant un peu plus de difficultés, et en terminant par les plus délicates, de façon à ce que son jugement puisse s'exercer plus longuement et plus sûrement sur les points demandant le plus de réflexion. Si certaines lui paraissent trop difficiles, ou s'il n'est pas absolument certain des réponses à faire, il les laissera en blanc ². »

« La comparaison des exigences du métier considéré avec les aptitudes du débutant permettra facilement à celui-ci, à ses parents, à ses maîtres, à son futur patron, de se rendre compte si le choix est ou n'est pas raisonnable. La Chambre de métiers donnera volontiers son avis à ce sujet. Dans tous les cas où il y a doute sur les possibilités physiques du débutant, consulter le docteur de la famille ou, à son défaut, les docteurs spécialistes de la Chambre de métiers ³. »

Le souci qui a dominé en France a été de faire des monographies locales ou tout au moins régionales. Leur confection a donc été laissée à l'initiative et au zèle des

1. C'est-à-dire en face des divisions : taille, force, santé, vision, etc.

2. Ce questionnaire comprend des questions telles que : Dormez-vous la bouche ouverte ? Ronflez-vous en dormant ? Etes-vous prédisposé aux hernies ? aux varices ? On le trouve reproduit dans la plupart des ouvrages traitant d'orientation professionnelle. M. Fontègne a trouvé dans un questionnaire américain une question encore plus embarrassante : *Avez-vous un rire cordial ?* (*Journal des Internés*, 2 décembre 1917, p. 107).

3. Conclusions du questionnaire de Bordeaux. La Chambre de métiers de Bordeaux s'est assuré le concours d'un praticien de la médecine générale, d'un oculiste et d'un otorhinolaryngologiste.

offices, qui presque tous les ont inscrites à leur programme. Il leur suffit le plus souvent de modifier légèrement les monographies existantes pour les adapter aux conditions locales.

Ailleurs, ce sont les instituts qui se sont souvent chargés d'établir des monographies professionnelles. Il suffit de citer celles de l'institut Jean-Jacques Rousseau, et celles du Dr Mira, de Barcelone.

A défaut d'instituts, les offices centraux jouent le même rôle. Les monographies viennoises sont présentées sous forme de tableaux :

1^{re} partie : Réponses des professionnels à quinze questions.

2^e partie : Renseignements des experts scientifiques.

1. Aptitudes physiques générales ;

(Cette rubrique correspond aux questions 10, 11 et 12 posées aux professionnels.)

2. Aptitude des candidats ayant des tares physiques ;

3. Aptitude des candidats ayant des tares psychiques.

En outre, une série de psychogrammes a été publiée en 1922 à l'usage des parents, également sous forme de tableaux ¹.

L'académie Masaryk a établi ses monographies suivant un schéma uniforme, avec l'aide des associations d'artisans et d'industriels, et au moyen de questionnaires, complétés par de nombreuses visites dans les ateliers ².

L'office central de Hollande se procure les données

1. Elle est consacrée surtout à l'orientation au point de vue de l'enseignement scolaire de Vienne et des Etats (écoles supérieures, secondaires et professionnelles). Les monographies du Tyrol et du Vorarlberg sont faites sur le même plan que celles de Vienne. *R. I. T.*, décembre 1922, p. 1053-1054.

2. *R. I. T.*, juin 1922, p. 1068

relatives à une profession déterminée, grâce à un procédé original : Il examine :

- 1° Un ouvrier qui excelle dans sa profession ;
- 2° Un ouvrier ordinaire ;
- 3° Un ouvrier qui, de l'avis de son patron et de ses camarades, est vraiment en-dessous de la moyenne.

« Les résultats obtenus dans ces examens, et les données fournies par les enquêtes nous serviront de base pour établir le chiffre moyen de *chaque épreuve* et le *chiffre moyen final* (résultant de la combinaison des chiffres obtenus dans chaque épreuve), avec l'indication du maximum et du minimum. Si les trois personnes sont bien choisies, on obtient déjà un résultat assez sûr. Mais plus tard, lorsque nous en aurons le loisir, nous examinerons au moins dix travailleurs de chaque profession ; alors seulement, nous pourrons appliquer avec fruit la méthode berlinoise de compensation des comptes. Celle-ci consiste à prendre les dix sujets examinés comme représentant cent personnes, de manière à ce que chacun d'eux représente dix pour cent. Celui qui obtient le maximum dans une épreuve, obtient cent pour cent, celui qui n'obtient que le minimum, zéro pour cent.

» On recherche ensuite une moyenne proportionnelle entre les différents pourcentages obtenus, afin d'obtenir le chiffre final ¹. »

1. Dr Van Ginneken, cité par Borremans-Ponthière, etc., *op. cit.*, p. 251-252.

CHAPITRE III

LA VISITE AU CABINET D'ORIENTATION

La propagande a porté ses fruits ; les parents et l'enfant ont décidé de venir ensemble consulter l'office d'orientation. Ils arrivent, sinon avec méfiance, du moins avec quelque appréhension. Ils sont surtout timides et ne se livrent pas à des inconnus. Il faut donc que le conseiller de vocation qui va les recevoir, leur inspire sympathie et confiance, puisque l'entretien qui va avoir lieu est essentiel pour l'orientation. L'office d'Utrecht a craint qu'un homme fait¹ n'intimide les enfants. C'est pourquoi, lors de sa première visite, le candidat est d'abord mis en contact avec un employé de second ordre, le plus jeune parmi les employés de l'office. Cet auxiliaire « doit être un garçon poli, aimable et *pas imposant*. Il faut que l'ouvrier se sente tout de suite à l'aise avec lui. C'est cet employé qui veillera à ce que les expériences se fassent selon les règles. Une fois les résultats de ces expériences connus, le directeur ou conseiller de vocation en confère avec l'employé, après quoi, le candidat est reçu par le directeur, qui lui communique ses

1. Sauf dans les offices importants, le conseiller de vocation est en même temps directeur de l'office. C'est un homme qui a déjà une certaine expérience de la vie: cf. *supra*, p. 112 sqq.

résultats et lui donne un avis motivé au sujet de la profession qui lui convient¹. »

L'entretien avec le conseiller a pour but de renseigner celui-ci sur la situation de famille et la situation matérielle de l'enfant, ainsi que sur son caractère et ses goûts. La fiche scolaire, lorsqu'elle existe, fournit ces renseignements, mais le conseiller a toujours besoin de les compléter et de les préciser. L'art du conseiller sera d'éviter les questions abstraites qui aboutissent à des réponses vagues. M. Fontègne, lorsqu'il était conseiller de vocation à Strasbourg, avait établi une sorte de questionnaire oral : « On amènera l'enfant à parler de ce qu'il préfère ; il dira par exemple à quels personnages (historique, militaire, industriel, commerçant, fonctionnaire, héros de lecture ou autre) il voudrait ressembler ; ce qui l'intéresse le plus dans un musée ; une exposition ; en ville ; à la campagne ; s'il fait partie de sociétés ; le rôle qu'il y joue ; il exprimera deux ou trois vœux ; racontera, à sa façon, ce qu'il entreprendrait s'il était riche ; fera connaître pourquoi il a choisi ou n'a pas choisi la profession de son père ; etc.². » De nombreux conseillers se renseignent avec soin sur les jeux de l'enfant³, ses occupations spontanées, etc.

Lorsque les enfants sont trop nombreux pour que le conseiller de vocation puisse consacrer vingt à trente

1. Dr Van Ginneken, cité par Borremans-Ponthière, etc., *op. cit.*, p. 253-254.

2. *R. I. T.*, août 1922, p. 300.

3. Rome a ouvert un cabinet de psychotechnique qui s'occupe spécialement d'étudier les enfants, dans leurs jeux. On a organisé dans ce but le *Ritrovo del fanciullo*, club pour enfants où l'on cherche à déterminer leurs aptitudes grâce à leur activité dans les jeux et leur choix dans les lectures. Le club se compose d'un pavillon qui contient à peu près tous les jeux et jouets connus et une bibliothèque pour enfants. Dr Maria-Diez Gasca, *Une réalisation pratique en orientation professionnelle*. Rapport au congrès international d'orientation professionnelle féminine. Bordeaux, 1926.

minutes à chacun d'eux, on procède parfois à une orientation collective, en faisant remplir aux enfants des questionnaires plus ou moins longs, et en leur demandant une rédaction sur le choix de leur profession. L'entretien oral est réservé à ceux qu'il convient de détourner de leur choix, ou dont le cas paraît délicat.

Le rôle du conseiller ne se borne pas à connaître les goûts de l'enfant. Il doit l'éclairer sur la profession qui le tente, et que l'enfant ignore, fréquemment, autant que ses parents. Il dispose des monographies et les commente, grâce à son expérience. Mais l'enfant a-t-il les aptitudes nécessaires pour réussir dans la profession qu'il désire embrasser ? Avant de trancher cette question, on recourt le plus souvent à un examen médical, et parfois à un examen mental.

1° *Le médecin.*

Le médecin attaché au cabinet d'orientation professionnelle conseille et ne soigne pas. On ne lui demande pas d'apprécier l'état général du sujet, mais d'indiquer les conditions de vie que celui-ci ne pourrait pas supporter, en raison des prédispositions, ou des affections particulières qu'il présente.

Afin de sauvegarder le secret professionnel, le congrès de Barcelone a admis, dans ses conclusions, que le dossier médical devrait comprendre deux parties :

« 1° Une feuille contenant les observations sur l'anthropométrie et la physiopathologie de l'enfant. Cette feuille doit être possédée par les médecins, lesquels garderont le secret professionnel sur les résultats ;

» 2° Une fiche destinée au service d'orientation pro-

fessionnelle qui comporte les indications typiques et les contre-indications individuelles permettant la recherche du groupe de professions à conseiller ou à déconseiller¹. »

En même temps, « la conférence estime nécessaire d'uniformiser les divers types de fiches médicales et de définir les épreuves qui doivent composer l'examen² ». »

La section scientifique de la Commission d'orientation professionnelle française a fait élaborer par les docteurs Laufer et Paul-Boncour un rapport sur la fiche médicale d'orientation professionnelle, dont les conclusions développent le vœu du congrès de Barcelone :

« 1° Elle enregistrera l'ensemble des conditions susceptibles de masquer ou d'entraver les aptitudes. Ces conditions sont de trois ordres : les habitudes d'hygiène personnelle, ainsi que l'hygiène du milieu familial, les prédispositions héréditaires ou acquises, les maladies ou les troubles constitués et durables, parmi lesquels on distingue les contre-indications absolues, et les altérations plus légères, qui, sans réaliser des conditions immédiatement rédhibitoires, constituent surtout des menaces pour l'avenir.

» 2° La fiche servira de guide au médecin. Elle doit, par son libellé, faciliter, dans chaque cas, la recherche des conditions pathologiques ci-dessus catégorisées. La question se pose de savoir si ces diverses catégories doivent figurer sur le même plan, en d'autres termes, de déterminer la valeur qui s'attache à chacune d'elles. En même temps, la fiche doit avoir une portée pratique, en excluant les détails inutiles ou discutables.

1. *R. I. T.*, janvier 1923, p. 129. Cette solution de la double fiche a été fréquemment adoptée.

2. *Ibid.*

» 3° La fiche médicale doit prévoir des examens ultérieurs des sujets, et indiquer l'évolution des symptômes déjà notés, sous l'influence soit de la croissance, soit du travail, ou du milieu professionnel.

» 4° Elle comportera parmi ses conclusions, les indications pratiques pouvant servir au conseiller d'orientation, si le médecin ne remplit pas lui-même ce rôle ¹. »

« Le médecin n'est pas uniquement un contre-indicateur ; il a aussi un rôle positif d'indication à remplir. Le but de l'orientation qu'il ne faut jamais perdre de vue, c'est d'engager l'enfant dans la voie où il réalisera le maximum de possibilités, où il réussira le mieux, où il donnera le meilleur rendement avec le minimum d'usure. Sa fiche médicale doit répondre à ce but. Elle ne doit pas être seulement quelque chose de passif, un simple acte d'enregistrement ; elle doit aussi représenter des directives. C'est ainsi, en effet, que l'orientation prendra l'essor qu'elle mérite ². »

Tout récemment l'Association internationale pour la protection de l'enfance a demandé que cette fiche fût faite à l'école ³.

*
**

La pratique de l'examen médical est assez différente selon les pays. En France, « les hésitations du début ont fait place, dans certains offices, à un enthousiasme du meilleur augure. Si l'inspection médicale obligatoire n'est pas encore introduite, qu'il nous soit permis de

1. *R. I. T.*, décembre 1927, p. 660-661.

2. *Ibid.*, p. 661-662.

3. Voir ci-dessous p. 196 le vœu de cette association réunie à Liège en août 1930.

relever que, partout où fonctionnent des offices d'orientation professionnelle, la grande majorité des enfants sont soumis à un examen médical sérieux ; si l'on s'en tient encore presque uniquement à l'orientation professionnelle négative, on commence aussi, çà et là, à reconnaître qu'il est deux sortes de contre-indications : celles qui sont absolues et celles qui sont relatives, ces dernières susceptibles, en une certaine mesure, d'améliorations, ne serait-ce que par une meilleure organisation de l'éducation physique, ou la création de centres de préadaptation professionnelle ¹. »

Il semble qu'on soit tombé d'accord pour ne demander au médecin que des indications générales, qui n'entraînent nullement la violation du secret professionnel. Le conseiller de vocation se contente de savoir si le sujet à orienter est plus ou moins apte au travail au dehors, au travail sédentaire, dans les poussières, les vapeurs nocives, la grande chaleur, au travail assis, courbé, debout, sur échelles, au sommet des édifices, devant les machines, au travail de nuit, etc., sans que le médecin indique l'affection ou l'infirmité dont le candidat est atteint. Mais un avis médical de ce genre présuppose chez le médecin des connaissances spéciales de physiologie et de pathologie du travail. L'office de Lyon s'est assuré le concours d'un tel spécialiste ².

En Allemagne, le recours au médecin est très variable selon les régions ³. Il est pratiqué le plus souvent par un

1. J. Fontègne, Rapport au congrès de Charleroi, p. 8.

2. *R. I. T.*, mars 1926, p. 391-392.

3. La doctoresse Gaebel a fait en 1922 une enquête sur ce point : Dans le Brandebourg sur 41 offices, 21 avaient régulièrement recours à l'examen médical. En Silésie, sur 63, 30 le pratiquaient régulièrement et 6 exceptionnellement. En Prusse orientale, 2 régulièrement et 6 exceptionnellement (sur 14). En Poméranie, 8 sur 14. En Saxe Anhalt, 45 villes sur 53 et 10 cir-

médecin fonctionnaire, médecin d'école ou de circonscription. Dans tous les cas, la collaboration de spécialistes demeure exceptionnelle.

On pratique deux types d'examens médicaux : l'examen médical ordinaire, ne mettant pas en relief particulier les renseignements nécessaires aux conseillers de vocation, et l'examen médical dirigé en vue de dépister les contre-indications pour certaines professions¹.

Afin de former des spécialistes, on a organisé des cours et des travaux pratiques sur l'orientation professionnelle à l'usage des médecins.

Vienne possède un service médical qui examine tous les candidats qui demandent à être orientés. On fait appel aux laboratoires et aux cliniques de la ville. D'ailleurs le livret scolaire contient déjà d'abondants renseignements sur ce point².

Mais c'est sans doute Prague qui attache la plus grande importance à l'examen médical. D'après les

conscriptions sur 14 (étendu aux écoles moyennes et supérieures). Dans le Schelswig-Holstein, en Basse-Saxe, en Westphalie Lippe, on utilise quand on peut le résultat de la consultation médicale scolaire. Dans la province du Rhin, l'examen médical d'orientation est exceptionnel, sauf à Cologne où il s'étend à tous les enfants. Dans les provinces rurales d'Eupen et du Westerland, en Saxe, en Bavière, etc., l'examen est très fréquent. Il est, au contraire, assez rare en Thuringe et dans l'Etat de Bade. En Wurtemberg, il varie suivant le genre d'école et le sexe (plus fréquent pour les garçons et dans les écoles primaires).

Pour plus de détails et de chiffres, cf. *R. I. T.*, avril 1925, p. 564 et 565. Au surplus, cette enquête bientôt vieille de dix ans, n'a plus guère qu'un intérêt historique. Depuis lors, l'orientation allemande s'est beaucoup perfectionnée (cf. par exemple les articles de Mile Abramson en cours de publication dans le *Bull. I. N. O. P.*

1. Ce second type d'examen permet aux médecins de préciser et de formuler des conclusions sur des cas qui passeraient inaperçus aux yeux du conseiller de vocation laissé à ses seules lumières. « Si, par exemple, on demande au médecin de formuler, s'il y a lieu, une contre-indication pour des professions demandant un effort physique considérable, une disposition au décollement de la rétine ne passera pas inaperçue. Elle risquerait de l'être si elle n'était signalée que parmi les conditions d'ensemble de l'appareil visuel de l'examiné. » *R. I. T.*, avril 1925, p. 566.

2. Cf. *supra*, p. 93 et 94.

déclarations des parents qui, pour le premier examen, sont obligés de se présenter à l'académie Masaryk avec leurs enfants, le médecin établit l'arbre généalogique de la famille. Sur une fiche spéciale, il note tous les renseignements sur le milieu dans lequel l'enfant s'est développé¹. La valeur scientifique de ces indications dépend de la bonne foi, de la mémoire et de l'intelligence de celui qui répond aux questions posées. « Aussi, pour gagner la confiance des parents, le médecin s'efforce-t-il de les persuader que ces questions ont pour unique objet l'intérêt même de leurs enfants. Il leur garantit la discrétion la plus complète². »

L'arbre généalogique établi, on soumet l'enfant à un examen médical très approfondi. On examine son développement physique ; on enregistre les maladies qu'il a eues, son âge de scolarité et de puberté, son tempérament, sa conduite, ses habitudes, etc. On procède à un examen anthropométrique, parfois à un examen radioscopique et à des réactions sérologiques, voire à un examen psychiatrique³. Au terme de ce labeur, le médecin formule son impression générale.

L'examen anthropométrique qui figure dans cette liste est fort apprécié à Barcelone. Il y constitue l'essentiel de

1. Cette fiche contient des renseignements sur les frères et sœurs, les ascendants paternels et maternels : état physique et psychologique, habitudes, occupations, croisement, esprit de famille, milieu social, hygiène du domicile, situation de fortune, scolarité, etc. *R. I. T.*, février-mars 1923, p.^o 446.

2. Si les indications fournies semblent suspectes au médecin, l'institut essaie de se renseigner auprès des institutions sociales qui s'occupent de la jeunesse. *Ibid.*

3. Qu'il ne faut pas confondre avec un examen psychotechnique. L'Institut de Prague s'attache surtout à relever les défauts respiratoires, cardiaques, nerveux et visuels. Pour certains sujets, on examine aussi le goût, l'odorat et l'ouïe. *Ibid.*

l'examen physique des sujets. On le pratique aussi en Suisse, en Pologne, etc. ¹.

En Angleterre, les renseignements médicaux sont fournis par la fiche scolaire. De même en Amérique, c'est le médecin de l'école qui renseigne le conseiller de vocation, lorsque celui-ci s'en soucie. On laisse le plus souvent aux entreprises privées le soin de faire leur police médicale. Cependant, à New-York, on classe à part, parmi les jeunes gens qui sollicitent un permis de travail, ceux qui ont des troubles cardiaques, en vue de leur assurer tous les soins que comporte leur état, et de leur fournir un enseignement technique leur permettant l'accès d'une profession dans laquelle ils ne soient pas troublés par leur santé. De même, à Milwaukee et à Newark, l'état de santé des élèves des écoles complémentaires fait l'objet d'études spéciales ².

2° *Les tests.*

La nécessité d'un examen médical est généralement admise, et les méthodes employées sont souvent les mêmes. En agissant de manières différentes on s'entend sur le principe.

Au contraire, l'examen psychotechnique est une question brûlante et le champ clos où s'affrontent les théoriciens. Il est, pour une part, à l'origine de l'orientation professionnelle et celle-ci s'est développée avec une certaine indépendance à son égard. Mais il n'a pas dit son dernier mot. On se réserve généralement dans une atti-

1. Voir au sujet de la valeur de cet examen : Manouvrier, *Anthropométrie et aptitudes*, un article paru dans la *Revue anthropologique* en 1911 qui conteste les conclusions que l'on veut tirer de ces mesures.

2. *R. I. T.*, janvier 1926, p. 64.

tude de prudence qu'exprime le vœu du congrès de Toulouse à ce sujet :

« 3° ... Le congrès, après avoir étudié l'importante question des tests, émet le vœu qu'il est hautement désirable de voir l'étude et l'expérimentation des tests poursuivie dans les laboratoires de psychologie expérimentale, sous la direction et le contrôle des savants qui dirigent ces laboratoires ¹.

» Mais il est convaincu que, dans l'état actuel, et les possibilités indéfinies du progrès scientifique étant réservées, le transfert des tests dans la pratique de l'orientation professionnelle ne saurait être recommandé, comme pouvant offrir des méthodes d'investigations psychologiques usuelles, et exige, en toute hypothèse, même lorsqu'on ne fait usage des tests qu'à titre auxiliaire et de contrôle, un maniement très compétent et très circonspect, qui ne peut appartenir qu'à des spécialistes particulièrement avertis ;

» Le congrès estime que ces observations s'appliquent un degré tout particulier aux tests d'aptitude, et aux tests psychologiques, destinés à déceler la valeur des fonctions mentales et le caractère, une distinction pouvant être admise entre les tests de cet ordre, et les tests plus faciles à interpréter, s'appliquant aux organes sensoriels et aux fonctions motrices ². »

Ce vœu est complété par la résolution suivante du même congrès : ... « 3. Les services d'orientation devront

1. On peut rapprocher de ce vœu, celui de la conférence de Barcelone : « La conférence émet le vœu que les pouvoirs publics subventionnent des laboratoires en vue de la standardisation des tests d'aptitude professionnelle, et que les résultats des recherches des laboratoires des différents pays soient réunis et confrontés par les soins de la conférence ». *R. I. T.*, janvier 1923. p. 129

2. Compte rendu du congrès de Toulouse, p. 104.

se tenir au courant des études théoriques qui se poursuivent sur la difficile question de l'orientation, et ils devront adopter tous les perfectionnements qui seront apportés aux méthodes techniques actuelles. »

On a reproché aux examens psychotechniques de mesurer surtout l'intelligence générale, le niveau des sujets, qui intéresse beaucoup moins l'orientation que les aptitudes particulières. « Les niveaux d'intelligence des différentes occupations présentent de telles analogies, et peuvent osciller avec une telle amplitude dans chaque profession, qu'il est impossible de faire de l'intelligence le critère de la réussite dans un emploi donné. Tout ce que nous pouvons dire sur un individu, c'est que son intelligence le qualifie pour un grand nombre d'occupations, qui peuvent aller de celle du savétier à celle de l'ingénieur-mécanicien. Mais nous ne pouvons pas dire que l'intelligence générale d'un homme le qualifie pour telle occupation spéciale ¹. » Dans le même sens, M. Arthur S. Otis ayant examiné quatre cents ouvriers de l'industrie textile, déclare n'avoir pu établir chez eux aucune corrélation entre l'intelligence et le succès professionnel ².

D'ailleurs, la plupart des tests ont été établis en vue de la connaissance de l'enfant en général, surtout pour étudier les phases de son développement, par des chercheurs qui ne songeaient pas à leur application possible à l'orientation professionnelle. C'est pourquoi « il n'existe presque pas de tests qui se soient révélés utiles

1. Henry C. Link, *Psychological tests in industry. The annals of American Academy of political and social science*, novembre 1923, p. 32.

2. Arthur S. Otis, *The selection of Mill workers by mental tests, Journal of applied psychology*, décembre 1920, p. 339-341.

à l'orientation professionnelle¹ ». Au surplus, il n'y a pas d'informations suffisantes et précises sur les exigences psychologiques des différentes professions².

Ces jugements pessimistes paraissent avoir été inspirés aux Américains par quelques désillusions succédant à un grand enthousiasme. L'office de placement des jeunes gens à Pittsburg, par exemple, qui avait inauguré en 1920 l'emploi des tests psychologiques, dut « constater, après quelques mois, que malgré des résultats satisfaisants, le temps qui leur avait été consacré dépassait les possibilités du personnel de l'Office », et que « les méthodes employées dans l'application des tests collectifs n'étaient pas pratiques³ ».

On estima aux Etats-Unis que le test psychologique, pour être un bon moyen d'orientation professionnelle, doit résulter d'une collaboration étroite entre des gens de métier, ayant l'intelligence pratique de ce que signifie une épreuve de ce genre, et des techniciens de la psychologie possédant une connaissance approfondie des méthodes qu'elle utilise⁴.

En Allemagne aussi, on avait cru que la méthode des tests résoudrait le problème de l'orientation. Cependant « l'optimisme qu'ils provoquèrent pendant un certain temps s'est atténué avec les résultats de l'expérience, laquelle ne leur a pas enlevé d'ailleurs la valeur limitée mais réelle qu'ils possèdent⁵ ». Les partisans du système

1. Kornhauser and Kingsbury, *Psychological tests in business*, p. 156.

2. *Ibid.* Ces auteurs concluent qu'un goût sérieux est « probablement le guide professionnel le plus utile, car le goût et l'habileté vont ordinairement de pair », *op. cit.*, p. 157.

3. *R. I. T.*, janvier 1926, p. 66. A la suite de cette constatation, on inaugura, avec le concours de la division des recherches des écoles publiques et du département de l'Institut technologique Carnegie, un test d'évaluation plus rapide.

4. *Ibid.*

5. *R. I. T.*, avril 1925, p. 563.

ont perfectionné les épreuves, les rendant de plus en plus complexes, et réalisant ainsi, dans certains cas, des expériences dont les conditions se rapprochent des conditions mêmes de la vie pratique. Mais, dans bien des cas, le système s'est révélé insuffisant et l'observation prolongée s'est imposée ¹.

Tous les grands Offices d'orientation en Allemagne possèdent leurs laboratoires psychotechniques bien organisés. En même temps, pour élaborer des méthodes d'examen, et les ajuster continuellement aux nouvelles exigences de la pratique, il a été créé « quelques institutions purement scientifiques, chargées de tenir les Offices locaux au courant des nouvelles acquisitions de la recherche ² ».

1. Cette observation prolongée est possible grâce à l'école. *Ibid*

2. *Revue de la science du travail*, n° 1, cité par *Bull. I. N. O. P.*, mai 1929, p. 145. Voici, à titre d'exemple, de quoi se compose l'examen psychotechnique à Francfort-sur-le-Mein (*Bull. I. N. O. P.*, novembre 1929, p. 244-245) :

a) Un examen de *connaissances* oral et écrit, portant sur les matières d'enseignement se rapportant le plus à la profession : expression orale et écrite, orthographe, calcul, géométrie;

b) Un examen de *l'intelligence théorique* ayant trait à la mémoire, à la forme d'attention, à la combinaison logique, à l'abstraction, à la concentration;

c) Un examen de *l'intelligence pratique* : aptitudes à l'adaptation, capacités constructives, sens de la technicité, de l'organisation;

d) Un examen de *l'habileté manuelle* : exercices simples, travail d'exactitude des deux mains, rythme du mouvement;

e) Un examen des *fonctions sensorielles* : coup d'œil, sens des formes, couleurs.

f) Un examen de *l'état physique* : force des mains, fatigabilité, santé générale;

g) *Observations diverses*.

Ces examens sont complétés par un questionnaire écrit et par un entretien avec le conseiller. Et M. Fontègne fait remarquer que l'avis que celui-ci formule, à la suite de ces épreuves, n'est qu'un avis temporaire, puisqu'il n'a pas été possible de saisir l'influence qu'exerceront ultérieurement l'éducation, l'application au travail, le caractère, etc.

À Berlin, les enfants, chaque année, répondent à un questionnaire de 78 questions (raisonnement, etc.) suivi d'un autre sur leurs goûts, tendances, etc., puis d'une longue conversation avec le conseiller. Des tests très simples enfin servent surtout de contrôle. La durée des épreuves varie, selon les résultats écrits, de 4 à 8 heures. *Bull. I. N. O. P.*, février 1931, p. 41-42.

En France, l'examen psychotechnique demeure exceptionnel. M. Fontègne n'y recourait, à Strasbourg, qu'avec beaucoup de circonspection, pour les professions encombrées, pour celles exigeant des aptitudes nettement marquées, pour les professions commerciales, ou bien, s'il y avait conflit entre parents et enfants, enfants et conseillers, ou entre instituteurs et conseillers. Encore n'usait-il que de tests assez simples ¹. A part le cabinet de Marseille qui procède à un examen scientifique, les Officiers français considèrent que la méthode des tests doit plutôt être réservée à la sélection professionnelle.

L'institut de Zurich ne se sert pas des tests usuels, mais il procède à un examen très approfondi de l'intelligence, au moyen d'un morceau de lecture ou d'une phrase lue et interprétée par le sujet. « La conversation en rapport avec la phrase lue est poussée aussi loin que possible, et cette analyse permet de révéler les caractères généraux de la pensée du sujet ². »

Les autres instituts suisses pratiquent l'examen psychotechnique par les tests ³. Cette méthode est utilisée en Autriche, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne ⁴, en Russie ⁵, en Hollande, en Belgique, en Luxembourg,

1. Touzaa, rapport cité, p. 50.

2. Mlle Abramson; *Notes sur quelques visites à des laboratoires d'orientation professionnelle*. Bull. I. N. O. P., décembre 1930, p. 257.

On examine en outre, au moyen d'appareils, les aptitudes sensorielles et motrices. Cette seule épreuve dure trois heures.

3. A Genève, l'enfant subit un examen psychologique général et un autre professionnel et spécial. L. O. P., mars 1920, p. 38.

4. L'examen psychotechnique de la *Société du patronage* (Varsovie) comprend deux divisions : examen des aptitudes intellectuelles et examen des fonctions motrices ainsi que de la sensibilité. *Pour l'ère nouvelle*, avril 1930, p. 96.

5. L'Institut V. Obouch (Moscou) et l'Institut Bechterew (Leningrad) procèdent successivement à des épreuves collectives, puis individuelles, portant sur le développement intellectuel général, la compréhension technique, le comportement au travail, les aptitudes motrices, etc. Dès la pre-

en Espagne, au Japon, en Afrique du Sud, en Argentine, en Australie, en Nouvelle-Zélande, etc. On la rencontre partout où fonctionnent des instituts ou des laboratoires psychotechniques.

mière année (1928) l'Institut Bechterew avait près de 6.000 examens. L'Institut V. Obouch n'en a que 4.000 chaque année, mais le département de la Santé publique possède un cabinet qui oriente chaque année 10.000 enfants d'après les mêmes méthodes. *Bull. I. N. O. P.*, juillet 1929, p. 177 et décembre 1930, p. 261.

CHAPITRE IV

LE PLACEMENT

Le placement est le but même de l'orientation. Sans lui, elle risque fort de rester vaine. L'enfant est éclairé sur ses aptitudes ; il est convaincu de la sagesse des conseils qu'il a reçus ; si on le laisse aller, il cherchera un emploi, et prendra ce qu'il trouvera : le conseiller de vocation aura travaillé en pure perte.

Les difficultés du problème de la main-d'œuvre mettent les bureaux de placement publics dans une situation délicate. Il leur est impossible de satisfaire tantôt toutes les offres, plus souvent toutes les demandes d'emploi. Ils doivent donner des gages de leur impartialité, afin de conserver la confiance des usagers, surtout des employés¹. C'est pourquoi, même réunis, les services d'orientation et de placement doivent être très distincts, et indépendants l'un de l'autre, d'autant que leurs techniques sont différentes.

Le plus souvent, le conseiller de vocation termine le dernier entretien avec l'enfant par la remise d'une fiche, que celui-ci va présenter au bureau de placement.

En retour, le bureau de placement avertit le cabinet d'orientation des placements effectués, et lui fournit tous les renseignements qu'il possède sur l'état du marché du

1. Cf. *supra*, p. 45.

travail. Ceux-ci retiennent toute l'attention du conseiller de vocation et inspirent largement les conseils qu'il donne à l'enfant ¹.

Parfois, les Offices d'orientation, plutôt que de recourir aux bureaux existants, ont préféré créer un service de placement. Ainsi, le *Vocational service for juniors* a ouvert quatre bureaux de placement à New-York. De même, les statuts de l'Office intercommunal de Bruxelles prévoyaient que le placement des futurs apprentis examiné par ses soins serait effectué directement « au sein des associations professionnelles ». Mais on s'est aperçu qu'on risquait de soulever l'hostilité des syndicats professionnels, jaloux de leurs privilèges en matière de placement, et qu'on pouvait faire surgir la question de la limitation des apprentis ². Une convention est donc intervenue, disposant que les demandes et les offres de travail juvénile seraient centralisées à la Bourse officielle du travail, qui veillera au placement des sujets envoyés par l'Office d'orientation professionnelle ³.

1. Voici par exemple quels sont les rapports de l'office de placement de Strasbourg avec le cabinet d'orientation (rattaché à la Chambre des métiers) :

...2° Ne place aucun enfant en apprentissage qui n'ait été examiné préalablement par l'office d'orientation professionnelle;

3° Envoie quotidiennement le rapport relatif au marché du travail de Strasbourg (en maintes occasions, ce rapport permet de montrer aux parents le danger pour les enfants à exercer tel métier);

4° Envoie chaque semaine les places vacantes d'apprentissage, ce qui permet de faire jouer la contre-indication économique, et de fournir au personnel enseignant les renseignements nécessaires pour certains de leurs enseignements;

5° Envoie la liste des places vacantes de maîtres (patrons) dans les trois départements d'Alsace et de Lorraine;

...7° Etablit, en commun avec l'office d'orientation, des communiqués pour la presse, les syndicats, etc. *L. O. P.*, août-septembre 1922, p. 48.

2. M. E. Gauthier, *L'orientation professionnelle. R. I. T.*, mai 1922, p. 771.

3. Le placement ne pourra se faire qu'en tenant compte des résultats de l'examen qu'ils auront subi. D'autre part, le personnel de la Bourse enverra à l'office d'orientation professionnelle les apprentis et apprenties qui se présenteront à ses guichets, pour leur faire subir un examen qui déterminera les professions qui leur conviennent. *R. I. T.*, septembre 1923, p. 379-380.

Placer un enfant en apprentissage, cela entraîne des frais pour les familles, frais dont l'importance varie beaucoup selon l'apprentissage entrepris. Même lorsque l'apprentissage est gratuit, c'est une période pendant laquelle l'enfant ne gagne rien. L'orientation doit donc tenir compte de la situation matérielle des familles, et détourner d'un apprentissage trop coûteux les sujets qui ne peuvent en supporter les frais. Mais, puisque le but principal de l'orientation est de favoriser l'apprentissage, et de permettre à chacun d'utiliser au mieux ses aptitudes, on a eu l'idée d'accorder des bourses qui sont attribuées par les conseillers de vocation. Le service professionnel de New-York, par exemple, accorde des bourses aux enfants qui désirent poursuivre leurs études et seraient, sans ce secours, obligés de prendre un métier. La bourse n'est pas destinée à remplacer un salaire éventuel, mais à subvenir aux frais qu'exige la poursuite des études. La préférence est accordée aux sujets bien doués, ou à ceux qu'un défaut physique ou mental met en état d'infériorité, mais qui peuvent, grâce à une éducation spéciale, arriver à gagner leur vie et à rendre des services à la collectivité ¹. En France, des bourses analogues sont distribuées, en particulier par l'Office de Nantes. La Belgique possède une organisation très complète : le *fonds des mieux doués*, qui consent des prêts d'honneur aux élèves de tous les degrés d'enseignement ².

1. Les candidats à une bourse doivent être âgés de 14 à 18 ans et en état de recevoir un certificat d'aptitude au travail. On n'accorde pas de bourse à un enfant dont la famille a besoin d'être aidée matériellement, à moins que cette aide ne lui soit déjà fournie par une autre organisation. Avant de recevoir une bourse, le postulant est soumis à un examen médical et psychologique spécial. Le service professionnel s'intéresse à l'enfant aussi longtemps qu'il jouit de sa bourse. Un certain nombre de ces bourses sont distribuées à des enfants de chômeurs. *R. I. T.*, mai 1923, p. 840.

2. Toutefois pour les études supérieures, les prêts sont consentis par la *Fondation universitaire*.

De nombreux Offices continuent à s'intéresser à ceux qui ont eu recours à leurs services. Le secrétaire du placement à l'Office de Boston procède à une enquête *périodique* qui lui apprend comment se comporte son protégé, en quelle estime le tiennent ses chefs immédiats, quelles sont ses possibilités d'avenir, etc.¹. En même temps, celui-ci reçoit des lettres circulaires qui l'engagent, de la façon la plus cordiale, à revenir voir le conseiller de vocation, pour lui faire part de ses succès ou de ses désillusions dans la profession embrassée, et des raisons auxquelles il les attribue.

De même, le directeur du cabinet d'Utrecht, avant de laisser partir l'enfant, lui demande de bien vouloir répondre chaque année au petit questionnaire que lui fera parvenir le bureau central, et qui a pour objet de tenir celui-ci au courant de la situation de ses protégés et des progrès qu'ils ont réalisés dans l'exercice de leur profession. Ainsi, l'Office suivra pendant toute sa vie, s'il le veut, le jeune homme qui s'est adressé à lui ; le registre où figurent son nom et les résultats des différentes épreuves contient la place nécessaire pour indiquer chaque année les résultats obtenus dans la vie professionnelle. Cette chronique historique sera pour le bureau, plus tard, une source de renseignements précieux. Il pourra constater de la sorte ce qui correspond, dans la vie réelle, aux résultats obtenus dans les différentes épreuves ; quelles insuffisances peuvent être corrigées ou compensées par un travail consciencieux et persévérant, etc.².

L'institut de Prague contrôle la valeur de ses procédés

1. Dr Borremans-Ponthière, etc., *op. cit.*, p. 216.

2. *Ibid.*, p. 254.

au moyen d'un contre-examen que les enfants viennent subir six mois après leur placement, épreuve qui est d'ailleurs complétée par l'envoi de formulaires aux patrons, afin d'obtenir des renseignements sur l'adresse professionnelle et la capacité de travail des apprentis ¹.

Certains pensent que l'Office d'orientation ne doit pas se borner à contrôler ainsi la valeur de ses méthodes. Il devrait, tout au moins dans les petits centres, assumer une sorte de tutelle morale des apprentis. Il organiserait, là où ils n'existent pas, les cours professionnels répondant aux nécessités économiques du milieu ; surveillerait la formation des apprentis, non seulement à ces cours, mais à l'atelier, en s'assurant que l'apprentissage est méthodique et régulier. En outre, il s'efforcerait de récompenser leurs efforts, de leur fournir des distractions saines et de compléter leur formation purement technique par des conférences sur l'hygiène du métier, la législation ouvrière, etc. ².

Cas particuliers

1° *L'orientation professionnelle des enfants de la campagne.*

L'orientation professionnelle a été créée dans les villes et pour les enfants des villes. Les enfants de la campagne ont-ils besoin d'être orientés ? Le plus souvent, ils continuent de travailler la terre avec leurs parents. S'ils veulent une autre profession, ils n'ont pas à recourir à un bureau de placement puisqu'ils connaissent tout le monde dans le village : ils s'adressent directement à

1. *R. I. T.*, juin 1922, p. 1069.

2. M. J. Régnier, *Comment organiser l'orientation professionnelle dans un centre de moyenne importance*. *Bull. I. N. O. P.*, juillet 1929, p. 183.

celui dont ils veulent devenir l'apprenti. Et s'ils quittent la terre pour venir à la ville, il est temps pour eux de se présenter à l'Office d'orientation de la ville.

En France, par exemple, où l'on se plaint de la désertion des campagnes, à quoi bon venir offrir des tentations supplémentaires aux enfants. Tous les efforts doivent tendre au contraire à les attacher davantage à la terre.

Cependant, il y a des enfants que les travaux agricoles rebutent, et qui sont décidés à les éviter à tout prix. On a pensé qu'une orientation rurale sagement comprise pourrait peut-être permettre une rénovation de l'artisanat rural. Il y a là un ensemble de professions intéressantes à tous égards et qui se recrutent difficilement. Il suffit de faire valoir aux enfants les avantages qu'ils y trouveront, avec la possibilité de satisfaire leurs goûts mécaniques, pour en convaincre un certain nombre. L'Office de Strasbourg a pu ainsi renvoyer en apprentissage à la campagne bon nombre de candidats qui en venaient pour travailler à la ville.

Il semble que ce soit l'effort le plus utile que l'on puisse faire pour enrayer l'exode des campagnes. Car, le retour à la terre, il n'y faut guère songer. On convaincra difficilement un enfant élevé à la ville d'aller en apprentissage à la campagne. Et celui qui est venu à la ville, et qu'on a laissé y faire son apprentissage, y a pris ses habitudes et ne peut plus la quitter.

Il y a aussi des enfants qui, ayant le goût des choses agricoles, ne veulent pas travailler chez leurs parents. Ils ignorent le plus souvent qu'il existe en France une vingtaine de fermes d'apprentissage agricole¹, où les

1. Voici la liste de ces centres d'apprentissage agricole :
Aubord (Gard), Bel-Air (Seine-et-Oise), Bellée (Manche), Berck-sur-Mer (Pas-de-Calais), Boslon (Eure), la Boulaye (Saône-et-Loire), Chaillevette

enfants sont reçus gratuitement comme internes. Ces établissements subviennent à leurs besoins (avec quelques subventions) et rétribuent leurs maîtres, grâce à la vente de leurs produits. Les plus âgés des apprentis reçoivent même un salaire. Le succès de ces fermes-écoles montre que si elles étaient plus connues elles pourraient se multiplier rapidement ¹.

En fait, l'organisation de l'orientation professionnelle à la campagne est assez difficile en raison de la complexité d'une orientation bien faite. Cependant, s'il s'est assuré le précieux concours de l'école, le conseiller de vocation peut se déplacer pour venir examiner et conseiller les enfants. En France, quelques essais ont été faits dans les communes rurales de la région de Lisieux, et l'Office des Ardennes a ouvert un grand nombre de petits centres locaux.

En Allemagne et en Autriche, l'orientation est étendue à peu près sur tout le territoire, grâce au réseau serré des Offices de placement. D'ailleurs, l'orientation des jeunes campagnards y est conçue dans un tout autre esprit qu'en

(Charente-Inférieure), la Côte Saint-André (Isère), Epluches (Seine-et-Oise), Fleury-Meudon (Seine-et-Oise), Fontaineroux (Seine-et-Marne), Laumoy (Cher), Angoulême (Charente), Mende (Lozère), Merle (Bouches-du-Rhône), le Pradel (Ardèche), les Pressoirs du Roy (Seine-et-Marne), Rambouillet (Seine-et-Oise), Sacuny-Brignais (Rhône), Creully (Calvados), Saint-Viaud (Loire-Inférieure), les Trinottières (Maine-et-Loire) et Voreppe (Isère).

Réponse de M. le ministre de l'Agriculture à une question écrite de M. Chouffet (*J. O.*, 31 janvier 1931).

Il existe aussi un certain nombre de cours professionnels d'apprentissage, organisés par des groupements agricoles et horticoles et reconnus par le ministère de l'Agriculture. Il y a là un vaste champ d'action pour les syndicats agricoles.

Les Anglais ont développé cette institution et possèdent des villages d'enfants, où ceux-ci sont maîtres, administrent, rendent la justice, etc. L'Allemagne a créé depuis la guerre des fermes-écoles analogues. On peut enfin citer le curieux village d'orphelins juifs de *Ben Shemen* en Palestine; (cf. *Pour l'ère nouvelle*, octobre 1920). Tout ceci se rattache au mouvement en faveur d'une « éducation nouvelle » qui n'est pas sans rapports avec l'orientation professionnelle.

France. Voici l'opinion de l'Office de Dusseldorf : « L'enfant de la campagne, surtout, ignore absolument les professions que lui offrent les usines des grandes villes et de la grosse industrie. Il y a lieu de remédier à cette ignorance à l'aide d'images, de films et de conférences ¹. »

2° Dans l'enseignement secondaire et supérieur.

Un certain nombre de pays ont étendu l'orientation professionnelle à tous les degrés de l'enseignement. En Allemagne, elle constitue le préambule obligé du placement des travailleurs intellectuels dans l'industrie et le commerce. Mais seuls certains bureaux centraux sont capables de connaître la situation économique générale, et de s'assurer le concours d'un personnel compétent pour ces fonctions délicates. C'est pourquoi des sections spéciales doivent être créées pour les professions libérales auprès des Offices de placement des Etats. Il existe en outre un service central d'orientation professionnelle pour les élèves des écoles supérieures, qui centralise tous les renseignements sur le marché du travail intellectuel et les communique aux Offices d'Etat ². Les organisations professionnelles informent le service central des emplois vacants, et facilitent l'accès de leurs professions aux personnes que celui-ci leur envoie.

En outre, certaines universités³ ont conservé les Offices d'orientation qu'elles avaient fondés. Tous ces Offices d'orientation universitaire sont soutenus par l'Association

1. *Mon bureau*, avril 1924, p. 316.

2. Cf. *supra*, p. 24 les origines de ce service central. Depuis 1923, il s'appelle : « communauté allemande de travail pour l'orientation professionnelle des universitaires ».

3. Munich, Francfort, etc.

des universités allemandes et par les associations d'entr'aide des étudiants ¹.

A l'exemple des universités allemandes, les universités américaines ont ouvert des services d'orientation professionnelle ² pour faciliter le placement industriel et commercial des étudiants en cours d'études, soucieux de gagner leur vie, comme cela est normal aux Etats-Unis. Le Congrès de l'éducation leur a demandé de contribuer à l'établissement d'une fiche individuelle pour chaque étudiant. Un comité s'est réuni pour établir cette fiche ainsi que des tests et des monographies professionnelles.

Dans certains pays, l'effort a surtout consisté à élaborer des monographies pour les carrières libérales ³.

**
**

La difficulté d'une telle orientation, dont personne ne conteste les bienfaits, c'est le recrutement du personnel. Les statuts de l'Institut national d'orientation professionnelle prévoient la délivrance éventuelle d'un diplôme supérieur d'orientation, mais il est à craindre que ce projet ne reste longtemps sur le papier, faute de candidats.

Afin de remédier en quelque mesure à cette lacune, un certain nombre d'établissements d'enseignement secondaire ont pris l'initiative d'organiser des conférences qui sont faites à leurs élèves par des praticiens des principales professions.

D'ailleurs, les étudiants se renseignent sur les profes-

1. *L. O. P.*, octobre 1923, p. 17.

2. L'Université de Chicago, par exemple, avait d'abord ouvert un modeste office de conseils et d'emplois qu'elle a ensuite transformé en un *Board of vocational guidance and placement*. *Bull. I. N. O. P.*, janvier 1929, p. 45 et novembre 1930, p. 242.

3. En Hollande, Belgique, etc.

sions qu'ils peuvent embrasser beaucoup plus facilement que les enfants sortant de l'école primaire. Ils ont aussi une connaissance suffisante de leur état de santé. A quoi servirait donc un Office d'orientation universitaire s'il était conçu comme le sont les Offices français ou anglais ?

On constate, en effet, que tous les pays qui pratiquent l'orientation universitaire, les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, etc., sont ceux où l'on accorde la plus grande confiance à l'examen psychotechnique.

L'examen scientifique des aptitudes donne des résultats souvent différents de ceux des examens et concours qui sont le moyen classique de sélection et d'orientation des étudiants. Or, tout en reconnaissant les imperfections du système en usage, l'opinion publique paraît peu disposée à y renoncer. Peut-être finira-t-elle par s'acclimater à la méthode des tests et celle-ci, s'étant suffisamment perfectionnée, sera peut-être utilisée un jour pour le recrutement des professions libérales.

En tout cas, il semble bien qu'un bureau d'orientation universitaire qui ne pratique pas d'examen psychotechnique, ne puisse être qu'un Office de renseignements et de placement.

3° Réorientation de mutilés.

Le but de l'orientation professionnelle, c'est le choix d'un apprentissage. C'est pourquoi elle est presque exclusivement réservée aux enfants. Ceux qui ont décidé d'être manœuvres, et qui ne s'en sont pas repentis dès leur adolescence, mourront manœuvres. Quant à ceux qui ne sont

pas satisfaits de leur état, ils en chercheront un autre, dans lequel ils puissent utiliser leurs connaissances et leurs capacités, mais ce n'est pas là une nouvelle orientation, même s'ils sont venus consulter le conseiller de vocation.

Il n'y a lieu à réorienter un adulte que lorsqu'un accident grave a amené un bouleversement de ses aptitudes. Les pays belligérants se sont imposé la rééducation de leurs nombreux mutilés. Des services avaient été créés à cette fin dont quelques-uns ont subsisté. En effet, on a songé à étendre le bienfait de cette rééducation aux victimes d'accidents du travail.

L'un des plus importants centres de cette nature est l'*Ecole des mutilés du travail* de Madrid, qui comprend une clinique, un hôpital, un asile pour les invalides définitifs, et une école de rééducation dans laquelle sont accueillis les mutilés guéris sortant de l'hôpital. Ils subissent un examen médico-physiologique et un examen psychotechnique, qui déterminent leurs aptitudes à telle ou telle catégorie de métiers. L'école comprend une dizaine d'ateliers différents et un service d'horticulture. En outre, un *service social* s'occupe de placer les mutilés qui ont achevé leur apprentissage, et fait de la propagande en faveur de la prophylaxie des accidents du travail, et des enquêtes sur leurs causes afin de faciliter leur prévention ¹.

1. Henri Piéron, *L'orientation professionnelle à Madrid*. Bull. I. N. O. P. décembre 1929, p. 254.

Il faut se garder de confondre l'orientation avec la *sélection* à laquelle sont soumis de nombreux adultes au moyen de procédés psychotechniques : personnel des transports, aviateurs, télégraphistes, etc.

CONCLUSION

L'orientation professionnelle fonctionne effectivement depuis dix ans et ses résultats sont très satisfaisants. Les offices ont su conquérir la confiance des familles qui se présentent chaque année plus nombreuses. La plupart des enfants acceptent le conseil qu'on leur donne et le suivent. Il en résulte une beaucoup plus grande stabilité d'emploi parmi les jeunes gens orientés.

La main-d'œuvre juvénile est toujours incertaine et flottante. En raison des hasards qui président souvent au choix d'une profession, beaucoup d'enfants changent plusieurs fois de patrons, et même de professions, avant de se fixer définitivement. Cette situation porte un égal préjudice aux employeurs et aux employés. Elle décourage l'enfant de tout apprentissage sérieux, et le condamne lorsqu'il n'a pas découvert, au sortir de l'école, une profession conforme à ces goûts, à rester toute sa vie un ouvrier non qualifié.

L'orientation professionnelle éclaire l'enfant sur ses possibilités, et sur les exigences de la profession dans laquelle il s'engage. Elle l'oblige aussi à considérer l'avenir. Beaucoup d'enfants désirent une place plutôt qu'un métier ; mais ils se laissent convaincre de la nécessité de faire un apprentissage. L'usage d'un grand nombre de bureaux de placement d'exiger pour les jeunes gens un certificat de leur visite au cabinet d'orientation permet

d'atteindre tous ceux qui n'ont pu trouver de place par leurs propres moyens. Et certains offices sont parvenus à rendre exceptionnels les placements sans apprentissage. En Alsace, par exemple, où l'apprentissage était déjà généralisé, de tels placements ont été à peu près supprimés grâce aux offices d'orientation.

À l'opposé de celui qui ne désire qu'un gain immédiat, il y a l'enfant qui ambitionne une profession à la mode. Là aussi, les offices sont intervenus pour éviter des échecs aux sujets s'engageant dans une profession encombrée sans avoir les moyens d'y réussir. Tantôt, ils dirigent l'enfant sur une profession voisine ou similaire de celle souhaitée, tantôt, ils lui révèlent l'existence ou les avantages d'une profession injustement délaissée. Lorsque l'office atteint la plus grande partie des écoliers, son activité produit une détente sensible sur le marché du travail.

La plupart des enfants sont aptes à un grand nombre de professions. Mais il y en a dont l'emploi est très difficile. Ce sont les infirmes, les anormaux et les arriérés. Pour ceux-là, l'orientation professionnelle est indispensable. La Suisse, et surtout la Belgique, possèdent une organisation très complète pour récupérer ces enfants qui sont le plus souvent délaissés et ne subsistent que par la charité publique. C'est parmi eux que l'on trouve le plus grand nombre de jeunes délinquants. Or, une éducation appropriée permet à beaucoup d'entre eux d'atteindre un développement suffisant pour exercer une profession honorable et pour subvenir à leurs besoins. La nécessité de leur éducation et de leur orientation est universellement reconnue, mais les réalisations pratiques sont encore faibles, en raison des difficultés matérielles

de la tâche. Les offices allemands les plus importants possèdent des sections spécialisées dans cette mission. Ailleurs fonctionnent quelques écoles ou quelques classes spéciales dont les maîtres orientent et placent les enfants, avec le concours d'œuvres diverses. Au total, il n'y a eu jusqu'ici, en dehors de la Belgique, que des projets et de très modestes essais.

Il est difficile de juger déjà le bénéfice de l'orientation professionnelle, parce que c'est une institution neuve, qui dans la plupart des pays n'atteint encore qu'une faible minorité. En France, l'ensemble des offices n'oriente guère plus de trente mille enfants chaque année sur les neuf cent mille qui abordent la vie professionnelle, dès la sortie de l'école. L'Allemagne avait vu les enfants affluer, dès l'ouverture des offices, et l'institut de Berlin avait reçu plus de trente mille visites d'enfants en 1922. Mais les difficultés de la crise économique et celles du chômage ont réduit, tout au moins en apparence, l'activité des offices. Ce même institut de Berlin n'examinait plus en 1930 que dix mille enfants. Mais ce repli temporaire a permis à l'orientation de gagner en profondeur et de perfectionner ses méthodes d'investigations. L'orientation s'est développée régulièrement en Allemagne, au cours de ces dix ans, bien qu'elle n'ait pas vu augmenter le nombre de ses bénéficiaires.

La situation est à peu près la même dans tous les Etats européens. Il faut considérer que les enfants qui sortent de l'école en ce moment sont ceux qui sont nés pendant la guerre, c'est-à-dire qu'ils représentent un contingent très réduit. Les statistiques s'en trouvent faussées, et une diminution du nombre des enfants orientés peut corres-

pondre à un développement de l'activité et de l'influence des offices.

Cette période de calme est très propice pour parachever une organisation délicate et complexe qui soulève beaucoup de problèmes. Les offices ont été créés sous des auspices si variés qu'il est difficile de tenter une classification. Cependant on remarque le rôle important des instituts de psychologie, qui dans les pays peu évolués assument toute la charge de l'orientation professionnelle. Ailleurs, leur rôle n'est pas moins important et le succès des offices qu'ils dirigent prouve la nécessité qu'il y a pour tous les offices à se tenir au courant des recherches scientifiques.

La formule qui réunit le plus de suffrages est celle qui rattache les offices aux bureaux publics de placement. Le placement est le but et la raison d'être de l'orientation, mais il s'en distingue. Orienter sans placer, c'est une œuvre assez vaine. Néanmoins, l'orientation dépasse le placement, car le marché du travail évolue sans cesse et l'orientation doit s'inspirer de vues d'avenir. C'est pourquoi il n'y a pas d'inconvénient à ce que l'orientation professionnelle soit étrangère à l'office de placement, à la double condition qu'elle soit placée dans des conditions offrant les mêmes garanties d'impartialité, et qu'un contact étroit soit conservé avec l'office de placement.

Le cabinet d'orientation ne se suffit pas à lui-même et son bon fonctionnement exige des concours très nombreux. Le plus important est celui de l'Etat qui pose les principes généraux d'organisation et de fonctionnement des offices, coordonne leur activité au moyen d'institu-

tions centrales, contrôle leurs méthodes et leurs résultats, et les subventionne. Le rôle de l'Etat ne s'arrête pas là, car il dirige le plus souvent l'instruction publique.

L'instituteur, en effet, joue un rôle de premier plan dans l'orientation professionnelle des écoliers. C'est pour lui une tâche ancienne et familière, mais qui prend un caractère d'actualité, et qui doit devenir plus systématique. Certains pays se sont préoccupés d'assurer une formation spéciale au personnel enseignant ; d'autres se sont contentés de lui rappeler ses devoirs au moyen d'instructions et de circulaires. Le rôle de l'école, dans l'orientation professionnelle, a fait l'objet de nombreuses discussions et de définitions théoriques. Ce rôle est double : aider l'enfant à connaître ses goûts et ses aptitudes ; fournir au conseiller de vocation le plus grand nombre de renseignements sur l'enfant. Les solutions adoptées jusqu'ici par la pratique paraissent provisoires.

Mais on tend de plus en plus à retarder l'entrée de l'enfant dans la vie professionnelle, par conséquent à prolonger la mission de l'école. Une idée très féconde est apparue, celle de la nécessité d'une culture professionnelle d'ensemble avant le début de l'apprentissage proprement dit. Le préapprentissage ne s'est pas développé aussi rapidement que l'orientation professionnelle. Il est plus difficile à réaliser, plus long et plus coûteux. Mais il semble que ce soit une méthode plus fructueuse que le travail à demi-temps, tel qu'on le pratique ordinairement, c'est-à-dire des classes de travaux manuels qui constituent plutôt un exercice physique qu'une initiation à la vie professionnelle.

Le préapprentissage et la préorientation faite à l'école préparent l'orientation proprement dite qui comporte

essentiellement un examen des aptitudes du sujet. L'importance de cet examen varie beaucoup selon l'organisation de l'office. Car les instituts de psychologie font subir aux enfants des examens très approfondis et qui durent plusieurs heures. Au contraire, les offices rattachés aux bureaux de placement se contentent d'un examen sommaire. Les deux méthodes se justifient. En effet, les instituts poursuivent des recherches scientifiques ; ils ne peuvent contrôler la valeur de leurs méthodes qu'en les expérimentant sur un très grand nombre d'enfants. C'est ce qui explique que les instituts ne se contentent pas d'avoir des laboratoires, où ils ne pourraient examiner que quelques enfants, mais dirigent des offices d'orientation où ils attirent le plus grand nombre possible de candidats, qui se prêtent avec bonne grâce aux épreuves qu'on leur fait subir. La situation est toute différente pour les simples offices d'orientation qui ne poursuivent aucune recherche. Un examen rapide suffit pour déceler les principaux troubles qui pourraient nuire à l'enfant dans certaines professions.

La nécessité d'un examen médical au moins sommaire est unanimement reconnue, bien que certains pays ne le pratiquent guère ; et l'objection du secret professionnel n'est plus possible depuis que s'est répandu l'usage de la double fiche. Tout au contraire, l'examen psychotechnique suscite de grandes méfiances, en particulier en France, méfiances qui proviennent en grande partie de l'ignorance. Certes, un examen psychotechnique complet exige un personnel spécial, des instruments de laboratoires, et n'aboutit qu'à des résultats contestables. Mais il existe en cette matière des méthodes très simples, des tests d'attention, par exemple, qui n'exigent ni formation,

ni matériel. Ces petites expériences ne donnent que des résultats modestes, mais cependant appréciables. Il est probable qu'à mesure qu'un personnel de conseillers de vocation diplômés remplacera les conseillers bénévoles qui ont organisé les offices, un examen mental s'établira, aussi simple d'ailleurs que l'examen physique. Sans doute aussi, l'instituteur pourrait-il user de ces méthodes pour mieux connaître ses élèves. Il faut attendre cependant que les travaux des instituts de psychologie aient obtenu des résultats assez sûrs et assez complets pour qu'on puisse en recommander l'usage courant.

La connaissance des aptitudes du sujet n'est qu'un des éléments de son orientation professionnelle. Celle-ci résulte de son entretien avec le conseiller de vocation, alors que celui-ci a sous les yeux tous les éléments qui lui permettent de donner à l'enfant des conseils motivés. Les réserves que le conseiller de vocation est amené à faire sur le libre choix de l'enfant proviennent de trois facteurs d'importance comparable : l'état de santé de l'enfant, l'insuffisance de ses résultats scolaires, l'état du marché du travail. Un dernier facteur intervient dans certains cas : la situation matérielle de la famille de l'enfant, lorsque l'apprentissage envisagé est trop coûteux. Cette difficulté est moins grave que les précédentes, et certains offices disposent dans ce cas de bourses d'apprentissage.

L'orientation professionnelle est une institution jeune qui apparaît pleine de promesses, mais qui n'est pas encore entrée tout à fait dans les mœurs. C'est pourquoi une forte propagande est nécessaire, tant auprès des familles, et surtout à l'école, qu'auprès de ceux dont le concours est nécessaire à son bon fonctionnement. Déjà,

quelques employeurs demandent aux candidats qu'ils embauchent un certificat du cabinet d'orientation. Il paraît nécessaire qu'ils entretiennent des relations plus étroites avec celui-ci, qu'ils rendent visite au conseiller de vocation, pour étudier avec lui les conditions du recrutement et la politique à tenir. Car les monographies professionnelles se présentent sous une forme nécessairement schématique et doivent être interprétées avec l'aide des professionnels. De même, les renseignements statistiques sur les offres et les demandes de placement peuvent difficilement être appréciés à leur juste valeur par le conseiller de vocation réduit à ses seules lumières.

L'orientation professionnelle est une œuvre de solidarité sociale qui s'étend peu à peu à tous les genres de professions et à toutes les classes de la société. En raison de la complexité des moyens mis en œuvre et de la multiplicité des concours qui lui sont nécessaires, son organisation est assez lente, et on ne peut encore en prédire l'achèvement, mais la prudence même de ses débuts fait bien augurer de son avenir.

Vu : Le Doyen,
H BERTHÉLEMY.

Vu : Le Président,
William OUALID.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris.
S. CHARLETY.

APPENDICES

APPENDICE I

ORIGINES DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE A BRUXELLES

A Bruxelles, une société, — dont M. Arthur Nys, inspecteur des écoles de la ville, était l'animateur, — composée de médecins, d'avocats, de membres du corps enseignant, d'ingénieurs et d'industriels, unis par le même désir d'étudier les questions relatives à l'enfant, à sa formation, à son éducation, à son adaptation à la vie sociale, à sa protection, avait créé dans son sein, en 1909, une section dont le programme comportait le placement des apprentis et la surveillance de l'apprentissage. Le choix du métier n'était pas en cause ; il s'agissait simplement de placer des jeunes gens et des jeunes filles ayant déjà fait un choix, dans des conditions telles que leur apprentissage pût se faire complètement, normalement ; on désirait empêcher l'exploitation de la jeunesse ouvrière. Au début, on ne s'occupait que des élèves sortis du quatrième degré primaire. Puis, comme ces élèves n'étaient pas fort nombreux, l'action de la section s'étendit à tous les enfants âgés de quatorze ans qui désiraient apprendre un métier. C'est cet organisme de simple assistance, dont le but était purement philanthropique, qui fut, à Bruxelles, le berceau de l'orientation professionnelle.

Les cas si divers qui se sont présentés ont conduit à constater que, fréquemment, les parents ne tenaient

aucun compte de l'état physiologique de leur enfant quand il s'agissait de lui choisir un métier. Des médecins se trouvaient dans des locaux voisins où ils s'occupaient d'autres œuvres en raison de leur compétence spéciale ; tout naturellement, on se trouva appelé à leur demander leur avis. Bientôt l'utilité d'un examen médical préalable devint évidente ; l'intervention régulière du médecin fut décidée et une fiche spéciale créée. Elle permit tout de suite d'éviter aux intéressés des fautes graves. Pour simplifier le travail, on fut conduit à dresser des listes de métiers inaccessibles aux gens atteints de certaines infirmités. Sentant toute l'importance que devait avoir dans la vie professionnelle l'état des organes des sens on fut amené à étudier ce point avec le concours de spécialistes.

Les causes d'erreurs, très apparentes, se trouvaient aussi fréquemment dans les illusions que se font les parents sur la valeur intellectuelle de leurs enfants, ou dans leur complète ignorance des exigences de la profession choisie. En présence de personnes avouant ingénument que leur fils quittait l'école à quatorze ans sans avoir réussi à dépasser la quatrième année d'études primaires, mais déclarant néanmoins avoir décidé d'en faire un employé parce qu'il avait une belle écriture ; ou, ayant un enfant dont l'instruction était quasi nulle et l'intelligence bornée — ce dont ils convenaient —, affirmaient néanmoins leur décision d'en faire un comptable ; devant bien d'autres cas tout aussi frappants, force fut de convenir qu'il y avait lieu d'avertir les intéressés du triste avenir qui leur serait réservé, s'ils persistaient dans un choix aussi manifestement malheureux.

Mais, pour convaincre, il ne suffit pas toujours de pré-

senter de bons arguments ; il faut parfois recourir aux preuves et les présenter sous une forme qui ne souffre pas de réplique. Tout d'abord, on songea à procéder sur place à un examen pédagogique. Le moyen, prenant vraiment trop de temps, était peu pratique. On eut recours aux bons offices des maîtres ; on leur demanda de fournir des notes sur ceux de leurs anciens élèves qu'on nous demandait de placer. Afin de leur faciliter cette tâche, une fiche imprimée fut préparée qui, par la suite, devint notre fiche scolaire.

Très souvent, ce procédé donnait satisfaction. Mais les professeurs et les instituteurs jugent les écoliers suivant l'adaptation plus ou moins bonne de ceux-ci à leur enseignement ; et, d'autre part, une bonne préparation scolaire n'implique pas toujours une adaptation certaine aux exigences de n'importe quelle profession. Les ingénieurs, les industriels, consultés, n'hésitèrent pas à reconnaître que l'instruction n'est pas une garantie de succès dans diverses occupations qui nécessitent cependant certaines aptitudes intellectuelles.

Cette complication nouvelle entraîna l'intervention du docteur Decroly qui, spécialisé dans l'étude de la psychologie de l'enfant, nous apporta son concours éclairé.

Il forma des élèves qui l'assistèrent, mais, depuis, jamais il ne cessa un seul jour d'opérer lui-même et, naturellement, dans les cas les plus difficiles. Il s'attacha même à la solution des problèmes nouveaux qui se posaient à mesure que les consultations devenaient plus nombreuses et que les difficultés se multipliaient. C'est lui qui organisa le premier examen psychologique, en fournit les moyens et rédigea une fiche spéciale, laquelle,

après avoir subi diverses modifications, est encore en usage.

Bientôt l'attention fut attirée par l'importance des fonctions motrices au point de vue du succès dans les carrières manuelles. Des jeunes gens nombreux, la plupart sortis des quatrièmes degrés, se décidaient à faire l'apprentissage d'un métier. Questionnés sur les motifs de leur préférence pour une occupation bien spécifiée, beaucoup donnaient des réponses si peu satisfaisantes et dénotant une si grande légèreté qu'on hésitait à les placer suivant leur désir. Cette hésitation était justifiée par le fait qu'on les voyait bientôt revenir, se disant dégoûtés du métier choisi pour des raisons tout aussi peu sérieuses que celles qui avaient entraîné leur choix. On rapprocha ces faits d'autres révélés par la pratique, et qui montraient que la perfection de certaines fonctions motrices paraissait très favorable à l'adaptation à des professions déterminées. Les recherches, dans ce sens, furent systématisées et permirent d'entreprendre des examens spéciaux complémentaires.

Ainsi graduellement, sans plan préalable, sans même s'être doutée de la voie dans laquelle elle allait entrer, uniquement guidée par le besoin de se renseigner pour être en état de répondre à ce qu'on attendait d'elle, la section de placement et de surveillance des apprentis se transforma, en 1911, en office d'orientation professionnelle.

Le résultat de cette activité, aussi régulière que persévérante, fut l'éclosion de solutions qu'il suffit de réunir pour former une méthode d'orientation professionnelle, encore embryonnaire, mais fondée sur des principes sûrs. Il restait cependant à rassembler une documentation

sérieuse concernant les métiers locaux ; il fallait analyser ceux-ci suivant les mêmes principes. Pour obtenir cette documentation, on adressa un questionnaire aux industriels et aux artisans de la région, procédé qui apporta la preuve de son insuffisance. Questionné sur les aptitudes exigées des ouvriers qu'il employait, l'industriel citait un certain nombre de qualités dont on retrouvait l'énumération dans la plupart des réponses obtenues, quelle que fût la profession envisagée. Ces qualités sont incontestablement utiles et d'une grande importance, mais elles sont plutôt d'ordre moral, ou ont uniquement rapport aux connaissances indispensables dans la pratique ; il est beaucoup plus rare qu'elles concernent directement la technique du métier ou de la profession. On nous répondait notamment, pour toute une série de métiers se rapportant à la construction mécanique, que l'ouvrier doit être doué d'une intelligence moyenne, avoir une bonne santé, des poumons sains, un coup d'œil sûr, etc. ; qu'il doit avoir de l'ordre, de la méthode, de l'initiative, être endurant, capable de réflexion, de ténacité, être soigneux et économe de matières premières ; qu'il doit connaître le dessin, le calcul élémentaire, la lecture et posséder des notions de physique, de mécanique, de technique spéciale. Comparées entre elles, ces réponses, bien que parfaitement objectives, ne peuvent révéler les caractéristiques des professions, ni servir à établir une différenciation des travailleurs. On résolut alors de charger un médecin, un psychologue et un technicien d'observer les professionnels dans l'exercice de leurs fonctions. C'était le seul moyen permettant de découvrir quelles sont les qualités essentielles qui font le travailleur d'élite. Depuis cette époque, pourtant déjà

lointaine, on n'a pas encore trouvé mieux, ainsi qu'en témoignent les vœux émis au cours des congrès de psychotechnique appliquée à l'orientation professionnelle, qui ont eu lieu au cours de ces dernières années.

(Extrait de A. G. CHRISTIAENS. — *L'orientation professionnelle dans l'agglomération bruxelloise*, R. I. T., septembre 1923, pp. 368-371.)

APPENDICE II

QUESTIONNAIRE ETABLI PAR ALFRED BINET

Quelles sont les aptitudes requises dans la profession :

- 1° Energie de la santé :
- 2° Force physique et musculaire :
- 3° Qualités corporelles :
- 4° Habileté motrice :
- 5° Vitesse des mouvements et du travail :
- 6° Bonnes qualités de vision :
- 7° Bonnes qualités d'audition :
- 8° Bonnes qualités de toucher :
- 9° Bonnes qualités des autres sens :
- 10° Qualités de dessinateur :
- 11° Sens esthétique :
- 12° Perspicacité et coup d'œil :
- 13° Excellente mémoire :
- 14° Qualités de calcul :
- 15° Compréhension des questions embrouillées :
- 16° Bonne écriture :
- 17° Facilité de rédaction :
- 18° Facilité de parole :

- 19° Bonnes manières, affabilité :
- 20° Bon sens ; jugement averti ; sens pratique :
- 21° Esprit de méthode :
- 22° Soins propreté :
- 23° Connaissances générales en mathématique, physique, chimie, histoire naturelle :
- 24° Connaissances générales littéraires, historiques, géographiques, commerciales, industrielles :
- 25° Caractère tranquille, pondéré :
- 26° Caractère débrouillard :
- 27° Autres aptitudes :

APPENDICE III

1° DECRET DU 26 SEPTEMBRE 1922

ARTICLE PREMIER. — L'orientation professionnelle est l'ensemble des opérations incombant au Sous-Secrétariat d'Etat de l'enseignement technique, qui précèdent le placement des jeunes gens et des jeunes filles dans le commerce et dans l'industrie, et qui ont pour but de révéler leurs aptitudes physiques, morales et intellectuelles.

ART. 2. — La centralisation des études et des recherches scientifiques concernant l'orientation professionnelle sera effectuée sous la direction du professeur titulaire de la chaire d'orientation technique du travail humain au Conservatoire national des arts et métiers.

ART. 3. — Les offices publics de placement, lorsqu'ils procèdent au placement des jeunes gens de moins de dix-huit ans en qualité d'ouvriers ou d'employés, ont le devoir de s'assurer qu'ils sont titulaires du certificat

d'aptitude professionnelle prévu par l'article 47 de la loi du 25 juin 1919, ou qu'ils possèdent une attestation concernant leur inscription aux cours professionnels obligatoires pendant trois ans.

ART. 4. — En vue d'aider les offices publics de placement dans leur tâche et leur permettre de placer rationnellement les adolescents, il peut être créé, avec le concours financier du Sous-Secrétariat d'Etat de l'enseignement technique, des offices d'orientation professionnelle.

Ces offices sont administrés par les Commissions locales professionnelles, là où elles existent, ou par les Commissions permanentes des Comités départementaux de l'enseignement technique.

ART. 5. — Les offices d'orientation professionnelle créés par les offices publics de placement pourront être subventionnés par le Sous-Secrétariat d'Etat de l'enseignement technique à charge par eux :

1° D'être administrés par une Commission où serait obligatoirement représentée la Commission permanente du Comité départemental de l'enseignement technique ou la Commission locale professionnelle ;

2° De soumettre au Sous-Secrétariat d'Etat de l'enseignement technique et lui fournir les documents et renseignements de même ordre que ceux qui seront exigés des autres institutions s'occupant d'orientation professionnelle.

ART. 6. — Les offices d'orientation professionnelle que des associations auraient constitués pourront être également subventionnés par le Sous-Secrétariat d'Etat de l'enseignement technique.

Ils devront, à l'appui de leur demande, présenter leurs

statuts et fournir toutes justifications sur leur fonctionnement.

ART. 7. — Tous les offices publics d'orientation professionnelle et les offices privés subventionnés par l'Etat sont soumis à l'inspection de l'enseignement technique prévue à l'article 7 de la loi du 25 juillet 1919.

ART. 8. — La participation de l'Etat au fonctionnement des institutions d'orientation professionnelle est accordée après avis de la Commission instituée auprès du Sous-Secrétariat d'Etat de l'enseignement technique, qui comprend des représentants du Sous-Secrétariat de l'enseignement technique, du Ministère de l'instruction publique, du Ministère du travail, du Ministère de l'hygiène, du Ministère de l'agriculture et des institutions d'orientation professionnelle privée.

2° ARRETE DU 10 FEVRIER 1925

ARTICLE PREMIER. — La Commission d'orientation professionnelle prévue par l'article 8 du décret du 26 septembre 1922 siège en assemblée générale, en section scientifique, en section pédagogique, en section économique et en section administrative.

ART. 2. — L'assemblée générale est présidée par le Sous-Secrétaire d'Etat de l'enseignement technique. La Commission choisit parmi ses membres un vice-président chargé de suppléer le Sous-Secrétaire d'Etat de l'enseignement technique.

Le directeur de l'enseignement technique est vice-président de droit de l'assemblée.

Les sections sont présidées par un de leurs membres

désigné par le Sous-Secrétaire d'Etat de l'enseignement technique.

ART. 3. — Les membres de l'assemblée générale sont nommés par arrêté du Sous-Secrétaire d'Etat de l'enseignement technique.

Le Sous-Secrétaire d'Etat de l'enseignement technique peut, à l'occasion d'une affaire déterminée, appeler à prendre part aux séances de la Commission et des sections les personnes que leurs connaissances spéciales mettraient en mesure d'éclairer la discussion.

ART. 4. — La section scientifique est chargée spécialement de l'étude des problèmes d'ordre médical, psychologique, physiologique et hygiénique ayant trait à l'orientation professionnelle.

La section pédagogique est chargée spécialement de l'examen du rôle qu'est appelée à jouer l'école primaire en orientation professionnelle, à la révision de la fiche scolaire d'orientation professionnelle, à l'élaboration des instructions simples, d'ordre pédagogique et psychologique, qui seraient remises au personnel enseignant.

La section économique est chargée spécialement de rassembler les différentes monographies professionnelles parues jusqu'à ce jour, de les faire connaître aux organismes d'orientation professionnelle existants, de susciter la préparation de nouvelles monographies, de dresser périodiquement un tableau des besoins dans les différentes branches de l'activité économique, d'établir les bases d'un placement rationnel en apprentissage.

La section administrative est chargée spécialement d'étudier les demandes de création d'offices d'orientation professionnelle, d'en approuver les statuts, de préparer le travail de répartition des subventions.

ART. 5. — Chaque section désigne un rapporteur qui est chargé de présenter en assemblée générale les conclusions adoptées par les sections.

APPENDICE IV

DEPARTEMENT DE LA SEINE

30 décembre 1922.

Le Conseil général délibère :

ARTICLE PREMIER. — Le service d'orientation professionnelle, créé par la délibération du Conseil général en date du 29 décembre 1920, sera placé sous le patronage d'un Comité composé comme suit :

- 1° Deux représentants de la quatrième Commission du Conseil municipal.
- 2° Deux représentants de la cinquième Commission du Conseil municipal.
- 3° Quatre représentants de la Commission mixte du travail et du chômage.
- 4° L'inspecteur d'académie, directeur de l'enseignement primaire, ou son délégué.
- 5° Le directeur des services administratifs de l'enseignement ou son délégué.
- 6° Un représentant, désigné par le préfet, des œuvres postsecondaires de Paris.
- 7° Un représentant, désigné par le préfet, des œuvres postsecondaires de banlieue.
- 8° Le directeur du travail et de la prévoyance sociale à la préfecture de la Seine.
- 9° Un représentant de la Chambre de commerce de Paris.

- 10° Trois délégués ouvriers élus par l'ensemble des membres ouvriers des Commissions paritaires de placement.
- 11° Un patron et un ouvrier élus par les Comités de patronage des apprentis.
- 12° Un directeur ou une directrice d'école primaire de Paris.
- 13° Un directeur ou une directrice d'école primaire de la banlieue, désignés par la Société des directeurs d'école.
- 14° Un médecin inspecteur des écoles désigné par la Société des médecins inspecteurs.
- 15° La Commission permanente du Comité départemental de l'enseignement technique.
- 16° Les membres de la Commission permanente de l'Office départemental de placement et de la statistique du travail.

ART. 2. — Le Comité de patronage de l'orientation professionnelle formulera à l'Administration préfectorale et au Sous-Secrétariat d'Etat de l'enseignement technique toutes propositions relatives à la coordination des différents services ou commissions intéressés à l'organisation de l'orientation professionnelle dans le département de la Seine et au fonctionnement desdits services.

Il contrôlera le fonctionnement du service administré par l'Office départemental du placement et de la statistique du travail dans les conditions prévues par la délibération du Conseil général en date du 29 décembre 1920, et formulera audit Office toutes suggestions qu'il jugera utiles sur l'orientation professionnelle dudit service.

Il soumettra chaque année au Conseil général un rapport sur l'orientation professionnelle dans le départe-

ment de la Seine et les résultats obtenus par le service départemental.

ART. 3. — Des jetons de présence seront attribués aux membres du Comité de patronage de l'orientation professionnelle, dans les conditions prévues par la délibération du Conseil général, pour les membres de la Commission départementale de l'industrie.

APPENDICE V

COMPOSITION DE L'OFFICE DE BERLIN

A. — *Section d'orientation.*

a) Exécutif.

b) Divisions professionnelles.

1. Horticulture, sylviculture, agriculture, pêche ;
2. Industrie du métal ;
3. Industrie du bois et de la pierre ;
4. Industrie du vêtement, cuir, blanchissage textile ;
5. Arts graphiques, industrie du papier ;
6. Industrie de l'alimentation et industrie hôtelière ;
7. Commerce ;
8. Fonctionnaires ;
9. Professions exigeant une culture supérieure et universitaire ;
10. Anormaux (du corps ou de l'intelligence), assistés ;
11. Commerce (professions féminines) ;
12. Industrie (métiers féminins) ;

13. Economie domestique et agriculture, soin des malades et des enfants ;
14. Professions féminines exigeant une culture supérieure et universitaire.

B. — *Section des services extérieurs :*

1. Placement ;
2. Relations avec les écoles ;
3. Relations avec les écoles professionnelles.

C. — *Section littéraire et statistique :*

1. Bibliothèque et archives ;
2. Statistique.

D. — *Section médico-psychologique :*

1. Examen psychique ;
2. Examen médical.

E. — *Bureau d'administration :*

1. Administration ;
2. Caisse ;
3. Secrétariat.

APPENDICE VI

EXTRAITS DES VŒUX
DU CONGRES CINEMATOGRAPHIQUE 1922

1° Qu'il soit réalisé le plus grand nombre de films se rapportant aux professions et métiers ;

2° Que les films destinés à guider dans le choix d'une carrière présentent des garanties d'exactitude et de sincérité, tant au point de vue de la technicité qu'au point de vue de la vie professionnelle ;

3° Que le choix des sujets et films reste entièrement libre, mais que, pour leur présentation, il soit tenu compte de l'état du marché du travail, afin de ne pas orienter les jeunes gens vers des métiers sans débouchés ;

4° Qu'une commission soit nommée au Sous-Secrétariat d'Etat de l'enseignement technique, dans le but d'établir un programme d'enseignement par le film, d'arrêter la liste des films à propager dans les différents établissements relevant du Sous-Secrétariat d'Etat, et d'examiner la possibilité d'établir un roulement de films entre ces établissements ;

5° Que le cinéma étant considéré comme un auxiliaire important dans tous les ordres d'enseignement technique, de grandes précautions soient prises toutefois dans son utilisation et que le film soit employé surtout :

a) Pour la synthèse de l'exposé d'une question, l'analyse étant faite par la parole et la projection fixe ;

b) Pour l'étude du fonctionnement d'un appareil ou d'une méthode de fabrication ;

c) Pour l'étude d'un phénomène ;

6° Que le film soit fait pour la leçon et non la leçon pour le film ; qu'il en soit de même du dessin animé ;

7° Que tous les efforts officiels et privés soient faits pour introduire le cinéma dans les campagnes, au moyen des écoles rurales, etc. ;

.....
9° Qu'une cinémathèque d'enseignement agricole, de

vulgarisation d'hygiène et de propagande soit constituée ;

.....

12° Que tous les films qui pénètrent dans l'école soient de tenue artistique, quel que soit le sujet traité ;

.....

19° Que dans toute nouvelle école, la salle de cinéma soit prévue... ;

.....

21° Que l'attention des éditeurs de films soit attirée sur tout ce qui touche à l'enseignement régional, en vue d'une orientation professionnelle adaptée au milieu ; que les films sur l'art régional, la géographie, l'histoire du pays, son folklore, ses industries, ses ressources, soient largement représentés dans les cinémathèques destinées aux écoles de la région ;

Etc., etc.

(Extrait de *L. O. P.*, juillet 1922, pp. 19-20)

APPENDICE VII

1° PHILADELPHIE

PLAN GÉNÉRAL POUR LA PUBLICATION DE MONOGRAPHIES PROFESSIONNELLES

Partie I. — *Nature et importance du travail*

Description : Caractéristiques du produit ou des services ; travaux principaux ou accessoires ; clientèle.

Classifications : Occupations connexes dans les domaines analogues ou différents.

Historique : Débuts, changements importants et progrès récents.

Importance : Nombre de personnes employées ; statistiques de recensement et comparaisons.

Contribution au service social.

Partie II.

Occasions d'emploi et de formation professionnelle

Description des ateliers : Situation, avec illustrations.

Organisation générale et professionnelle du travail, suivant l'âge, le sexe et les tarifs de salaires, avec tableau.

Emplois de débutants et formation professionnelle.

Demande de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée.

Enseignement systématique à l'atelier ou apprentissage.

Enseignement dans les écoles publiques et privées.

Exemples de réussite professionnelle de personnes de la localité.

Partie III. — *Conditions de travail*

Durée du travail, salaires et gains, salubrité et sécurité dans les ateliers.

Situation économique et sociale des travailleurs : indemnités de maladie, d'accidents, de vieillesse et de décès ; organisation bancaire et d'épargne ; organisations locales de travailleurs et d'employeurs ; autres activités sociales.

Avenir du métier ou de la profession ; avantages et inconvénients de la profession.

Partie IV. — *Analyse de la profession*

Brève description des occupations principales :

a) Les tâches, les matériaux et l'outillage ;

- b) Les normes quantitatives et qualitatives du rendement ;
- c) Les connaissances et les aptitudes professionnelles exigées ;
- d) Les aptitudes professionnelles des bons ouvriers ;
- e) La fatigue et les risques professionnels.

Annexe

Bibliographie.

Graphique des possibilités de formation professionnelle.

2° CONCOURS DE MONOGRAPHIES PROFESSIONNELLES

organisé par

*l'Association française pour le développement
de l'Enseignement technique*

La monographie professionnelle doit être à la base de toute orientation professionnelle rationnelle. Elle s'adresse à l'enfant, aux parents, aux instituteurs, à qui elle fait connaître en quelque sorte la physionomie des différentes professions que l'un aura à conseiller et l'autre à choisir.

Pour être efficace, toute monographie professionnelle doit remplir les conditions suivantes :

- a) Etre complète, l'indication du plus petit renseignement pouvant en maintes circonstances raffermir une vocation hésitante ;
- b) Etre écrite dans un langage simple et vivant,

de façon à être aisément comprise des enfants et des parents ;

- c) Etre d'une longueur raisonnable, si elle ne veut pas ennuyer ou fatiguer les personnes auxquelles elle s'adresse ;
- d) Elle pourra, le cas échéant, être illustrée (outils, intérieurs d'ateliers, d'usines, de bureaux ou de chantiers, diagrammes, etc.).

Tout en laissant la plus grande liberté aux personnes et collectivités qui prendront part au concours de monographies, nous croyons devoir rappeler sous quels titres généraux devront entrer les différents renseignements communiqués :

I. *Objet du métier* : Définition, description sommaire des principales opérations effectuées.

II. *Aptitudes exigées* :

- a) Physiques (contre-indications) ;
- b) Intellectuelles ;
- c) Aptitudes diverses, qualités morales.

III. *Degré d'instruction exigé* : Connaissances scolaires strictement indispensables pour entrer en apprentissage.

IV. *Dans quelles conditions certaines catégories de personnes peuvent-elles faire leur apprentissage ?*

- a) Mutilés de guerre ;
- b) Accidentés du travail ;
- c) Arriérés, faibles d'esprit ou anormaux.

V. *Conditions d'un apprentissage rationnel* :

- a) Age ;
- b) Durée ;

- c) Contrats ;
- d) Etapes de l'apprentissage ;
- e) Salaires de début, logement, nourriture, gratifications.

VI. *Avenir de la profession :*

- a) Salaire de l'ouvrier qualifié ;
- b) Salaire de l'ouvrier non qualifié ;
- c) Capital nécessaire pour s'installer à son propre compte dans une grande ville ;
- d) Possibilités de travail dans un autre métier en cas de chômage.

VII. *Avantages et inconvénients de la profession :*

- a) Chômage, mortes-saisons ;
- b) Maladies professionnelles, accidents du travail ;
- c) Avantages divers : travail au grand air, voyages, etc.

VIII. *Indication des groupements professionnels sociaux, cours et écoles de perfectionnement, ouvrages et journaux techniques, etc., qui peuvent être utiles à l'apprenti, à l'ouvrier, au maître.*

APPENDICE VIII

VŒU ADOPTE LORS DE LA NEUVIEME SESSION DE
L'ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LA
PROTECTION DE L'ENFANCE

Liège, août 1930

Que l'examen des écoliers soit généralisé à tous les établissements d'instruction, afin de permettre leur clas-

sement rationnel, la fiche étant établie d'après les modalités suivantes :

A. — EN CE QUI CONCERNE L'EXAMEN PHYSIQUE

1° Dans les grandes villes et communes importantes, il est désirable que l'inspection scolaire soit confiée à des médecins qui se consacrent exclusivement à cette branche. Là où le nombre d'écoles et d'enfants le justifient, un médecin femme pourra être désigné pour les jardins d'enfants et les écoles de filles ;

2° Dans les mêmes localités, là où la clinique hospitalière est trop éloignée ou trop chargée, il est recommandable d'organiser une clinique scolaire spéciale où les divers spécialistes, et surtout le dentiste, pourront faire les examens demandés par le médecin scolaire et pratiquer certains traitements sans hospitalisation ;

3° Dans les mêmes localités, des infirmières scolaires visiteuses (avec l'aide du personnel enseignant et au besoin d'un instituteur ou d'une institutrice spécialement désigné) s'occuperont des petits soins d'urgence, de l'application de certains traitements prescrits par le médecin scolaire ou les spécialistes, conduiront les enfants aux diverses œuvres de l'enfance indiquées ; elles feront le dépistage des affections contagieuses, les enquêtes sociales et se tiendront en rapport avec les parents ;

4° Le médecin, l'infirmière, les directeurs d'écoles, ou les instituteurs s'abstiennent d'intervenir dans le choix d'une clinique ou d'un médecin ; mais ils fournissent aux intéressés la liste complète des spécialistes, des hôpitaux et cliniques où des soins et des conseils peuvent être fournis par des personnes compétentes ;

5° Dans les petites communes et à la campagne, il est désirable que l'inspection médicale scolaire soit confiée à des inspecteurs médecins spécialisés eux aussi et se consacrant exclusivement à ce travail.

Ces inspecteurs pourront être désignés par cantons ou circonscriptions scolaires, comme les inspecteurs de l'enseignement scolaire. Si le nombre d'enfants le permet, une inspectrice médecin pourra être chargée de la surveillance médicale des jardins d'enfants et des écoles de filles ;

6° Dans ces mêmes localités, il y aura lieu de nommer des infirmières visiteuses scolaires en tenant compte de la population des écoles et de leur dispersion ;

7° En cas de besoin, les médecins scolaires, infirmières et membres du corps fourniront aux parents la liste complète des médecins spécialistes, cliniques et hôpitaux ;

8° Il est recommandable d'organiser des cliniques scolaires, cantonales et intercommunales, là où les cliniques et hôpitaux outillés font défaut ou sont trop éloignés ;

9° Il est désirable que l'inspection soit étendue aux écoles payantes officielles et privées, ainsi qu'aux écoles d'enseignement moyen ;

10° Il est désirable que les fiches soient conçues de manière à pouvoir être utilisées depuis la pouponnière jusqu'à la fin des études, et si possible jusqu'au service militaire ;

11° Il est désirable que les examens soient appliqués aux élèves entrants et répétés chaque année ;

12° La fiche scolaire comprendra au moins les renseignements suivants, en mettant surtout en évidence ce qui est anormal :

Renseignements administratifs : Date de naissance, professions des parents, etc., écoles fréquentées ;

Renseignements sur les antécédents : Composition de la famille, étapes du développement physiologique et psychologique, vaccinations, maladies et accidents ;

Résultat des examens physiologiques portant sur le poids, la taille assise, le périmètre thoracique, bouche, dents, nez, gorge, appareil respiratoire, digestif, urinaire, génital (puberté), système osseux, colonne vertébrale, système nerveux, hernies, peau, cuir chevelu, troubles endocriniens, état général du sang.

B. — EN CE QUI CONCERNE L'EXAMEN MENTAL ET PÉDAGOGIQUE

a) *Examen mental* :

1° Il est désirable que tous les élèves entrant à l'école, ainsi que les écoliers présentant des troubles dans leur évolution scolaire, soient examinés au point de vue des aptitudes psychiques ;

2° Les examens auront pour but de réaliser d'abord un premier triage au moyen des épreuves collectives et seront complétés par des examens individuels, lorsque ceux-ci paraîtront nécessaires ;

3° Les épreuves à utiliser pour ces examens doivent être choisies parmi celles qui offrent les garanties voulues au point de vue de leur technique, de leur correction et de l'estimation de leurs résultats ;

4° Les épreuves collectives pourront être appliquées par les inspecteurs, directeurs ou instituteurs, qui auront été initiés à l'emploi de ces épreuves ;

5° Les épreuves individuelles, au contraire, doivent être confiées à des personnes spécialisées dans la psychologie appliquée à l'éducation et qui ont une expérience suffisante de l'enfant et de la vie scolaire ;

6° Il importe que les épreuves utilisées portent sur l'intelligence associée au langage, aussi bien que sur l'intelligence sans langage ;

7° La connaissance du caractère de l'enfant ayant une grande importance pour faciliter son éducation, il est souhaitable que les parents et les instituteurs soient mis en mesure de fournir les renseignements nécessaires pour parvenir à cette connaissance ;

8° Dans les grands centres, il est désirable qu'à côté de la clinique médicale, la clinique psychologique soit organisée où seront adressés tous les cas qui exigent un examen individuel.

b) Examen pédagogique :

1° Il est désirable que les examens pédagogiques comportent des épreuves standardisées et étalonnées pour chaque pays, en tenant compte des programmes d'étude, en vue de permettre des comparaisons plus précises du niveau scolaire atteint par les élèves ;

2° Ces épreuves seront confiées aux inspecteurs, directeurs et instituteurs, préalablement initiés à leur technique ;

3° Les résultats de ces examens seront éventuellement communiqués aux psychologues, en vue de permettre leur confrontation avec les résultats des examens psychiques et de suggérer les mesures pédagogiques ou autres, dans l'intérêt de l'élève.

c) Les rubriques de la fiche psychopédagogique seront conçues de telle sorte que les renseignements qui s'y trouvent puissent être utilisés en vue des mesures pédagogiques à prendre et aussi de l'orientation professionnelle ultérieure.

(Reproduit d'après *Bull. I. N. O. P.*, novembre 1930, p. 239-241.)

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Livres et brochures

- ABRAHAM** (P.). — *Figures. Recherches sur la création intellectuelle*. Les doc. bleus, l'homme n° 12, Paris, N. R. F., Gallimard.
- AMAR** (J.). — *Organisation physiologique du travail*, Paris Dunod, 1917, XII, 374 p.
— *L'orientation professionnelle*, Paris, Dunod, 1920, 78 p.
- BAUMGARTEN** (Dr Ph.-F.). — *Die berufseignungsprüfungen*, München und Berlin R. Oldembourg, 1928, IX, 742 p.
Berufskundliche unterlagen für die berufsberatung, publiées par le Landesberufsamt de Saxe Anhalt à Magdebourg; (170 professions masculines, 70 féminines), 2^e éd., 15 février 1921.
- BINET** (A.). — *Les idées modernes sur les enfants*, Paris, Flammarion.
— *L'étude expérimentale de l'intelligence*, Paris, Masson.
- BINET** et **SIMON**. — *La mesure de l'intelligence chez les jeunes enfants*, Paris, Société Alfred Binet.
- BLOOMFIELD** (M.). — *Youth, school and vocation*, Boston et New-York Houghton Mifflin Co, 1905.
— *Vocational guidance of youth*, Boston, New-York et Chicago Houghton Mifflin Co, 1911.
- BORREMANS PONTIERE** (Dr P.), **MONCHAMPS** (Mlle E.), **MAQUET** (J.) et **VANDERVEST** (G.). — *L'orientation professionnelle*, Bruxelles, Van Campenhout, 1923.
- BOUILLOUX LAFONT**. — *Les chambres de métiers; comment nous les concevons*, Paris, Payot, 1919.
- BREWER** (J.-M.). — *The vocational guidance movement*, New-York, The Macmillan Co, 1924.
- BRONNER** (A.-F.), **HEALY** (W.), **LOWE** (G.-M.), and **SHIMBERG** (M.-E.). — *A manual of individual mental tests and testing*. Boston, Little, Brown and Co, 1927, X, 287 p.

- BUREAU** (Hélène). — *Guide pratique pour le choix des professions féminines d'après les documents les plus récents*, Paris, Armand Colin, 1921, VIII-140 p.
- BUYSE** (O.). — *Méthodes américaines d'éducation générale et technique*, Paris, Dunod, 1908, 744 p. et 365 clichés; 2^e édition Charleroi (musée provincial), 1909 sous le titre : *Méthodes américaines d'enseignement*, 759 p.
- *Une université du travail*, Paris, Dunod, 1912.
- CAILLARD** (C.). — *Chambres de Métiers et Conseils de Métiers*. — Paris, Librairie de l'enseignement technique, 1920, 324 p.
- CARRARD** (Dr). — *Le développement de la psychotechnique en Suisse*, Zurich, Hofer et Cie, 1927.
- *Jubilé du 25^e anniversaire de l'association suisse des conseils d'apprentissage*.
- CATTELL** (R.-B.). — *Cattell group intelligence scale*, London, Bombay et Sydney, Harrap and Co, 1930.
- CHAMBONNAUD** (L.). — *L'éducation industrielle et commerciale en Angleterre et en Ecosse*, Paris, Dunod, 1913.
- CHAVIGNY**. — *La vocation de nos enfants*, Paris, Delagrave 1928, 171 p.
- CHEERS WAKEFIELD, BART** (Sir Ch.). — *On leaving school and the choice of a career*, London, Hodder and Stoughton, 1927, 287 p.
- Le choix d'une profession*. Directives données aux parents et aux autorités scolaires et tutélaires, Berne, Buchler, 1917, 16 p.
- CHRISTIAENS** (A.-G.). — *L'orientation professionnelle des enfants*, Bruxelles, Lamertin, 1914.
- *Les métiers bourgeois*, (fiches provisoires sur 30 métiers) Bruxelles, Lamertin, 1922.
- *Une méthode d'orientation professionnelle*, Bruxelles, Lamertin, 1925.
- CLAPAREDE**. — *L'école sur mesures*, Lausanne et Genève, 1920.
- *L'orientation professionnelle, ses problèmes, ses méthodes*, Genève, Editions du B. I. T., 1922.
- *Psychologie de l'enfant et pédagogie expérimentale*, Genève Kundig, 1926, 571 p.
- *Comment diagnostiquer les aptitudes chez les écoliers*, Paris, Flammarion, 1927, 300 p.
- CLEMENT** (Mlle J.). — *Le mouvement d'orientation professionnelle*, thèse de droit, Aix, 1924.
- COUBES**. — *Le choix d'une carrière*, Bourg, imprimerie du Courrier de l'Ain, 1907.
- DEABORN** (W.-F.). — *Intelligence tests. Their significance for school and society*, New-York, Houghton, Mifflin Co, 1928, XXIV-336 p.

- DECROLY** et **BUYSE**. — *La pratique de tests mentaux*, Paris, Alcan, 1928, 402 p. et un atlas (XXIII p.).
— *Introduction à la pédagogie quantitative*, Bruxelles, Lamertin, 1929.
- DECROLY** et **MONCHAMPS**. — *L'initiation à l'activité intellectuelle et motrice*.
Der Berufberater. — Monographies de 12 professions, Vienne, 1921.
Descriptions of occupations. Département du Travail, Etats-Unis.
- DOTTRENS** (R.). — *Education nouvelle en Autriche*, Neuchâtel 1927.
- DUFFIEUX** (F.). — *L'orientation professionnelle telle qu'elle est organisée par la chambre des métiers de la Gironde et du Sud-Ouest. L'enfant, ses aptitudes et son milieu. La situation économique de la main-d'œuvre*, Bordeaux, imprimerie Bière et Paris, Editions littéraires et politiques, 1923.
- DUMAS** (G.). — *Traité de psychologie*, 2 vol., Paris, Alcan.
- DWELSHAUVERS**. — *Traité de psychologie*, Paris, Payot.
- EGGER**. — *Les écoles techniques et le choix d'une carrière*, Bienne.
- EYLES** (L.). — *Career for women*, London, Elkin, Mathews and Manot, 1930, 224 p.
- FERRIERE** (Ad.). — *Transformons l'école. Appel aux parents et aux autorités*, Bâle, Ed. du bureau internat. des écoles nouvelles, 1920.
— *L'autonomie des écoliers*, Neuchâtel, Delachaux et Niestlé, 1921.
— *L'école active*, Genève, Ed. Forum, 3^e éd., 1926.
— *La pratique de l'école active*, Genève, Ed. Forum, 1924, (2^e éd. 1929).
— *L'éducation constructive*, tome I : *Le progrès spirituel*, Genève, Ed. Forum, 1927.
- FLEISCHMAN** (Doris E.). — *An outline of careers for women* New-York, Doubleday, Doran and Co, 1929, X-514 p.
- FONTEGNE** et **SOLARIS**. — *Le travail de la téléphoniste*, Genève, Archives de psychologie, 1918-1919.
- FONTEGNE** (J.). — *L'orientation professionnelle et la détermination des aptitudes*, Paris et Neuchâtel, Delachaux et Niestlé, 1921, 263 p.
— *Le choix d'un métier et les aptitudes physiques*, Paris, Ravisse 1921, 46 p.
— *Entretiens sur l'orientation professionnelle, à l'usage des enfants, des parents, des instituteurs et des conseillers de vocation*, Strasbourg, 1921, 32 p.

- L'activité de l'office d'orientation professionnelle de Strasbourg pendant l'année 1922*, Strasbourg, Janvier, 1923.
Manualisme et éducation, Paris, Eyrolles, 1923.
- *Avant d'entrer en apprentissage*, (recueil de monographie professionnelles, Paris, 1924.
- *Nouveaux entretiens sur l'orientation professionnelle*, Paris, Eyrolles, 1925.
- *Monographies professionnelles*, Paris, Eyrolles, 1925.
- FREEMAN** (F.-N.). — *Mental tests*, London, Harrap and Co, 1928, IX-503 p.
- FRANQUINET** (L.). — *Le choix d'une profession*, publié par l'association du commerce et de la petite industrie de Verviers; secrétariat des apprentis.
- GALLAGHER** (R.-P.). — *Courses and careers*, New-York, Harper and brothers, 1930, 404 p.
- GAUCHER**. — *L'orientation professionnelle par les écoles pratiques de commerce et d'industrie*, Paris, Librairie de l'enseignement technique, 1927.
- GIRAUD** (A.). — *Monographies de quelques professions pour servir à l'orientation professionnelle*, Nice, Chambre syndicale des horlogers, bijoutiers, joailliers et orfèvres de la ville, 1925
- GLEYS** (E.). **MAGNE** (H.). **PIERON** (H.). **FRÖIS** (G.). **CHRISTIAENS** (A.-G.). — *Dix conférences sur l'orientation professionnelle organisées par l'institut Lannelongue d'hygiène sociale, sous la présidence de A. Fontaine*, Paris, Alcan, 1923.
- GODIN** (Dr). — *Manuel d'anthropologie pédagogique, basée sur l'anatomophysiologie de la croissance, méthode auxologique*, Paris, Neuchâtel-Delachaux et Niestlé, 1920.
- GOURDON** (Dr J.). **DIJONNEAU** (Dr H.) et **THIBAUDEAU** (Dr J.). — *Le rendement professionnel des mutilés. — Le rendement professionnel des malades de guerre*, Paris, Doin, 1921.
- GRENOBLE** (Office d'orientation professionnelle). — *Métiers et professions exercés dans la région grenobloise*, 1924.
- HAMILTON**. — *The art of interrogation*, London, Kegom Paul, Trench, Trubner and Co 1929 X-174 p.
- HULL** (Clark L.). — *Aptitude testing*, New-York, Worldbook Co (Yonkers-on-the-Hudson), 1928; London, Harrap and Co, 1929, XIV-335 p.
- IMBERT** (Dr). — *Principales publications relatives à l'étude expérimentale du travail professionnel*, Montpellier, Imprimerie générale du Midi, 1913.
Le système Taylor, Analyse et commentaires, Paris, Ravisce 1920.

Institut Lannelongue. — *Le fourreur.*

— *L'ouvrier bijoutier.*

Institut Emile Metz. — *Programme publié à la clôture de l'année scolaire 1921-1922*, Luxembourg, Shroell, 1922, 113 p.

JADOT (R.) (échevin d'Angleur). — *Le sens et les destinées de l'école unique*, vol. III des cahiers de la Centrale, 118 p.

JOTEYKO (Dr J.). — *La science du travail et son organisation*, Paris, Alcan, 1917, IV-260 p.

KASS (G.). — *L'orientation professionnelle et l'apprentissage*, Paris, Béranger, 1925.

KERN (Bermo). — *Wirkungsformen der Übung*, Münster Helios 1930, IX-508 p.

KITSON (H.-D.). — *How to find the right vocation*, New-York and London, Harper, and brothers, 1929, VIII-202 p.

KORNHAUSER and **KINGSBURY**. — *Psychological tests in business*, University of Chicago press, 1924.

Körper und Arbeit. — *Handbuch der arbeits physiologie* Herausg. von prof. Edgar Atzler, Leipzig Georg Thieme, 1927.

KREBS (W.). — *Méthode pour le choix d'une profession*, Lausanne, Bridel, 1910.

KRITCHEWSKI (B.). — *L'orientation professionnelle spontanée dans le département de la Seine d'après le recensement de 1911*, Paris, Rivière, 1917, 132 p.

LABBE (E.). — *La pédagogie de l'enseignement technique*, Paris, librairie de l'enseignement technique, 1927.

LAHY (J.-M.). — *Le système Taylor et la physiologie du travailleurs professionnel*, Paris, Masson, 1916.

— *La sélection psychophysiologique des travailleurs : conducteurs de tramways et d'autobus*, Paris, Dunod, 1927, XII-240 p.

LAPIE. — *L'école et les écoliers*, Paris, Alcan.

LAUFER et **PAUL-BONCOUR**. — *L'orientation professionnelle du point de vue particulièrement scolaire. La préadaptation scolaire*, Paris, 1924.

LA VAISSIERE (J. de). — *Psychologie pédagogique*, 3^e édition, Paris, 1916.

LEDENT (Dr L.) et **WELLENS** (L.). — *Précis de biométrie à l'usage des médecins et des éducateurs*, 2^e éd. Liège, Vaillant-Carmanne, 1929, 370 p.

LEFEUVRE et **HENRY**. — *La préorientation professionnelle à l'école primaire*, Paris, librairie de l'enseignement technique, 1927.

LETELLIER (G.). — *L'orientation professionnelle. Contribution à l'étude des métiers. L'ouvrier fourreur*, Paris, Alcan, 1926.

- LEVINE** (J.) and **MARKS** (L.). — *Testing intelligence and achievement*, New-York, The Macmillan Co, 1928, VIII-399 p.
- LOCARD** et **PERRET**. — *De l'orientation professionnelle*, Lyon imprimerie J. Prudhomme, 1920.
- LIPMANN** (O.). — *Bibliographie der berufspsychologie*, Heft 20 der Schriften, z. Psychol. der berufs, Leipzig, Barth, 1922.
- MARDEN** (O.-S.). — *Le succès par la volonté*, Genève, Jeheber, 1919, 262 p.
- MARIN** (E.). — *L'orientation professionnelle et le placement des apprentis dans les Hautes-Pyrénées*, Tarbes, 1929, 56 p.
- MASSE** (D.). — *Pour choisir une carrière. Guide pratique pour l'accès à toutes les professions*, Paris, Larousse.
- MAUVEZIN** (F.). — *Rose des métiers. Traité d'orientation professionnelle. Qualités et aptitudes nécessaires à l'exercice de deux cent cinquante métiers différents et défauts rédhibitoires* Bordeaux, Edition des roses (imprimerie Bière) et Paris, Editions littéraires et politiques, 1922, 392 p.
- *Etude sommaire de l'organisation des chambres de métiers*. Bordeaux, imprimerie Bière.
- *Du choix d'un métier*.
- *Conseils aux jeunes filles et aux fillettes sur leur orientation. Conseils aux enfants sur le choix d'un métier*, Publications de la chambre des métiers de Bordeaux.
- *Avant de choisir son métier ou sa profession. Conseils aux enfants, aux parents, aux éducateurs*, 1922, 94 p.
- *Pour que vos enfants réussissent dans leur métier ou profession*, 1923.
- MAUVEZIN** (Mlle L.). — *Rose des activités féminines pour l'orientation professionnelle des jeunes filles*, Bordeaux, Edition des roses, imprimerie Bière.
- Memorandum for report on Job analysis and working conditions*. Chicago.
- MOOR** (de), **JEAN** (Dr) et **JONCKEERE** (Tobie). — *La science et l'éducation*, Bruxelles, Lamertin 1920, 380 p.
- MOUVET** (E.). — *Orientation professionnelle des jeunes gens et des jeunes filles*. (Recueil de 160 monographies professionnelles avec indications relatives à leur technique d'emploi), Mons, Librairie Leich, 1928, 238 p.
- MUNSTERBERG**. — *Psychologie und wirtschaftsleben*, Leipzig, 1912.
- *Psychology and industrial efficiency*, Boston, 1913.
- MYERS** (Ch.-S.). — *Text book of experimental psychology*, London, Arnold, 1909, 2^e éd., Cambridge University press, 1911,

- *Industrial psychology in Great Britain*, London, Cape, 1925.
- MYERS** (G.-E.). — *The problem of vocational guidance*, New-York, Macmillan Co, 1927, 318 p.
- Nancy (Centre de). — *Monographies de métiers et professions exercées dans la région nancéenne*, Nancy, 1923.
- NOBECOURT** et **SCHREIBER**. — *Hygiène sociale de l'enfance*, Paris, Masson, 1921, 596 p.
- ODUM** (H.-W.). — *Man's quest for social guidance*, New-York, Henry Holt Co, 1927, 664 p.
- PAPY** (G.). — *Une méthode d'orientation professionnelle*, Bruxelles Vanderlinden, 1922, 55 p.
- PARSONS** (F.). — *Choosing a vocation*, London, Gay and Hancock, 1909, Boston et New-York, Houghton Mifflin Co.
- PAYNTER** (Richard) and **BLANCHARD** (Phyllis). — *Study of educational achievement of problem children*, New-York, The Commonwealth fund, division of publications 1929.
- PERRET** (Dr J.), **MAZEL** (Dr P.) et **NOYER** (Dr B.). — *L'orientation professionnelle*, Paris, Flammarion, 1926, 282 p.
- PIERON** (H.). — *Psychologie expérimentale*, Paris, Armand-Colin.
- *Une expéssnce d'orientation professionnelle*.
- *Le développement mental et l'intelligence*, Paris, Alcan, 1931
- PLAUT** (P.). — *Die psychologie der produktiven persönlichkeit* Stuttgart Enke, 1929, VIII-324 p.
- PLUYETTE** (J.). — *L'enseignement professionnel dans les industries métallurgiques, mécaniques, électriques et industries annexes*, Paris 1923.
- PRAK** (J.-L.). — *De psychotechniek der beroepskeuze*, J.-B. Wolters, U.-M. Groningen Den Haag, 1925.
- PRESSEY** (S.-L. et L.-C.). — *Initiation à la méthode des tests*, traduction Duthil, Paris, Delagrave.
- PRINGLE** (R.-W.). — *Methods with adolescents*, New-York, D.-C. Health and Co, XVII-437 p.
- PROCTOR** (W.-M.). — *Vocations*, Cambridge Houghton, Mifflin Co, 1929, X-382 p.
- RASMUSSEN**. — *Child psychology*, London, Copenhagen, 1921.
- RAZOUS**. — *Guide pratique des femmes et des jeunes gens dans le choix d'une profession*, Paris, Société d'éditions techniques 1910
- REMY** (Mlle M.). — *Un essai d'enseignement sur mesures*, Paris Armand Colin, 1926.
- REVAULT D'ALLONES**. — *Les inclinations*, Paris, Alcan, 1908.
- ROBERT** (A.). — *La méthode psychophysiologique du travail et l'orientation professionnelle*, Luxembourg, Imprimerie Joseph

Beffort, 1910.

Rose des métiers de Bellegarde, 1922.

ROELS (Dr F.). — *Aanleg en Beroep* : (prédispositions et professions), Amsterdam Boek centrale, 1920.

ROUSSEAU (J.). — *Le choix d'une carrière ou comment connaître ma vocation*, Paris, Beauchesne, 1917.

SAND (Dr R.). — *Organisation industrielle, médecine sociale et éducation civique en Angleterre et aux Etats-Unis*, Bruxelles, Lamertin, 1920, 896 p.

SIMON (Mlle O.). — *L'orientation professionnelle en France et à l'étranger*, Paris, Thèse de droit Alcan, 1927.

SPRENG (Dr H.). — *La sélection professionnelle et son utilité sociale*, Neuchâtel, thèse, 1929.

STAUBER (H.). — *Le métier de ferblantier*, brochure éditée en français et en allemand par la société suisse des maîtres ferblantiers et appareilleurs, 1920.

TEKELY (Dr). — *Über arztliche berufsberatung*, Vienne, Morit Perles, 1918, 53 p.

The choice of an occupation. — Yale University department of personnel study, 1929, 327 p.

THOMSON (C.-B.). — *Le système Taylor (Scientific management)*, Paris, Payot, 1919, 158 p.

TOULOUSE (Dr). — *Comment se conduire dans la vie ?*, Paris, Hachette, 280 p.

TOULOUSE et **PIERON**. — *Technique de psychologie expérimentale*, 2 vol., Paris, Douin, 1911.

Trades for London boys and how to enter them.

Trades for London girls and how to enter them.

Compiled the apprenticeship and skilled employment association.

Troisième cours d'orientation professionnelle. — Conférences données à Genève à l'Association suisse de conseils d'apprentissage et de protection des apprentis et à la société d'utilité publique, Genève, E. Mayer, 1920.

TURMAN. — *Problèmes sociaux du travail industriel*, Paris, Gabalda, 1923.

VENARD (Mlle M.-S.). — *Le rôle de l'école en orientation professionnelle*. Thèse de droit, Paris, 1929.

VIELLEDENT (L.). — *Le rôle du médecin dans l'orientation professionnelle des apprentis*. Thèse de médecine, Lille, 1921.

WALLON (Dr H.). — *Principes de psychologie appliquée*, Paris, coll. Armand Colin, 1930, 224 p.

YOAKUM and **YARKES**. — *Army mental tests*, New-York, 1920.

JOVANOVITCH. — *Le rendement optimum du travail ouvrier*, Paris Payot, 1923.

Articles

- ABRAMSON** (Mlle J.). — *Notes sur quelques visites à des laboratoires d'orientation professionnelle*. Bull. I. N. O. P., Cologne, novembre 1930, pp. 226-229; Zurich, décembre 1930, pp. 255-257; Berlin, février 1931, pp. 41-45; Stuttgart, mars 1931, pp. 69-72.
- BERGER** (Dr). — *Orientation et enseignement professionnels; apud: Esquisse d'une organisation systématique du marché du travail*, R. I. T., novembre 1925, pp. 883-884.
- BOND**. — *Natural capacity and health in relation to occupation and the choice a career*.
— *National health*, février 1922, pp. 137-141.
- BOVET** (P.). — *L'institut Jean-Jacques Rousseau et la préparation au service social*. Service social, février-mars 1922, pp. 25-29.
Bulletin de l'union internationale de secours aux enfants, 30 mars 1921, pp. 112-144 : *Avenir professionnel des orphelins de la guerre*.
- CAILLARD** (C.). — *Les chambres de métiers*, R. I. T., septembre 1921, p. 260 sqq.
- CHARTERS** (J.-A.). — *Elaboration d'un plan d'études pour l'éducation des parents*; *Journal of educational research*, mai 1928.
- CHRISTIAENS** (A.-G.). — *Le caractère en orientation professionnelle*. Bulletin de l'office intercommunal pour l'orientation professionnelle, avril 1922, pp. 1-18.
— *L'orientation professionnelle dans l'agglomération bruxelloise*, R. I. T. septembre 1923, pp. 367-383.
- CLIFT** (Ch.-E.). — *Orientation professionnelle en Grande-Bretagne*, R. I. T., avril 1927, pp. 587-608.
- DECROLY** (Dr O.). — *Le rôle du médecin dans l'orientation professionnelle*. La polyclinique, Bruxelles, août 1914.
- DECROLY** et **SHEPERS**. — *La sélection des mieux doués*, Bull. de la ligue de l'enseignement, Supplément mars-avril 1923.
- DENGLER** (P.). — *Nouvelles méthodes d'éducation en Autriche*: Bull. de la soc. A. Binet, juin-juillet 1925.
- DUGE DE BERNONVILLE**. — *L'orientation professionnelle; Revue de métaphysique et de morale*, avril-juin, 1921, pp. 449-477.
- FONTEGNE** (J.). — *Choix d'une carrière et orientation professionnelle*; *Journal des internés français* (Berne), déc. 1917, pp. 105-109.

- *L'orientation professionnelle et les fonctions supérieures. L'orientation professionnelle*, janvier 1921, pp. 1-7.
- *Comment se pose la question d'orientation professionnelle; L'éducation*, juin-septembre 1918, pp. 163-178.
- *L'orientation professionnelle de notre jeunesse; Gazette des métiers d'A.-L.*, 1920, n° 13, pp. 95-99.
- *Le cabinet d'orientation professionnelle de l'institut J.-J. Rousseau à Genève, L. O. P.*, mars 1920, pp. 35-44.
- *Psychologie et professions, Assoc. fr. pour la lutte contre le chômage*, juin-juil. 1920, pp. 3-27.
- *Répertoire bibliographique sur la question d'orientation professionnelle de la jeunesse, ibid.*, pp. 45-62.
- *Premier supplément (à ce répertoire) ibid.*, août 1921, pp. 22-32.
- *L'orientation professionnelle de la jeunesse et la détermination des aptitudes. Œuvre nationale de l'enfance*, avril 1921, p. 784-805.
- *Le rôle pédagogique de l'école en orientation professionnelle, ibid.*, mars 1922, pp. 512-533.
- *Le film d'orientation professionnelle, Le cinéopse, Paris*, 1926.
- *Visite aux officiers d'orientation professionnelle de Vienne et de Munich-Bull I. N. O. P.*, janvier 1929, pp. 25-39 et mars 1929, pp. 69-78.
- FRYER (D.)**. — *In predicting ability from interest, Journal of applied psychology*, mars 1927, pp. 222-225.
- GUATHIER (M.-E.)**. — *L'orientation professionnelle, R. I. T.*, mai 1922, pp. 760-773.
- HORNHAUSER**. — *The psychology of vocational selection. Psychological, bulletin*, 1922, p. 192.
- KRITCHEKSHY**. — *L'orientation professionnelle et le placement des apprentis en Allemagne. Association française pour la lutte contre le chômage*, janv.-juin 1912, n° 1 et 2, pp. 13-52.
- *Ibidem en France, ibid.*, pp. 115-139.
- *L'orientation professionnelle aux Etats-Unis, ibid.*, pp. 299-308.
- KULA**. — *Le rôle de l'enseignement technique, en face du problème de l'orientation professionnelle. La formation professionnelle*, 5 mai 1927.
- LANE (Miss May Rogers)**. — *Recent researches in guidance, School and society*, 30 août 1924, p. 268 sqq.
- LAUFER (Dr)**. — *Les bases médico-sociales de l'orientation professionnelle. Revue scientifique*, 1922, n° 16, pp. 541-554.
- LAUFER et PAUL-BONCOUR (Dr)**. — *Sur le contrôle biométrique de l'enfant en vue de l'orientation professionnelle. Méde-*

cine scolaire, Paris, 1^{er} décembre 1922.

LECONTE (Th.) et **FONTEGNE** (J.). — *La réforme scolaire autrichienne. L'enseignement public*, Delagrave, 1929.

LEY (H.) et **FONTEGNE** (J.). — *La chambre des métiers d'Alsace et de Lorraine. Son organisation administrative. Sa mission et les résultats de son activité. Assoc. fr. pour la lutte contre le chômage*, août 1921, pp. 1-21.

LINK (H.-C.). — *Psychological tests in industry*, *The annals of the American Academy of political and social science*, novembre 1923, p. 32, sqq.

MADARIAGA (César de). — *L'orientation et la sélection dans le Statut de formation professionnelle. Revista de formacion profesional*, janvier 1929.

MANOUVRIER (L.). — *Anthropométrie et aptitudes. Revue anthropologique*, 1911.

MAUVEZIN (F.) et **FONTEGNE** (J.). — *L'orientation professionnelle. La formation professionnelle*, 1920, n° 25, pp. 13-30.

MAUVEZIN (F.). — *Comment se pose le problème de l'orientation professionnelle. Comment il faut le résoudre. Bull. de la Ch. des métiers de la Gironde et du S.-O.*, décembre 1921, pp. 310-317.

— *Rapport de notre chambre des métiers à M. le sous-secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, relativement à la création d'offices d'orientation professionnelle*, *ibid.*, novembre 1921, pp. 298-305.

MEINE (F.). — *Job Analysis for employment purposes. The Annals of the American Academy of political and social sciences*, novembre 1923, pp. 22 sqq.

MUSCIO (B.). — *The psycho-physiological capacities, required by the hand compositers. Industrial fatigue research board-Report n° 16, Sect. A.*

PATERSON. — *The Scott Cy's file clerk's test. Journal of personnel research*, 1923, n° 1.

PATTEN. — *An experiment in testing engine lathe aptitude. Journal of applied psychology*, 1923 n° 110, pp. 81-83.

OTIS (A.S.). — *The selection of mill workers by mental tests. Journal of applied psychology*, décembre 1920, pp. 339-341.

REGNIER (M. J.). — *Comment organiser l'orientation professionnelle dans un centre demoyenne importance. Bull. I. N. O. P.*, juillet 1929, pp. 180-184.

Revue internationale du travail. Notes sur l'orientation professionnelle juin 1922 (Barcelone, Tchécoslovaquie, Allemagne, biblio

- graphie), pp. 1.066-1.074; août 1922, (Strasbourg, Nantes, Etats-Unis), p. 300-308; octobre 1922, (Etats-Unis, Pologne, Berlin, Suisse), p. 658-663; novembre 1922, (Strasbourg, Halle-sur-Saale, Suisse, Etats-Unis), pp. 849-854; décembre 1922. *L'orientation professionnelle en Autriche* pp. 1.051-1.060, notes diverses, pp. 1.060-1.066.
- Janvier 1923, (U. S. A., Luxembourg, Lorient), p. 129-135, février-mars 1923 (*L'institut de psychotechnique de l'académie du travail de Prague et divers*), p. 446-453; mai 1923, (Zurich, New-York), 839-843.
- Articles : *L'orientation professionnelle en Allemagne*, avril 1925, p. 550-566. *L'orientation professionnelle aux Etats-Unis*, janvier 1926, p. 53-75.
- Le préapprentissage et l'orientation professionnelle en France*, mars 1926, p. 376-393.
- Notes : Déc. 1925 : *L'O. P. en Allemagne en 1923-1924*, p. 934-936; déc. 1926 : *L'O. P. en Allemagne en 1924-1925*, p. 925-927.
- ROGER** (M.). — *L'école publique et l'orientation professionnelle. Documents du travail*, août 1922, p. 197-203.
- SACHS**. — *Zur organisation der Eignungspsychologie. Schrift. z. Psych. Ber.*, 1920, p. 14-16.
- SECHEHAYE** (Marg.). — *Orientation scientifique et professionnelle aux Etats-Unis. Bull. trimestriel de l'office intercom. pour l'O. P.*, Bruxelles.
- SIMON** (Th.). — *Les bénéfices du mouvement pour l'orientation professionnelle. La lacune principale. Quelques résultats positifs et méthode pour l'étude de l'ajustement des métiers et des aptitudes. B. A. B.*, n 1 et 2, octobre-novembre 1928.
- SCHWEINITZ**. — *Vocational guidance through the placement office. School and society*, 17 janvier 1925, pp. 70 sqq.
- STOCKER** (Dr A.). — *Le médecin et l'orientation professionnelle. R. I. T.*, novembre 1927, pp. 643-662 et décembre 1927, pp. 849-867.
- TAGG** (M.). — *Industrial psychology in Russia. Journal of the National institute of industrial psychology*, 1923, n 1, pp. 313-325.
- The journal of the National institute of industrial psychology. Choosing a career*; juillet 1928, pp. 132-143.
- WALTER** (L.). — *Quelques expériences de psychophysiologie professionnelle, R. I. T.*, juillet 1926, pp. 60-77.
- YOAKUM**. — *Basic experiments for scientific selection. Service bulletin of the Bureau of personnel research, Pittsburgh*, janvier 1922.

YERKES. — *Whatis Personnel research ? Journal of personnel research*, juin 1922, pp. 56 sqq.

ZAWIRSKA (Mme J.). — *Etat actuel de l'orientation professionnelle en Pologne*, — *Service social*, Bruxelles, octobre 1929,

Rapports et circulaires

Angleterre :

Report of the Royal Commission on the Poor Laws and Relief of Distress. Cd. 499 London, H. M. Stationery Office, 1909.

Report on Boy Labour, publié en annexe du rapport de la Commission Cd. 4632, *ibid.* 1909.

Report of the consultative Committee on Attendance, compulsory or otherwise at Continuation Schools. — Cd. 4757, *ibid.* 1909.

Board of Trade. *Special Rules with regard to Registration of Juvenile Applicants in England and Wales made in pursuance of Regulation n° IX of the General Regulation for Labour Exchanges managed by the Board of Trade*, *ibid.* 1910.

Board of Trade and Board of Education. — *Memorandum with regard to cooperation between Labour Exchanges and Local Education Authorities exercising theirs powers under the Education (Choice of Employment), Act. 1910*, *ibid.* 1911.

Interim Report. — Cd. 8.374, *ibid.* 1916.

Final Report of the Departmental Committee on Juvenile Education in relation to Employment after the War Cd. 8532, *ibid.*, 1917.

Juvenile Employment Enquiry. — Report by the Rt. Hon. the Viscount Chelmsford, *ibid.* 1924.

Board of Education. — *Choice of Employment and Administration of Unemployed Benefit to Juveniles*. Circul. n° 1.322, nouveau texte en date du 13 février 1924.

Report of the Committee on Education and Industry (England and Wales), 1^{ère} Partie, *ibid.* 1926.

Etats-Unis :

V. S. Department of Labour. — *Annual Report of the Director General U. S. Employment Service to the Secretary of Labour*, 1920. (Report of Junior Division p. 23) Washington Government Printing Office.

France :

Circulaire du ministre du Travail aux préfets. — 20 juillet 1913 (importance de l'adaptation de l'adolescent à la profession qu'il doit exercer).

Circulaire du ministre du Travail. — Juin 1920, (recommandant aux autorités locales d'agir en liaison avec les services relevant du sous-secrétariat d'Etat de l'Enseignement technique pour les expériences d'orientation professionnelle).

Circulaire du ministre de l'Instruction publique aux inspecteurs d'académie. — 19 juillet 1920 (demandant d'inviter le personnel enseignant à collaborer avec les offices de placement).

Circulaire du sous-secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique, 14 mai 1921 (nécessité des institutions d'orientation professionnelle).

Circulaire du ministre de l'Instruction publique, 17 mai 1921.

Circulaire du ministre du Travail, Juin 1921 (recommandant la communauté d'action).

ROGER (M.). — *Rapport sur les œuvres complémentaires de l'Ecole publique,* J. O., 22 décembre 1919, Annexes, p. 331-332; *idem* en 1919-1920. J. O. 6 avril 1921, Annexes, p. 216-217.

Rapport de M. Touzaa, directeur de l'office départemental de placement sur le rôle des Offices départementaux de placement dans l'orientation professionnelle de la jeunesse. 31 décembre 1921: Publié en appendice du suivant :

Rapport au nom de la Commission mixte du travail et du chômage sur l'organisation de l'orientation professionnelle dans le département de la Seine. Présenté par MM. Henri Sellier, Emile Deslandres, Alexandre Luquet et Georges Lemarchand, conseillers généraux, 14 décembre 1922.

LAUFER (Dr). — *Rapport à M. le directeur de l'enseignement primaire de la Seine,* Paris, Delagrave, 1924.

LAUFER et **PAUL-BONCOUR** (Drs). — *Rapport sur la fiche médicale d'orientation professionnelle au nom de la Commission scientifique d'orientation professionnelle près le sous-secrétariat d'Etat de l'Enseignement technique in La formation professionnelle technique et artistique,* 5 décembre 1926, p. 145-155.

Belgique :

CHRISTIAENS (A.-G.). — *Rapport sur les travaux de la sous-commission chargée de la préparation d'un avant-projet d'organisation d'office intercommunal pour le placement des apprentis,* Bruxelles, imprimerie Lucifer, 1916.

Comptes rendus de congrès

Congrès internationaux

Premier congrès international de pédologie, Bruxelles, 1911.

Conférence interalliée pour l'étude de la rééducation professionnelle et des questions qui intéressent les invalides de la guerre, Paris, mai 1917.

Rapport de M. Gourdon : *Etudes médicales, techniques et scientifiques*.

Rapport de M. de Panew : *L'orientation professionnelle des mutilés*.

Première conférence internationale de psychotechnique appliquée à l'orientation professionnelle, Genève, 1920.

Segma conferencia internacional de psicotecnica applicada a l'orientacio professional et l'organitzaccio cientifica del treball, Barcelone, mars 1921.

Atti della conferenza internazionale di psicotecnica applicata all'orientamento professionale, Milan, 2-4 octobre 1922.

Rapport du Dr Decroly : *Les aptitudes innées et les aptitudes acquises*.

Deuxième congrès sociologique international, Vienne, 1-8 octobre 1922.

Rapports de MM. Claparède et Mira.

Premier congrès international d'orientation professionnelle appliquée aux métiers et carrières, Toulouse, 4-6 septembre 1924.

Congrès international de l'enseignement technique, Charleroi, 16-18 juin 1925.

Rapport de M. Fontègne : *L'orientation professionnelle en France*.

Premier congrès international de l'enfance, Genève, 1925.

Rapport de M. Labbé.

Congrès international d'orientation professionnelle féminine, Bordeaux, 23-26 septembre 1926.

Rapport du Dr Maria Diez Gasca : *Une réalisation pratique en orientation professionnelle* (Italie).

Deuxième congrès international pour la protection de l'enfance.

Rapport du Dr Borremans-Ponthière.

Cinquième conférence internationale de psychotechnique, Utrecht, 10-14 septembre 1928.

Rapport de M. Christiaens : *Le pronostic en orientation professionnelle et les indications fournies par la prise des tests*.

Congrès international de psychologie appliquée, Paris, 21-27 mars 1929.

Cinquième congrès international d'Education nouvelle, Elsenieur
8-21 août 1929.

(Congrès précédents : Calais 1921 ; Montreux 1923 ; Heidelberg 1925 ; Locarno 1927).

Neuvième session de l'Association internationale pour la protection de l'enfance, Liège, août 1930.

Rapport du Dr Decroly.

Autres congrès :

Troisième conférence nationale des offices publics de placement,
Strasbourg, 16-18 juillet 1920.

Rapport de M. Fontègne.

Congrès de l'association française pour l'avancement des sciences,
Rouen, 1921.

Rapport de M. Fontègne : *Essai d'orientation professionnelle pour employés de commerce*.

Congrès de l'apprentissage, Lyon, 12-15 octobre 1921.

Congrès d'organisation scientifique, Paris, 1923.

Annual meeting of the Personnel research federation.

Report of M. W.-V. Bingham : *Proposed research projects*,
(in *Journal of personnel research*, juillet 1924).

Junior council of Ohio State University.

A suggested program of preschool guidance for high schools,
(*Ohio State university press*, Columbus, 35 p.).

Documents divers

Bordeaux (Ville de). — *Enquête sur les enfants des écoles primaires*,
Bordeaux, 1919.

Département de la Seine-Inférieure. — *De l'orientation professionnelle*, Rouen, 1922.

Nantes (Ville de). — *Le placement public et l'orientation professionnelle à Nantes et dans la région*, Nantes, 1924.

Rapport annuel de l'Office régional de la main-d'œuvre sur l'orientation professionnelle, le placement des apprentis (Depuis 1922).

GOURDON. — Communication à l'académie de médecine le 25 juin 1928 : *La reprise du travail par les amputés et estropiés de guerre*, Bordeaux, imprimerie E. Taffard.

Anderlecht. — *Ses écoles. Ses institutions complémentaires de l'école. Ses œuvres protectrices de l'enfance*, Anderlecht 1922, 40 p.

Department of Labour, — *The health of the working child.* — Inquiry of the *Bureau of women in industry.* Etat de New-York. — *Special bulletin*, n° 134, décembre 1924, 91 p.

Listes de métiers

Liste des métiers énumérés dans le rapport Henri Sellier, au conseil général, en 1922, établie d'après les travaux complets de MM. Mortier, Mauvezin, Fontègne, etc.

Liste des métiers établie par l'Association française pour le développement de l'enseignement technique, au Congrès de Roubaix en 1911.

Liste des métiers établie par le ministère du travail français.

Liste de la direction générale de l'Enseignement technique, à propos de la taxe d'apprentissage reproduite dans l'ouvrage d'Edmond Labbé : *L'apprentissage et la taxe d'apprentissage.*

Périodiques

Anal's de l'institut d'orientacio profesional, (Barcelona).

Arbeits physiologie.

Arbeit und beruf (Office du travail du Brandebourg, mensuel).

Berufsberatung und berufsbildung.

Bulletin de la chambre de commerce de Marseille.

Bulletin de la chambre de métiers de la Gironde et du Sud-Ouest.

Bulletin de la ligue de l'enseignement.

Bulletin de la société Alfred Binet (novembre 1928 : numéro spécial consacré à l'orientation professionnelle).

Bulletin de la société belge des ingénieurs et des industriels.

Bulletin de la société de pédotechnique.

Bulletin de la société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, (Paris).

Bulletin de la société française de pédagogie.

Bulletin de la société pédagogique genevoise.

Bulletin de l'association française pour la lutte contre le chômage et pour l'organisation du marché du travail (Paris).

Bulletin de l'association médico-pédagogique lygeoise.

Bulletin de l'institut général psychologique.

Bulletin de l'institut international d'organisation scientifique du travail.

Bulletin de l'institut national d'orientation professionnelle (Paris)

Bulletin de l'instruction primaire du département de la Seine.

- Bulletin de l'œuvre nationale des orphelins de la guerre.*
Bulletin de l'union internationale de secours aux enfants.
Bulletin des comités d'orientation professionnelle de la banlieue parisienne, Courbevoie.
(ci-devant : *Bulletin d'orientation professionnelle de la banlieue ouest*).
Bulletin du comité de patronage des apprentis du XIII^e arrondissement (Paris).
Bulletin du ministère du Travail, (Paris).
Bulletin international de la protection de l'enfance.
Bulletin trimestriel de l'office intercommunal pour l'orientation professionnelle des jeunes gens et des jeunes filles de l'agglomération bruxelloise.
Informations sociales (B. I. T., Genève).
Industrielle psychotechnik.
Journal of educational research.
Jugend und beruf (Berlin).
La formation professionnelle.
(Organe bi-mensuel de l'Association française pour le développement de l'enseignement technique).
La gazette des métiers d'Alsace et de Lorraine, (Strasbourg).
L'année psychologique.
La prophylaxie mentale.
La psychologie et la vie (Institut Pelman, Paris).
L'atelier.
L'école chez soi.
L'école et la vie.
L'école nouvelle.
L'éducation nationale (Bruxelles).
L'éducation professionnelle (Bâle).
Lehringsschutz, jugend und berufsfürsorge, (Vienne).
Les annales de l'enfance.
Les documents du travail.
Les tests (Moscou), paraît à intervalles irréguliers.
L'information professionnelle (Paris).
L'intermédiaire des éducateurs (Institut Jean-Jacques Rousseau, Genève).
L'orientation professionnelle (Paris).
L'université nouvelle.
Mental measurement monographs (Baltimore), paraît à intervalles irréguliers.
Nos écoles à l'œuvre (Angleur).
Pour l'ère nouvelle (Revue internationale d'éducation nouvelle).

- Praktische psychologie.*
Pro juventute (Zurich).
Psychologie de l'enfant et pédagogie expérimentale.
Psychotechnische Rundschau.
Public personnel studies.
Reichsarbeitsblatt (Reichsamt für arbeitsvermittlung).
Revista de formacion profesional.
(Oficina central de documentation profesional de la Junta central de perfeccionamiento, Madrid).
Revue de la science du travail.
Revue de physiologie et de psychologie du travail (Varsovie).
Revue pédagogique.
Revue internationale du travail (B. I. T., Genève).
School and society.
The annal of the American Academy of political and social science.
The Australian journal of psychology and philosophy.
The educational record.
The journal of applied psychology (Ohio university).
The journal of the national institute of industrial psychology,
London.
The personal factor.
The personnel journal (Personnel research federation, U. S.A).
ci-devant : *The journal of personnel research.*
The vocational guidance magazine (National vocational guidance association, U. S. A.).
Travail (Paris).
Zeitschrift für angewandte psychologie.
Zeitschrift für psychologie.
Zpravodaj (Office central de Prague, mensuel).
-

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
---------------------------	---

PREMIERE PARTIE

HISTORIQUE DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

1° Avant la guerre.....	9
2° La guerre	22
3° Après la guerre.....	28

DEUXIEME PARTIE

ORGANISATION

Chapitre premier. — Dans quel esprit les différents pays ont-ils compris l'orientation professionnelle ?	39
Chapitre II. — Sous quels auspices est organisé l'orientation professionnelle ?	48
1° <i>L'initiative privée :</i>	
A) Chambres de métiers.....	49
B) Instituts	51
C) Groupements divers	54
2° <i>Le rôle des pouvoirs publics :</i>	
A) Les textes	56
B) Institutions centrales	65
C) Offices publics de placement.....	73
D) Offices municipaux	78
3° <i>Concours divers</i>	79
Chapitre III. — L'école et la préorientation	84
1° <i>Le rôle de l'école</i>	84
2° <i>Le préapprentissage</i>	95
Ecoles de préapprentissage.....	96
Classes de préapprentissage.....	104
Chapitre IV. — Le conseiller de vocation	108
1° <i>Recrutement</i>	108
2° <i>Formation</i>	115

TROISIEME PARTIE

FONCTIONNEMENT

Chapitre premier. — Propagande.....	123
Chapitre II. — Monographies.....	130
Chapitre III. — La visite au cabinet d'orientation.....	142
1° <i>Le médecin</i>	144
2° <i>Les tests</i>	150
Chapitre IV. — Le placement	157
Cas particuliers : 1° L'orientation professionnelle des enfants de la campagne	161
2° Dans l'enseignement secondaire et supérieur	164
3° Réorientation de mutilés	166
Conclusion	169
Appendice	
I. — Origines de l'orientation professionnelle à Bruxelles	177
II. — Questionnaire établi par Alfred Binet.....	182
III. — Décret du 26 septembre 1922.....	183
Arrêté du 10 février 1925.....	185
IV. — Délibération du conseil général de la Seine.....	187
V. — Composition de l'office de Berlin.....	189
VI. — Extrait des vœux du congrès cinématographique	190
VII. — Plan général pour la publication de monogra- phies.	192
Concours de monographies	194
VIII. — Vœux de l'association internationale pour la protection de l'enfance.....	196
Bibliographie	201
<i>Livres et brochures.....</i>	201
<i>Articles</i>	209
<i>Rapports et circulaires : Angleterre</i>	213
Etats-Unis	213
France	214
Belgique	214
<i>Comptes rendus de congrès : Congrès internationaux</i>	215
Autres congrès	216
<i>Documents divers</i>	216
<i>Listes de métiers.....</i>	217
<i>Périodiques</i>	217

